



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



COMITE REGIONAL DE PROGRAMMATION INTERFONDS du 23/03/2018

Fiches d'information comité

FSE		
PA0014328	URBAN PROD	1
PA0014321	Ligue de l'Enseignement Fédération des Œuvres Laïques du Var	8
PA0013044	ESPACE PEDAGOGIQUE FORMATION FRANCE	15
PA0013932	CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L INDUSTRIE TERRITORIALE DES HAUTES ALPES	22
PA0014221	ASSOCIATION GETS_GROUPE D'ETUDE ET DE TRAITEMENT DES MALADIES VERTEBRALES	28
PA0014365	GROUPE SOS SOLIDARITE	34
PA0006887	CENTRE RESSOURCES ILLESTRISME DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	41
PA0004152	GIP ESPACE COMPETENCES	47
FEDER		
PA0005370	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON	54
PA0008501	Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	61
PA0009431	HELIOCLIM SA	67
PA0009917	SARL ACANTHIS	77
PA0010062	SARL VERMILLON	85
PA0010205	association YES WE CAMP	93
PA0010210	MA PEAU CHERIE GROUP	102
PA0010211	association YES WE CAMP	110
PA0010221	GARAGE CAYOL	119
PA0010654	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DE RHONE ET OUEZE (CCPRO)	127
PA0010805	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	133
PA0010811	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	139
PA0010812	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	145
PA0010848	SNCF - Gares et Connexions	152
PA0010851	METROPOLE NICE COTE D'AZUR	160
PA0005801	GRETA TOURISME HOTELLERIE	170
PA0010209	association CANE	178
PA0010807	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	185
PA0010809	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	191
PA0010815	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	198
PA0010855	REGIE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS RTM	205
PA0010869	COMMUNE DE GAP	211
PA0010872	COMMUNE DE GAP	217
PA0010873	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS	223
PA0010943	Communauté d'Agglomération du Grand Avignon	230
PA0000570	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS (ENSAM)	237
PA0004142	THALES ALENIA SPACE FRANCE	245
PA0004162	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM	252
PA0005261	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM	264
PA0006125	Société Anonyme Gardéenne d'Economie Mixte (SAGEM)	277
PA0008401	Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT	287
PA0008402	Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT	293



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0014328
Bénéficiaire :	42029405000042 URBAN PROD
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	42029405000042
Raison sociale :	URBAN PROD
Adresse :	13001 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Cultures numériques de base pour les publics placés sous main de justice
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	REGION PACA
Adresse :	URBAN PROD Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	08/09/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5c : Favoriser les dynamiques d'insertion vers la./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Urban Prod, une association en faveur des Humanités Numériques :</p> <p>Depuis ses débuts, l'association Urban Prod œuvre à valoriser la dimension culturelle des pratiques numériques, comme outils d'accès à la culture et à l'éducation non formelle, outils d'expression, outils de mutualisation et d'échange. Elle favorise une plus grande participation aux espaces de la vie de la cité, que sont la culture et les nouveaux médias, à des publics, qui en sont exclus, en les faisant devenir producteurs de leur propres contenus numériques.</p> <p>Il s'agit également de promouvoir et d'accompagner les pratiques numériques artistiques, socio-éducatives de ces publics</p>

pour faciliter leur implication citoyenne et leur autonomie.

C'est avec cette intention qu'Urban Prod se réclame du champ des Humanités numériques ; les Humanités numériques sont un domaine de recherche, d'enseignement et d'ingénierie, à la croisée des arts, de l'informatique et des sciences humaines.

Elle est convaincue que les humanités numériques favorisent la capacitation, c'est à dire le processus de (ré-)apprentissage permettant d'accéder à un pouvoir de décision sur soi (sur son parcours professionnel), sur son environnement.

Outre ses activités auprès des jeunes en situation fragile, au profit des nombreux centres sociaux, associations d'éducation populaires, l'association intervient depuis plusieurs années, en milieu pénitentiaire. Depuis 2009, elle intervient auprès de jeunes placés sous la protection judiciaire de la jeunesse, dans différents établissements de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Elle intervient en ce sens à l'échelle régionale puisque présente sur différents territoires par :

- son action de mise en place des canaux Vidéo Internes à la Maison d'arrêt de Luynes et aux centres de détention de Salon de Provence et de Tarascon.
- son action en direction des mineurs au Quartier Mineurs de Grasse, à l'EPM de La Valentine à Marseille et au Centre Educatif Fermé de Montfavet.

A travers cet appel à propositions Urban Prod entend étendre son champ d'intervention auprès des mineurs pour toucher au total six établissements. Cette volonté de développement à l'échelle régionale est le résultat de six années d'expérimentation au Pontet, à Grasse et à Montfavet qui ont permis de se forger une solide relation partenariale avec la PJJ et les unités éducatives, d'identifier les besoins et de démontrer son efficacité et pertinence en tant qu'intervenant spécialiste des processus d'émancipation par les cultures numériques.

Forte de cette expérience Urban Prod souhaite mettre en place une intervention plus globale et s'établir en tant que catalyseur et référent dans la définition d'une méthodologie et d'outils d'intervention pour favoriser les dynamiques d'insertion vers la formation et l'emploi des jeunes mineurs incarcérés avec et pour l'ensemble des unités éducatives.

Pour atteindre cet objectif, Urban Prod a établi un projet sur deux ans qui se déroule en 3 phases :

1. Définition de la méthodologie et des outils,
2. Mise en oeuvre du plan programme éducatifs sur les usages numériques dans les 6 établissements partenaires,
3. Construction d'un schéma de communication pédagogique interactif et valorisant pour les 42 unités éducatives.

Objectifs recherchés :

- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes par l'apprentissage de nouveaux outils, savoir-être et savoir-faire capacitants issus du numérique
 - Penser une méthode agile d'intervention à l'échelle régionale pour des interventions locales en cohérence avec les exigences du milieu fermé et la spécificité du public mineur incarcéré
- Valoriser et transmettre la plus-value des expériences socio-éducatives et artistiques auprès des 45 unités éducatives de la PJJ

Résultats escomptés (cible visée)

Cible 1 : jeunes mineurs placés sous la protection judiciaire de la jeunesse, en situation de placement ou d'incarcération dans six établissements de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

- Contribution à une meilleure employabilité des jeunes mineurs PJJ par l'acquisition de nouvelles compétences en liant avec les nouvelles technologies (acquisition de nouvelles compétences, rencontres avec le monde professionnel, autonomie et adaptabilité) ;
- Enseignement et appropriation par les jeunes de nouveaux outils pour informer et s'informer ;
- Développement de nouvelles formes de participation citoyenne et des outils de coopération ;
- Acquisition par les jeunes d'outils individualisés et personnalisés nécessaires à la construction effective d'un projet d'insertion sociale et professionnelle futur.

Cible 2 : unités éducatives

- Consolidation des échanges de pratiques et rétro-alimentation des modalités d'intervention entre intervenants éducatifs internes et externes par un travail de réflexion méthodologique en commun ;



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Création de synergies

entre l'éducation formelle et non formelle : le décroisement des mondes pratique et académique qui parfois, sinon souvent opèrent en « silo » ;

Harmonisation et complémentarité des programmes éducatifs en milieu fermé à destination des mineurs.

Calendrier et phasage de l'opération :		
Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2018	Fin : 31/12/2019
Le projet a une durée de 2 ans de janvier 2018 à décembre 2019.		

DEPENSES ET

RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Fonctionnement	71 122,50 €
Dépenses directes et indirectes-40%			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	177 806,26 €
Dépenses directes de personnel			
Total :			248 928,76 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse		11,53	28 705,54			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			49,78	123 920,82			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur			38,69	96 302,40			
Total co- financier				100,00	248 928,76	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	248 928,76	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

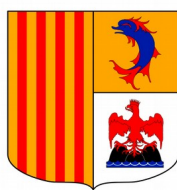


INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

#opération éligible au PO, à l'appel et qui obtient une note de 18.25/20 sans aucune note éliminatoire#
Très bon projet, La note obtenue souligne la qualité du projet et sa cohérence avec le PO.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0014321
Bénéficiaire :	77571367000039 Ligue de l'Enseignement Fédération des Oeuvres Laïques du Var
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	77571367000039
Raison sociale :	Ligue de l'Enseignement Fédération des Oeuvres Laïques du Var
Adresse :	83000 TOULON

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Des compétences pour prévenir la délinquance et la récidive
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Institut de formation de la Ligue de l'Enseignement
Adresse :	Fédération des oeuvres laïques du Var Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	08/09/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5c : Favoriser les dynamiques d'insertion vers la./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>L'opération consiste à la mise en œuvre d'un dispositif alliant des contenus théoriques et pratiques permettant le développement de compétences du socle commun des compétences professionnelles CléA du COPANEF (Comité Paritaire Interprofessionnel National pour l'Emploi et la Formation). Ce référentiel de compétences permet la validation des compétences dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication en français - L'utilisation des règles de base de calcul et de raisonnement mathématique

- L'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique
- L'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe
- L'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel
- La capacité à apprendre tout au long de la vie
- La maîtrise des gestes et postures, et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires

Les journées seront organisées autour de ces domaines de compétences :

- Les matinées, les bénéficiaires seront accueillis dans une salle dédiée afin de travailler les aspects théoriques et numériques
- Les après-midi seront consacrées à des ateliers de pratiques soit lors d'activités physiques et sportives, soit lors d'ateliers dédiés au développement de la citoyenneté soit enfin sur la mise en œuvre de chantier de jardinage et d'entretien d'espaces verts et de menuiserie.

Des périodes d'immersion en entreprise permettront le développement de compétences en situation professionnelle et la construction d'un projet professionnel.

Nous souhaitons accueillir environ 50 à 60 jeunes sur la durée du dispositif avec en file active mensuelle un groupe composé de 9 à 12 stagiaires.

- Jeunes de 16 à 25 ans sans solution de formation et/ou de projet d'entrée en emploi et/ou rencontrant des difficultés sociales (logement, santé...)
- 50 % des stagiaires seront suivis par les services SPIP ou PJJ
- Mineurs non accompagnés

Objectifs recherchés :

Les objectifs sont :

- Prévenir la délinquance et la récidive par l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie.
- Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les accès d'accompagnement, d'orientation et de formation.

Les attentes : améliorer les compétences et les connaissances professionnelles - permettre aux stagiaires d'acquérir des connaissances et des savoir-faire relatifs à l'insertion dans le milieu professionnel ou la formation qualifiante

Nous souhaitons mettre en place un dispositif compilant divers accompagnements (éducatif, formatif, socio-professionnel...) pour permettre à des jeunes de 16 à 25 ans fragilisés pour des raisons multiples (difficultés sociales, sous-main de justice, linguistiques...) d'entrer en formation qualifiante ou en emploi.

Les objectifs :

- Améliorer les compétences des stagiaires dans les savoirs de bases : français, mathématiques, informatique et codes sociaux ;
- Permettre aux stagiaires d'acquérir des connaissances et des savoir-faire relatifs à l'insertion dans le milieu professionnel ou de la formation qualifiante.

Notre offre propose une réponse en termes de co-construction, de mise en œuvre et de suivi de parcours d'insertion individualisés et renforcés, prenant en compte la globalité des difficultés de la personne accompagnée, afin de lui permettre d'intégrer une formation qualifiante ou un emploi durable. Nous proposons sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée, une organisation qui repose sur un cadre méthodologique et un déroulé pédagogique qui participent à la construction, au suivi et à l'individualisation des parcours des bénéficiaires au sein du dispositif.

Résultats escomptés (cible visée)

Nous souhaitons accueillir environ 50 à 60 jeunes sur la durée du dispositif avec en file active mensuelle un groupe composé de 9 à 12 stagiaires.

- Jeunes de 16 à 25 ans sans solution de formation et/ou de projet d'entrée en emploi et/ou rencontrant des difficultés sociales (logement, santé...)
- 50 % des stagiaires seront suivis par les services SPIP ou PJJ
- Mineurs non accompagnés

Nous souhaitons mettre en œuvre pour ces jeunes de 16 à 25 ans, les outils et l'accompagnement nécessaire à la définition

d'un projet

professionnel qui permettra soit une entrée en formation ou en emploi. A l'issue du dispositif et lors des suivis à 3 et 6 mois, nous évalueront les indicateurs suivants :

- Le nombre de jeunes en emploi
- Le nombre de jeunes entrés en formation (remise à niveau ou qualifiante)
- Le nombre de jeunes suivis par les missions locales

Cette action sera sanctionnée par une attestation de formation, reprenant les compétences du Socle Commun des Connaissances et des Compétences Professionnelles acquises. Celle-ci ainsi que les divers diplômes obtenus durant la formation (PSC1, BSR...) seront remis lors d'une réunion officielle. Ces éléments pourront permettre une certification totale ou partielle du certificat CléA.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 28/08/2017

Fin : 31/12/2018

L'opération a démarré le 28 août 2017.

L'éducateur en charge de l'action a rencontré les divers prescripteurs du territoire, conseiller en évolution professionnelle des missions locales et éducateurs spécialisés du Ministère de la justice lors de la première semaine de démarrage.

La seconde semaine de l'action permet l'accueil des candidats. Ces derniers sont reçus en entretien individuel et réalisent des tests d'évaluation en lien avec le socle de compétences professionnelles CléA. Les stagiaires accueillis débiteront le chantier le 11 septembre 2017.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Fonctionnement	52 815,47 €
Dépenses directes et indirectes – 40%			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	132 038,67 €
Dépenses directes de personnel			
Total :			184 854,14 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
AUTRES PUBLICS	font interministériel de prévention de la délinquance			16,12	29 800,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			27,98	51 728,45			
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse		5,41	10 000,00			
ETAT	Justice	Administration pénitentiaire		5,14	9 500,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			45,35	83 825,69			
Total co-financier				100,00	184 854,14	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	184 854,14	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit dans l'objectif spécifique 3 de l'axe 5 du programme opérationnel FEDER FSE 2014 2020 prévoit la mobilisation du FSE pour soutenir des actions spécifiques co-développées par la justice (Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est DIR PJJ Sud-Est et Direction Interrégionale des services pénitentiaires PACA-Corse DISP) et la Région. Elle est donc éligible à l'Appel A Propositions.

L'instruction a permis d'affiner le projet. Le porteur a répondu aux différentes questions du service instructeur.
Avis favorable du service instructeur.

#Les critères de sélection analysés en annexe du présent dossier d'instruction sont :

- critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs du PO 3.32/4

- contribution à l'amélioration de l'accès des publics visés à des actions d'accompagnement, d'orientation et de formation : 2/2
- contribution aux principes horizontaux du Programme opérationnel : 1.32/2

Cette catégorie évalue la qualité du projet concernant les items suivants : égalité Femmes/Hommes, mixité des publics et lutte contre les discriminations, développement durable. 0.66 points sont accordés par item satisfaisant.

Égalité Femmes/ hommes : Pas d'action notable, sur ce projet.
→ au regard de ces éléments, 0.33 points sont accordés.

Mixité des publics et lutte contre les discriminations :

Le projet a pour vocation de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté. Par définition, l'égalité des chances et la non-discrimination est l'objectif premier.
→ au regard de ces éléments, 0.66 points sont accordés.

Développement durable : Pas d'action notable, sur ce projet.
→ au regard de ces éléments, 0.33 points sont accordés.

- critères relatifs à la qualité du projet 8/8

Le projet se compose d'actions de formation et de services incluant la lutte contre l'exclusion sociale et économique, le dialogue interculturel, la citoyenneté active et la valorisation des personnes.
Ce projet remplit parfaitement ces critères.

- critères administratif et financier 3.25/4

capacité administrative : 1.5/2

capacité financière : 1.75/2

- critères relatifs à la performance financière du PO 4/4

- contribution aux indicateurs de réalisation et au cadre de performance : 2/2

Le projet propose plusieurs indicateurs contribuant au cadre de performance.

- Adéquation entre les coûts du projet et les résultats escomptés

Cet item est évalué sur la base du ratio suivant : montant FSE/ nombre de places disponibles

Le ratio est jugé très satisfaisant. La note de 2/2 est accordée.

Le projet répond à l'appel à propositions et reçoit une note totale de 18.57/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0013044
Bénéficiaire :	40102945900054 ESPACE PEDAGOGIQUE FORMATION FRANCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	40102945900054
Raison sociale :	ESPACE PEDAGOGIQUE FORMATION FRANCE
Adresse :	13006 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5b - Objectif spécifique : Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	CLIP : Compétences Langue d'insertion professionnelle
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Siège EPFF
Adresse :	- Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	23/06/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5b : Augmenter l'accès à une première qualificati./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>La maîtrise de la langue est des compétences de base constitue aujourd'hui une compétence essentielle dans les champs de l'insertion, de la mobilité et de l'évolution professionnelle. Sans cette compétence, l'accès au marché de l'emploi, même dans les secteurs dits en tension, reste problématique, tout particulièrement en Région PACA.</p> <p>L'objectif général visé par le projet CLIP est d'augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi. En effet, afin de sécuriser les parcours, le projet propose des parcours</p>

de formation efficaces permettant l'acquisition des connaissances et compétences langagières professionnelles et la levée de freins vers l'insertion qu'ils peuvent représenter.

Il est pensé comme une interface permettant à ces publics à la fois de se doter des pré-requis d'entrée en formation qualifiante/certifiante et de s'inscrire dans une dynamique d'insertion socioprofessionnelle à partir d'un apport linguistique ciblé sur sa dimension professionnelle et d'une meilleure appréhension du monde professionnel par sa découverte active et la maîtrise des situations qu'il comporte.

Les participants sont accueillis au sein d'une plateforme de formation individualisée mutualisant les dispositifs et les financements (Action AHPI/Politique de la ville et Action MIEL/Conseil Départemental des Bouches du Rhône) mais construite autour des objectifs de formation qui convergent.

192 places sont disponibles par an pour un parcours moyen de 120h, soit 96 participants environ.

Ces parcours de 120h, renouvelables sont individualisés selon les objectifs et besoins des bénéficiaires. Ils sont construits à partir de du Cadre Européen Commun de références pour les Langues (CECRL) et en cohérence avec les descripteurs du Socle de Connaissances et de Compétences Professionnelles (S2CP). Couvrant les premiers niveaux du CECRL (du niveau A1.1 à B1), deux déclinaisons sont proposées selon le positionnement initial et les objectifs de formation des participants

Objectifs recherchés :

Le projet CLIP est un dispositif efficace et innovant qui vise à permettre aux bénéficiaires :

- de construire des compétences langagières permettant l'insertion dans le monde professionnel
- d'accompagner cette formation par un travail de découverte des lieux ressources et des institutions pertinentes, liées à la recherche d'emploi.
- grâce à une meilleure compréhension des documents professionnels relatifs à un champ d'activité ou transversaux ;
- grâce à une meilleure appréhension des codes et de l'environnement professionnel

Il met en œuvre une méthodologie du Français Langue Professionnel (issu du champ des Sciences du langage et Sciences de l'Éducation) et propose d'appréhender la logique des activités de travail par la réflexion sur les discours tenus dans l'environnement professionnel et les compétences langagières requises.

Les séquences pédagogiques permettront de travailler le français oral et écrit en privilégiant des documents authentiques professionnels didactisés autour d'activité de communication orale et écrite. Ces ateliers seront complétés par des ateliers animés par des conseillers professionnels autour de la connaissance de l'environnement professionnel, le lexique de l'insertion, le vocabulaire le plus usité dans les secteurs communément en tension sur notre territoire et accessible au public concerné par notre action.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats attendus sont la levée des freins linguistiques et l'acquisition des compétences de bases nécessaires pour garantir une meilleure employabilité des personnes inscrites dans ces parcours. Cette acquisition progressive est mesurée tout au long de leur parcours de formation.

Les résultats escomptés sont :

- Positionnement et/ou obtention d'une certification (examen ou diplôme) validant un niveau de maîtrise de la langue ou des compétences de base.
- Définition d'un projet d'insertion socioprofessionnelle réaliste et réalisable
- Inscription dans une suite de parcours vers une formation préparatoire, une formation qualifiante ou certifiante ou une action d'accompagnement à l'emploi
- Entrée directe en emploi

Le cas échéant, les bénéficiaires sont positionnés de manière individuelle et selon leurs objectifs de formation sur :

- Le Certificat de Formation Générale (CFG) : Depuis juin 2017, le certificat de formation générale (CFG) garantit une « maîtrise satisfaisante » des connaissances et des compétences attendues en fin de cycle 3 telles que fixées par les programmes d'enseignement. Il valide aussi l'aptitude des candidats à utiliser les outils de l'information et de la communication ainsi que

leur capacité à évoluer

dans un environnement social et professionnel. Il permet l'entrée en formation qualifiante pour les personnes ne possédant aucune qualification permet l'entrée en formation qualifiante

- Les Diplômes d'Etude en langue Française, niveaux A1, A2 et B1. Ces diplômes, validant par niveau les compétences du Cadre Européen Commun pour les Langues (CECRL) est délivré par le Ministère de l'Education nationale. Il permet de valider les compétences en langue française pour des personnes non francophones. Une version tout public et une version professionnelle est proposé. depuis 2017, EPFF est Centre d'Examen DELF et détenteur d'un agrément délivré par le rectorat de l'Académie d'Aix Marseille pour la passation des examens.
- La Certification CléA. Le certificat CléA s'adresse principalement à des personnes peu qualifiées, n'ayant pas de certification professionnelle, fragilisées socialement par les évolutions économiques. Cette démarche de certification leur permet de rester en contact avec l'emploi, d'avoir une présence plus visible sur le marché du travail. Les connaissances et compétences liées à CléA sont une base suffisante pour permettre aux personnes certifiées de suivre des formations, de continuer à apprendre tout au long de leur parcours professionnel, de manière à s'adapter aux évolutions dans tous les domaines. Dans le cadre du projet, les bénéficiaires seront positionnés sur l'évaluation initiale CléA, permettant de les inscrire dans un parcours de formation individualisé et modularisé d'une durée maximale de 5 ans afin d'acquérir les connaissances et compétences du S2CP.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2017	Fin : 31/08/2018
L'action se déroule du 01/09/2017 au 31/08/2018 et comprend des périodes de communication, de recrutement et de formation avec une forte mobilisation en début de projet sur la communication.		
Les parcours de formation pourront se dérouler en session de formation ou en entrée et sortie permanente.		
La remontée des dépenses est prévue pour le 01/01/2019.		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	1 970,00 €
Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	98 914,11 €
Dépenses de personnel directement rattachables à l'opération			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés	Indirect	Fonctionnement	14 837,12 €
Dépenses indirectes-15%			
Dépenses liées aux participants	Direct	Fonctionnement	2 058,24 €
Dépenses liées aux participants directement rattachés au projet			
Total :			117 779,47 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
ETAT	Ville, jeunesse et sports	Jeunesse et vie associative		9,83	11 577,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			50,00	58 889,73			
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône			34,39	40 500,00			
Total co-financier				94,22	110 966,73	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				5,78	6 812,74			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	117 779,47	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'instruction a permis d'affiner le projet et sécuriser les dépenses. Le porteur a été réactif et a montré sa capacité à répondre aux demandes du FSE. Le SI donne donc un avis favorable pour la programmation de ce dossier d'un CTE de 117 779.47 €. Le FSE cofinance ce projet à hauteur de 50% soit 58 889.73 €. La note obtenue est de 13/20.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 13/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0013932
Bénéficiaire :	18050001900013 CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L INDUSTRIE TERRITORIALE DES HAUTES ALPES
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	18050001900013
Raison sociale :	CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L INDUSTRIE TERRITORIALE DES HAUTES ALPES
Adresse :	CS 96006 05001 GAP

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5a - Objectif spécifique : Augmenter la qualité et la diversité de l'offre de service des structures de la formation, de l'accompagnement et de l'orientation au service de publics, tout au long de la vie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Développement des Services, de la Qualité et Valorisation du Centre Associé de la Cité des Métiers des Hautes- Alpes (D.S.Q.V CADM 05)
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Département des Hautes-Alpes ainsi que la vallée de l'Ubaye, bassin d'emploi de Barcelonnette intégrés à la zone d'emploi de Gap
Zone(s) :	
Type	Libellé

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	08/09/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5a : Améliorer la qualité et la diversité de l'of./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
L'opération consiste à renforcer les dispositifs et modes opératoires du Centre associé de la Cité des Métiers des Hautes Alpes afin d'assurer une information et une orientation plus efficaces des publics en recherche d'emploi, plus diversifiées et avec une meilleure couverture territoriale. Elle vise à coordonner ses actions avec celles des autres acteurs du département (en particulier les membres du noyau dur du CEP) et à mener, dans le cadre d'un calendrier commun, des initiatives conjointes de promotion et de sensibilisation des dispositifs d'information, d'orientation et de formation tout au long de la vie auprès des jeunes, des entreprises, des adultes en recherche d'emploi en particulier les femmes dans un objectif mixité des parcours professionnels. Ces publics se verront proposer un accompagnement personnalisé, des informations à proximité de leur lieu

de résidence grâce à des outils innovants (numérique, visio-conférences dans les relais de service public, par exemple) et dans la mesure du possible dans l'ensemble des bassins d'emploi du département, y compris dans les zones éloignées et dans les bassins d'emploi limitrophes. L'accent est mis sur la nécessité de couvrir une zone territoriale la plus complète possible. Il s'agit enfin de donner une juste représentation des secteurs économiques réellement porteurs d'emploi dans les Hautes Alpes. Une manifestation dédiée à l'égalité et la mixité professionnelle sera organisée pour la 1ère fois dans les Hautes Alpes fédérant l'ensemble des acteurs.

Objectifs recherchés :

- Augmenter la qualité de services rendus aux usagers
- Accroître la fréquentation du public au sein du Centre Associé de la Cité des Métiers et du Point A
- Diversifier l'offre de services
- Valoriser l'égalité et la mixité professionnelle

Résultats escomptés (cible visée)

Cette opération vise :

- un public de jeunes (demandeurs d'emplois, inactifs,)
- les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle ou en reconversion professionnelle ou en recherche d'emploi
- les femmes mais également les hommes selon l'orientation envisagée
- les personnes résidant en zone rurale

Résultats attendus :

- Accroissement de la fréquentation du centre associé :
 - └ Accueil de groupes : 10 sessions
 - └ Volume du public reçu : 225 personnes en n et 350 en n+1
 - └ Participation à 5 forums (forums de l'emploi, de l'alternance, Journée de mobilisation pour l'emploi, avenir carrières)
- Publications presse :
 - └ Couverture médiatique : 6 campagnes de 5 parutions presse écrite
 - └ Relais web : 6 campagnes de 5 parutions + 1 actu/événement
 - └ Réseaux sociaux/ Newsletter : 2 publications/événement
- Rencontre des acteurs de l'orientation et de la formation :
 - └ COPIL : 2 / an
 - └ COTECH : 1/ événementiel soit 7 à 10 rencontres
- Programme événementiel :
 - └ 7 manifestations/ an
 - └ Partenaires institutionnels : 4, partenaires filières : syndicats professionnels- entreprises et OPCA
 - └ Centres de formation du territoire
- Délocalisation des journées des Métiers ou semaine des Métiers :
 - └ 40% organisés au plus près des bassins de vie
- 1 forum sur l'égalité professionnelle dans les choix d'orientation
- 2 à 3 temps forts lors de la semaine de l'apprentissage

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/12/2017	Fin : 30/06/2019
voir schéma dans le dossier papier		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	Partiellement HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (Partiellement HT)
Autres dépenses (à spécifier) E 1.2.2 : Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération	Direct	Fonctionnement	19 172,67 €
Dépenses de personnel E 1.2.1 - Dépenses directes de personnel	Direct	Fonctionnement	107 697,66 €
Dépenses de prestations externes de service E 1.2.3 : Prestations externes directement liées et nécessaires à l'opération	Direct	Fonctionnement	4 805,00 €
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés E 1.2.6 : Dépenses indirectes (forfait de 15%)	Indirect	Fonctionnement	16 154,65 €
Total :			147 829,98 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPÉENNE	Fonds social européen			0,00	0,00			
Total co- financier				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				100,00	147 829,98			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	147 829,98	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

Le porteur obtient la note de 7.76/20.

Le porteur n'obtient pas la moyenne sur le bloc 1 relatif à la contribution du projet aux objectifs du Programme Opérationnel, le bloc 2 relatif à la qualité du projet, et le bloc 4 relatif à la performance financière du PO.

Il s'agit d'une déclinaison du projet de la Cité des métiers de Marseille et de PACA (PA0006804) en cours de réalisation. La Cité des métiers produit des outils, organise des événements, fait des campagnes de promotion, sur la thématique orientation. Ces outils sont déclinés sur le territoire des Hautes Alpes par la CCI05, qui est labellisée Centre associé de la Cité des métiers.

Ainsi, le projet semble relever du fonctionnement de la structure. En effet, les frais de fonctionnement constituent la majorité des dépenses (72.9 % de frais de personnel), or selon le principe de subsidiarité, les « fonds structurels interviennent dans une logique de financement de projet et non du fonctionnement courant de structure » (circulaire DGEFP du 27/12/2007).

De plus, Aucun cofinancement autre que le FSE n'est présent dans le plan de financement alors que la CCI 05 est financée à plus de 50% par des fonds publics (contribution CCIR, ressources d'origine publique).

Ainsi, dans le cas présent aucun effet levier n'est existant.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0014221
Bénéficiaire :	38210738100024 ASSOCIATION GETS_GROUPE D'ETUDE ET DE TRAITEMENT DES MALADIES VERTEBRALES
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	38210738100024
Raison sociale :	ASSOCIATION GETS_GROUPE D'ETUDE ET DE TRAITEMENT DES MALADIES VERTEBRALES
Adresse :	13009 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5a - Objectif spécifique : Augmenter la qualité et la diversité de l'offre de service des structures de la formation, de l'accompagnement et de l'orientation au service de publics, tout au long de la vie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Evaluation des aptitudes professionnelles des lombalgiques sévères et/ou chroniques et/ou invalidantes et accompagnement socio-professionnel. Atelier préventif et de remobilisation pour les lombalgiques
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	GETS Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	08/09/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5a : Améliorer la qualité et la diversité de l'of./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Les pathologies lombaires lourdes et/ou chroniques et/ou sévères sont porteuses de handicaps et de restrictions notables pour la personne. Notre projet consiste, à établir un diagnostic précis des conséquences de cette pathologie sur le devenir socio professionnel des personnes prises en charges. Le bilan des capacités physiques va permettre d'élaborer le projet socio professionnel (en lien direct avec les préconisations) et d'enclencher le suivi pendant tout le parcours.

Nous souhaitons mettre en œuvre un stage à destination d'une partie des usagers dans le but d'agir sur les facteurs aggravants du handicap (diminuer les récidives secondaires), engendrer une redynamisation corporelle, proposer une réadaptation socio thérapeutique des comportements à risques après la phase de soin. Ces programmes préviendront la dégradation et la souffrance physique (lutte contre la persistance de la douleur) et constitueront une aide efficace à la réinsertion socio professionnelle, en intervenant notamment sur les facteurs psycho sociaux (détresse psychologique, anxiété, peurs et croyances inadaptées).

Objectifs recherchés :

Les personnes bénéficiaires sont incluses dans le dispositif au motif qu'elles présentent une pathologie lombaire - dorso lombaire – sciatiques - sur laquelle il existe des interrogations quand à l'importance et la persistance des douleurs, l'existence de troubles locomoteurs, les répercussions de l'état physique de la personne sur les possibilités de reprise d'une activité professionnelle.

1/ Un des premier objectif de notre projet est précisément d'objectiver les situations en particulier pour les cas complexes. Le bilan des capacités physiques permet d'identifier s'il s'agit de bénéficiaires dont la pathologie, les douleurs lombaires persistantes, les troubles locomoteurs invalidants, posent problème quant à la reprise de l'exercice d'une activité professionnelle, limitent l'activité dans la vie quotidienne, professionnelle, sportive, engendrent une dégradation de la situation socio-économique liée à l'handicap (dégradation de la qualité de vie).

2/ Le second objectif consiste à élaborer le projet socio professionnel avec la personne, issu des préconisations du bilan et en proposer le suivi.

3/ Le troisième objectif que se donne l'association est d'intervenir sur la prévention des comportements à risque et de mettre en œuvre un programme d'éducation thérapeutique en faveur de personnes bénéficiant de la reconnaissance de travailleur handicapé présentant des pathologies rachidiennes chroniques et ou sévères et ou invalidantes. Cet atelier est conçu comme un atelier de remobilisation de l'individu lombalgique.

Résultats escomptés (cible visée)

L'ensemble de nos axes de travail vont dans le sens de l'amélioration de la qualité et de la diversité de l'offre de service des structures de la formation, des services d'accompagnement et d'orientation pour des publics fragiles. Les usagers entant dans nos dispositifs présentent une situation sociale et souvent psychologique dégradée (dont une certaine proportion bénéficie du RSA) qui sont autant de freins à l'insertion et que nos dispositifs entendent lever. Ces actions convergent vers l'objectif majeur de notre association qui consiste à transformer un usager assisté en un acteur de son projet socio professionnel, retrouvant une estime personnelle à l'issue de son parcours et se positionnant en situation de cotisant vis-à-vis de la société (sorties du RSA par exemple). Nos résultats s'analysent par le nombre de solutions positives que nous avons pu obtenir pour la personne à l'issue du parcours : Obtention d'une AAH si elle s'avère nécessaire, formation et obtention de diplôme et de certification, réorientation thérapeutiques si nécessaire, maintien dans l'emploi suite aménagement de poste, création d'entreprise, reprise d'une activité professionnelle, caractérisés par une sortie du dispositif RSA.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2017	Fin : 01/09/2019
------------------------------------	--------------------	------------------

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	15 418,84 €
dépenses directes de fonctionnement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	160 324,52 €
Dépenses directes de personnel			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	37 747,25 €
x			
Total :			213 490,61 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			2,67	5 700,00			
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône			7,96	17 000,00			
COMMUNES	ville de Marseille			1,87	4 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			41,85	89 339,29			
Total co-financier				54,35	116 039,29	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				45,65	97 451,32			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	213 490,61	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

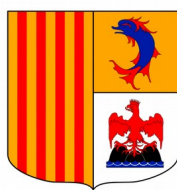


INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

Le service instructeur a émis un avis défavorable pour ce dossier car la programmation du FSE pour l'association GETS n'est pas pertinente. Le projet est éligible au PO régional FEDER-FSE 2014-2020



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0014365
Bénéficiaire :	34106240400478 GROUPE SOS SOLIDARITE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	34106240400478
Raison sociale :	GROUPE SOS SOLIDARITE
Adresse :	75011 PARIS

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parcours Jeunes en PACA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région PACA
Zone(s) :	
Type	Libellé

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	08/09/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-FSE-OS5c : Favoriser les dynamiques d'insertion vers la./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>En PACA, Groupe SOS Solidarités est un acteur historique de la prise en charge des jeunes en errance éducative et éloignés de l'emploi. Outre, l'accueil des publics au sein de ses établissements, Groupe SOS Solidarités a développé depuis 2015 de nouvelles actions spécifiques d'accès aux soins, de lutte contre les addictions et d'insertion, notamment dans des logiques d'alternative au deal et de prévention de la délinquance. Sous différentes modalités, Groupe SOS Solidarités intervient à Marseille, Aix, Arles, Toulon et Nice.</p> <p>Le projet proposé, « Parcours Jeunes en PACA », s'inscrit dans la continuité et la volonté de déploiement de ces actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en grande difficulté, conduites en partenariat avec la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) Sud –Est, l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Préfecture, le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, la MILDECA et la Politique de la Ville (GIP, Préfectures).</p>

Le projet a pour objectif principal d'améliorer l'employabilité des jeunes de la Région PACA les plus éloignés de l'emploi de par leurs problématiques sociales, judiciaires ou de santé. Il met en œuvre une pédagogie spécifique qui favorise la continuité des interventions sanitaires, sociales et d'insertion.

« Parcours Jeune en PACA » est un dispositif d'insertion spécifique permettant aux jeunes en errance, marginaux ou d'une manière générale en situation d'exclusion et très éloignés de l'emploi, d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. Le projet apporte en cela une réponse adaptée à ces jeunes que leurs problématiques sociales, éducatives et sanitaires tiennent éloignés des dispositifs de droit commun. Ainsi, l'entrée du jeune dans le parcours d'accompagnement s'amorce par une mise en situation professionnelle encadrée.

L'innovation de « Parcours Jeunes en PACA » est en effet d'engager l'accompagnement du jeune par une mise en situation professionnelle rémunérée en fin de journée. Les jeunes sont sensibles à la proposition d'un revenu légal, rétribué le jour-même. Ce ne sont pas des jeunes en demande d'accompagnement social ou de traitement de leurs addictions ou d'accompagnement sur leurs problématiques judiciaires. Ils sont en premier lieu à la recherche d'argent. La proposition de travailler 4 heures et de percevoir 40€, ce qui correspond à la moyenne d'une journée de mendicité, retient l'attention du jeune qui va intégrer le dispositif par ce biais. La demande de soins et d'accompagnement social viendra ensuite plus naturellement, après la mise au travail. En effet, tous les freins vont apparaître avec la remise à l'emploi.

Au parcours d'insertion sociale est adossé un accompagnement visant l'amélioration de la situation sanitaire des publics pris en charge.

Des activités sportives et culturelles sont également mises en œuvre.

Le projet comporte 3 grandes étapes :

- I. Prise de contact et mise en situation professionnelle – 1 mois 1/2
- II. Prise en charge et accompagnement complet vers l'insertion professionnelle – 2 mois
- III. Préparation du maintien dans l'emploi

Objectifs recherchés :

Le projet a pour objectif principal d'améliorer l'employabilité des jeunes de la Région PACA les plus éloignés de l'emploi de par leurs problématiques sociales, judiciaires ou de santé.

Pour cela, les objectifs spécifiques du projet sont :

- ◆ lever les freins à l'emploi et à l'insertion : le projet propose une réponse adaptée aux problématiques des jeunes là où les parcours traditionnels de formation ou d'insertion (dispositifs d'insertion par l'activité économique) ont des exigences ou des contraintes qui ne correspondent pas aux réalités de ces publics ;
- ◆ développer les compétences psychosociales de ces jeunes ;
- ◆ revaloriser socialement ces jeunes, exclus ou marginalisés, en vue de leur insertion professionnelle.

L'ensemble des actions du projet sont mises en œuvre dans le but de favoriser l'accès à la formation et à l'emploi de ces publics en rupture.

Le projet est innovant car il favorise la continuité des interventions sanitaires, sociales et d'insertion. En outre, l'entrée du jeune dans le parcours d'accompagnement s'amorce par une mise en situation professionnelle encadrée.

Les résultats des actions mises en place dans le projet sont :

- ◆ Des publics très éloignés de l'emploi s'insèrent progressivement dans le monde du travail, à travers des chantiers ou missions de courte durée rémunérés dès la fin de la journée
- ◆ Les personnes prises en charge dans le projet bénéficient d'un accompagnement renforcé et individualisé prenant en compte l'ensemble de leurs difficultés
- ◆ Les personnes prises en charge dans le projet améliorent leurs "savoir-être" et développent leurs compétences psychosociales :

- 1 Savoir résoudre les problèmes
- 1 Savoir prendre les décisions
- 1 Savoir gérer son stress
- 1 Savoir gérer ses émotions
- 1 Avoir conscience de soi
- 1 Savoir communiquer / être en relation interpersonnelle
- 1 Avoir de l'empathie

o Ces personnes en

- situation de grande vulnérabilité ont une meilleure estime d'eux-mêmes et prennent conscience de leurs capacités
- o Ils améliorent leurs capacités à travailler en équipe
- o Ils développent une pensée critique et / ou créative
- o Ils rétablissent des repères sociaux et des liens avec la société civile
- o Ils rétablissent des liens avec les institutions, les acteurs publics et les professionnels de l'accompagnement social
- ◆ Les participants améliorent leurs situations sanitaires grâce aux actions de prévention des conduites addictives et de promotion de la santé
- o Ils sont accompagnés dans un « projet de soins »
- o Ils mettent en œuvre une démarche de réduction des risques liés aux consommations de substances psychoactives afin de rendre celles-ci compatibles avec un parcours de formation ou d'insertion professionnelle
- ◆ Les participants se réinsèrent dans les dispositifs de droit commun

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats attendus du projet sont :

- ◆ Prise en charge de 400 jeunes, dont 125 femmes et 275 hommes
- ◆ Amélioration de la couverture territoriale des parcours d'insertion socio-professionnelle dans tous les départements de la Région PACA
- ◆ 30 participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation
- ◆ 58 participants exerçant un emploi, au terme de leur participation
- ◆ 268 participants défavorisés à la recherche d'un emploi, suivant un enseignement, une formation, une formation menant à une qualification, exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation
- ◆ 215 participants exerçant un emploi, six mois après la fin de leur participation
- ◆ 370 participants jouissant d'une meilleure situation sur le marché du travail six mois après la fin de leur participation
- ◆ 85% taux de satisfaction des publics accueillis

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/07/2018	Fin : 31/12/2020
<p>Le projet n'a pas démarré, il sera mis en œuvre du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2020 (30 mois).</p> <p>L'étape préalable après le recrutement de l'équipe est de structurer l'ensemble des partenariats, pour la plupart existants, autour de ce nouveau programme.</p> <p>Il s'agit des partenariats institutionnels et des partenariats opérationnels. Il est notamment nécessaire de convaincre des acteurs publics et privés de confier des missions rémunérées 25€ de l'heure aux jeunes pris en charge dans ce programme. Cette étape est un préalable à l'amorce de l'accompagnement avec les jeunes. Les collectivités, les bailleurs sociaux, la Politique de la Ville de Marseille et des entreprises privées sont d'ores et déjà parties prenantes via le programme TAPAJ.</p> <p>Il est nécessaire également de mobiliser les partenaires qui orientent les jeunes : PJJ, ASE, prévention spécialisée, Maisons des Adolescents, etc. Là encore, les partenariats préexistent au projet du fait de l'excellente implantation de Groupe SOS Solidarités dans le paysage social de PACA.</p> <p>Ensuite, l'accompagnement de chaque jeune (cf. description détaillée) se déroule en 20 étapes, mises en œuvre en 6 à 7 mois. Il s'agit d'inscrire le jeune dans une dynamique positive et de respecter sa temporalité.</p> <p>L'objectif est d'accompagner 400 jeunes en 2ans et demi. On envisage la répartition suivante :</p>		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Fonctionnement	511 289,50 €
Dépenses directes et indirectes – 40%			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	1 278 223,75 €
Dépenses de personnel			
Total :			1 789 513,25 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			47,61	852 013,25			
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse		5,59	100 000,00			
Autre partenaire récurrent	Métropole Aix Marseille Provence			12,57	225 000,00			
Autre partenaire récurrent	ARS (Agence régionale de santé)			27,94	500 000,00			
Total co-financier				93,71	1 677 013,25	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				6,29	112 500,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 789 513,25	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

Le service instructeur a émis un avis défavorable pour ce dossier car la programmation du FSE pour l'association Groupe SOS Solidarités n'est pas pertinente. Le projet est éligible au PO régional FEDER-FSE 2014-2020. Il a été transféré à la DIRECCTE qui est compétente pour instruire des projets de réinsertion sociale pour les jeunes en errance par le biais de Chantiers d'insertion rémunérés à la journée



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0006887
Bénéficiaire :	41834254900031 CENTRE RESSOURCES ILLESTRISME DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	41834254900031
Raison sociale :	CENTRE RESSOURCES ILLESTRISME DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Adresse :	13001 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5a - Objectif spécifique : Augmenter la qualité et la diversité de l'offre de service des structures de la formation, de l'accompagnement et de l'orientation au service de publics, tout au long de la vie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Appui technique et pédagogique aux acteurs de la lutte contre l'illettrisme et apprentissage de la langue : information de tout public et professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Le projet concerne des actions et des acteurs qui oeuvrent sur l'ensemble de la région PACA
Adresse :	- Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/07/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5a : Améliorer la qualité et la diversité de l'of./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Le Centre Ressources Illettrisme met en place une opération régionale à destination des acteurs de la lutte contre l'illettrisme

et de l'apprentissage de

la langue française qui se décline en deux volets principaux :

1/ l'un porte sur l'information (tout public) sur les personnes ne maîtrisant pas les compétences de base et sur l'offre d'actions de proximité pour permettre un apprentissage de ces compétences tout au long de la vie.

2/ le deuxième volet porte sur la professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle pour leur permettre de mieux accompagner les publics en fragilité avec les compétences de base.

Ces actions d'information et de professionnalisation sont particulièrement nécessaires, compte tenu du faible niveau d'autonomie de la majorité de ce public et de leur fragilité face au suivi d'une formation ou d'une recherche d'emploi.

Objectifs recherchés :

Les objectifs recherchés sont :

- donner un meilleur accès à une information de qualité et adaptée concernant les publics ne maîtrisant pas la langue française et les savoirs de base afin qu'ils puissent accéder à une formation ;
- d'autre part, participer à l'amélioration de l'accueil, accompagnement et remédiation par la professionnalisation des acteurs sur des gestes techniques et une posture professionnelle adaptée à ces publics.

Résultats escomptés (cible visée)

Par année

‡ Nombre d'utilisateurs informés :

- 1000 personnes abonnées à la newsletter,
- 100 réponses sur la plateforme illettrisme info service (téléphone, email, autre modalité)
- 45 000 visites sur le site internet du Centre ressources illettrisme

‡ Nombre d'utilisateurs formés ou accompagnés :

400 participants aux actions d'information et de professionnalisation du CRI : modules professionnalisants, conférences, journée de sensibilisation

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2016

Fin : 31/12/2017

Le projet se déroule en phase annuelle :

Le pôle information s'actualise en continu en fonction des actualités ;

Le pôle professionnalisation s'appuie sur des phasages différents selon le type d'actions : par exemple, les animations pédagogiques sont un cycle annuel qui est élaboré dans le cours du mois de janvier (analyse des besoins, élaboration de l'appel à proposition et mise en concurrence) et commence dès le mois de février jusqu'en décembre. L'accompagnement des équipes CFA se développent tout au long de l'année.

De façon générale, chaque action s'appuie sur une ingénierie spécifique élaborée en équipe, et avec l'appui d'un expert si besoin.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	33 800,00 €
Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	195 482,50 €
Dépenses de personnel directement liés à l'opération			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	109 395,12 €
Prestations externes			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés	Indirect	Fonctionnement	29 322,38 €
Dépenses indirectes – 15%			
Total :			368 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Détails des ressources

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			28,42	104 589,48			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			50,00	184 000,00			
Autre partenaire récurrent	DRJSCS			8,15	30 000,00			
Autre partenaire récurrent	DIRECCTE			8,15	30 000,00			
Autre partenaire récurrent	DRJSCS			2,72	10 000,00			
ETAT	Justice	Protection judiciaire de la jeunesse		1,63	6 000,00			
Total co-financier				99,07	364 589,48	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,93	3 410,52			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	368 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Dans le cadre du RAMO 2017, 2 projets ont été valorisées au titre du C022. Le service instructeur s'est rendu compte que cet indicateur n'avait pas été conventionné. L'objet de cet avenant est de procéder au conventionnement du projet pour le C022.

Par ailleurs, le SI avait conventionné le l'Ir101 « nombre de professionnels formés » or il s'agit d'utilisateurs. Dans le présent avenant, le SI a fusionné le nombre l'Ir101 et l'Ir 102 afin de réajuster les valeurs.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0004152
Bénéficiaire :	13000483100017 GIP ESPACE COMPETENCES
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	5

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	13000483100017
Raison sociale :	GIP ESPACE COMPETENCES
Adresse :	ZI LES PALUDS - BP 1002 13781 AUBAGNE CEDEX

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5a - Objectif spécifique : Augmenter la qualité et la diversité de l'offre de service des structures de la formation, de l'accompagnement et de l'orientation au service de publics, tout au long de la vie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI10.3 - OS 5a - 2016 - Appui au déploiement du Service Public Régional de l'Orientation
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région PACA
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5a : Améliorer la qualité et la diversité de l'of./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 15 juin 2016	Décisionnel	Dématérialisé	15/06/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 5 mai 2017	Décisionnel	Dématérialisé	05/05/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Le projet vise en priorité à développer :

- L'information sur l'Orientation et la formation tout au long de la vie à l'attention des habitants de la région. Ceci, dans le cadre du premier niveau d'information dématérialisé du Service Public Régional d'Orientation (SPRO) et du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) : Axe 1 du projet
- L'information et la professionnalisation des opérateurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi, notamment en appui sur les outils et services mis à disposition (extranet, plateforme, Web conférences, etc.) : Axes 2 et 3 du projet

Objectifs recherchés :

- information sur la formation et l'orientation tout au long de la vie à l'intention des habitants de la région PACA, ceci dans le cadre du premier niveau d'information dématérialisé du service public régional d'orientation et du conseil en évolution professionnelle,
- information et formation des opérateurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi notamment en appui sur les outils et les services mis à disposition.

Résultats escomptés (cible visée)

Axe 1 :

- Nombre de connexions au site Internet : 60 000 (35000 en 2015)
- 13 000 demandes d'utilisateurs de la plateforme multicanal (téléphone, tchat et mail) et 70% de réponses positives parmi les répondants à l'enquête de satisfaction à chaud sur le service rendu (12000 en 2015)
- 9000 sessions de formations éligibles au CPF
- Ensemble des réalisations indiquées sur cet axe

Axe 2 :

- 10 000 connexions au site internet dédié aux professionnels du SPRO et du CEP (200 fin 2015)
- 300 demandes de professionnels à l'attention de la plateforme multicanal (100 en 2015)
- 4 kits de communications sur les outils SPRO et CEP au service des organismes relais en contact avec le public ou d'autres intermédiaires
- Un film court d'animation de présentation des services de la plateforme
- Des publications : 6 flashs d'actualité « Actu Infos » diffusés par messagerie aux partenaires et têtes de réseaux. (support diffusé à 700 contacts du CARIF)
- Formation de 200 professionnels, relais d'information à l'usage des kits de communication

Axe 3 :

- Un outil interactif d'appui à l'ingénierie financière des parcours
- La réalisation d'un programme de professionnalisation touchant 2330 bénéficiaires des actions

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2016	Fin : 31/12/2017
<p>Etape 1 : Structuration de l'action</p> <p>Lancement d'un comité éditorial composé des partenaires en appui à l'alimentation et au développement du site : APEC, Pôle Emploi, CAP Emploi, Uniformation, FAFTT, AFDAS, UNIFAF, Fongecif, ARDML, Réseaux consulaires, ORM, ARDIR, divers centres de ressources et acteurs du monde économiques ressources d'information sur les différentes filières.</p> <p>La périodicité de ce comité éditorial sera trimestrielle.</p> <p>Alimentation et l'actualisation des ressources en ligne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des fiches métiers ONISEP • Actualisation annuelle de l'outil interactif de lecture des données socio-économiques sur les métiers, l'emploi et les territoires avec les partenaires ORM et Altédia • Analyse des besoins complémentaires pour l'année 2016 en appui sur le comité éditorial du site SPRO grand public et actualisation en continu sur toute l'année 2016 <p>Nouveaux développements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse approfondie du besoin à partir des orientations définies avec les services de la Région et les partenaires du projet (groupes CEP, comités techniques SPRO ; comité rédactionnel) • Ingénierie : définition précise des contenus et formats des nouveaux espaces/compléments d'information à développer. Ce travail sera réalisé en lien avec les organismes ressource concernés par les développements visés (organismes ressources par filières, Universités, ARDIR, CNFPT, autres.) et proposé au comité éditorial 		

• Définition du

calendrier précis de réalisation pour chaque volet de développement du site.

Etape 2 : Développement et ouverture des nouveaux espaces

- En appui à l'étape de structuration, le CARIF et les organismes ressources partenaires réaliseront les contenus d'information utiles
- Écriture du cahier des charges pour le développement des nouveaux espaces du site Lancement d'un appel d'offre Instruction des réponses et sélection du prestataire en charge du développement informatique
- Ouverture des nouveaux espaces/pages d'information concernant :
 - Certains profils d'utilisateurs
 - L'information et les ressources sur des filières économiques et stratégiques en lien avec les orientations de la Région et proposées et validée par le comité de pilotage

Etape 3 : Suivi/évaluation

- Analyse via google analytics de la fréquentation du site et des nouveaux espaces développés

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	13 725,60 €
dépenses de fonctionnement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	185 975,06 €
Dépenses directes de personnel			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	256 200,00 €
Dépenses de prestations externes de service			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés	Indirect	Fonctionnement	27 896,26 €
dépenses indirectes - 15%			
Total :			483 796,92 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			62,01	300 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			37,99	183 796,92			
Total co-financier				100,00	483 796,92	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	483 796,92	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



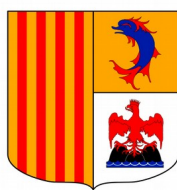
INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Dans le cadre du RAMO 2017, 2 projets ont été valorisées au titre du C022. Le service instructeur s'est rendu compte que cet indicateur n'avait pas été conventionné. L'objet de cet avenant est de procéder au conventionnement du projet pour le C022.

Par ailleurs, le SI avait conventionné le l'Ir101 « nombre de professionnels formés » or il s'agit d'utilisateurs. Dans le présent avenant, le SI a fusionné le nombre l'Ir101 et l'Ir 102 afin de réajuster les valeurs.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005370
Bénéficiaire :	25840234600013 SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	25840234600013
Raison sociale :	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON
Adresse :	84400 APT

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04c - Priorité d'investissement : Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement / AP03-OT04-PI04c-OS4c - Objectif spécifique : Accroître la performance énergétique du logement et des bâtiments publics

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI 4c - 2016 - Plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat, Luberon – Haute-Provence
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Entre Vaucluse et Alpes de Haute Provence
Adresse :	BP122 Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4c : Accroître la performance énergétique du lo./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le territoire Luberon - Haute Provence, est engagé dans une démarche de TEPCV. Dès lors, la rénovation énergétique de l'habitat ancien devient un axe fort de ce programme. Le réseau des architectes conseillers (PNRL) maille déjà le territoire et souhaite s'inscrire dans un projet de plateforme de rénovation énergétique du territoire en alliant la rénovation thermique à la qualité architecturale, tout en valorisant le patrimoine bâti.</p> <p>Le territoire propose de mettre à disposition des habitants, un dispositif d'assistance technique complet et gratuit (informations techniques, lien avec les entreprises spécialisées, conseil au financement, suivi des installations,...).</p>

Cette assistance

regrouperait à la fois les compétences de techniciens spécialisés dans les économies d'énergie - CEP spécialité thermicien - et des architectes conseillers rompus à la qualité environnementale des constructions dans le cadre particulier de l'habitat ancien, notamment. Ce réseau d'architectes conseillers est déjà en place et constitue, par des permanences hebdomadaires dans les mairies, un formidable lien de proximité.

Le caractère historique et patrimonial des villages pittoresques du Luberon nécessite une attention spécifique : la prise en compte de la valeur patrimoniale issue des matériaux locaux et des savoir-faire ancestraux en font toute la richesse et la qualité.

Il s'agira de marier la performance énergétique, la montée en compétences des entreprises et la valeur culturelle patrimoniale sur un territoire d'exception, à un rythme ambitieux visé de 1200 habitations par an.

Nota : le projet visait initialement 1000 opérations par an ; ce chiffre a été revu à la hausse à la demande du co-financeur ADEME pour atteindre 1200 opérations par an et un total prévisionnel de 3600 opérations de rénovation énergétique. Cet objectif reste entièrement accessible.

Objectifs recherchés :

Le projet vise à atteindre une moyenne de 1 200 rénovations énergétiques par an.

L'analyse des statistiques du conseil architectural (c'est une base de départ connue) sur le territoire du Parc du Luberon (Hors CAUE de Vaucluse) permet de lister une moyenne par an de :

- 400 Réhabilitations
- 250 Extensions d'habitat
- 300 Modifications de toiture
- 150 Réfections de façade

Ces chiffres reflètent l'activité moyenne actuelle et peuvent néanmoins servir de référence dans le cadre de l'évolution législative à venir - décret d'application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Ils peuvent être un cadre de référence pour évaluer les travaux qui devront « être embarqués » pour améliorer la performance énergétique lors de travaux importants.

Les travaux de rénovation de toiture, de façade et de réfection des huisseries sont soumis à autorisation d'urbanisme. La proposition faite ici prévoit d'élever le niveau de performance énergétique pour les travaux « embarqués » en intervenant directement auprès des pétitionnaires (demandeurs d'autorisation). En attendant le décret d'application de la loi, qui doit fixer cette partie des conditions d'application, il sera proposé aux candidats à la rénovation d'améliorer la performance des travaux qu'ils prévoient (pour la toiture, la façade, les huisseries, les extensions d'habitat et les systèmes énergétiques).

En effet, le présent programme peut, sur cette simple base, permettre d'imaginer que cette action pourrait viser environ 1 200 rénovations/améliorations par an. Cela constitue un formidable volant d'actions et de promotion pour les entreprises. Elles devront préalablement se former aux technologies innovantes à mettre en œuvre, comme au respect de la valeur patrimoniale de l'habitat ancien (formation collectives à prévoir).

Cet objectif ne comptabilise pas les personnes qui viendront rechercher des informations techniques ou financières, auprès des acteurs de la plateforme (permanence téléphonique, notamment avec des partenaires ou accès direct depuis l'adossement web régional).

Autres objectifs (formations, financement...) :

Au-delà de l'information, il s'agit de proposer une approche spécifique de conseil (individualisé) prenant en compte les objectifs de rénovation énergétique tout en conservant la valeur patrimoniale et culturelle de l'habitat traditionnel du Luberon :

- } Diagnostic architectural et thermique ;
- } Etude et cadrage des principes d'isolation et de production de chaleur ou de fraîcheur ;
- } Proposition de matériaux adaptés au site ;
- } Orientation vers un réseau de professionnels (maçonnerie, isolation, couverture, enduits, pierre de taille, cloisonnement, huisseries, plombier/chauffagiste,...) formés au respect du patrimoine, agréés RGE et référencés ;
- } Informer sur les financements potentiels (aides spécifiques, primes, crédit bancaire,...) ;
- } Accompagner et valider une amélioration thermique au niveau du descriptif de travaux (CCTP) ;
- } Recherche et mise en contact avec des structures « tiers investisseur » si celles-ci se développent auprès des propriétaires

privés ;

Validation des résultats obtenus.

Formation : la formation de la chaîne des intervenants doit être envisagée tant sur le volet technique de l'efficacité énergétique que sur la conservation de la valeur patrimoniale et culturelle des biens. Aussi, l'association de l'école d'Avignon (84) ou du centre de formation Le Gabion (04), notamment sur le volet patrimoine bâti, constitue une spécificité.

Plateforme numérique : cet outil doit constituer l'outil de départ pour les pétitionnaires à la recherche d'informations générales sur le web comme pour ceux qui veulent aller plus loin. Cependant, l'approche envisagée est plus axée sur du « cousu main » adapté à la situation spécifique de chaque demandeur suivant la nature du bâti. Elle s'appuie donc sur un contact individuel et de proximité.

Par ailleurs, sur le département de Vaucluse, notamment où une plateforme à l'échelle départementale se prépare (ALTE), il est envisagé de partager un standard commun (ex : standard téléphonique) afin d'orienter les personnes soit vers des informations générales (délivrées par l'ALTE), des précisions techniques spécifiques (délivrées par l'ALTE) ou vers les acteurs de la plateforme TEPCV Luberon-Haute Provence (notamment le binôme Architecte Conseiller et Conseillé en Energie/thermicien) quand leur projet sont susceptibles d'être soumis à une autorisation d'Urbanisme – cf schéma parcours.

Financements :

Le parcours d'obtention des aides financières semble aujourd'hui (du point de vue des candidats) une réelle difficulté ; les différents opérateurs devant être contactés (ANAH, Prime énergie, aides spécifiques des collectivités, crédit d'impôts, tiers financeur, banques...) ne semblent pas toujours coordonnés et cela rend bien complexe les démarches d'un particulier qui n'est pas habitué à ce genre de procédure.

Sans remplacer les acteurs qui ont leur propre rôle à jouer, une animation spécifique doit être coordonnée pour que chacun puisse agir dans le même sens. Aussi, il est envisagé de réunir régulièrement les acteurs liés aux financements, y compris le secteur bancaire, pour échanger et harmoniser les actions – une communication partagée doit être envisagée.

Ce sera aussi l'occasion d'identifier précisément les personnes relais du financement et permettre à ceux qui seront directement en contact avec les particuliers de les guider correctement vers le bon intervenant, sur le bon territoire et surtout en connaissance de ses principes de fonctionnement.

Résultats escomptés (cible visée)

L'essentiel des cibles visées sont les 1200 projets annuels (sur 3 ans) de rénovation qui constituent le flux actuel de la rénovation dans l'ancien et qu'il faut transformer en rénovation énergétique. Les cibles sont donc les particuliers, les bailleurs privés et/ou publics concernés mais aussi les entreprises qui réalisent les travaux de rénovation. Ainsi, le résultat sera obtenu si, au bout de 3 ans, la majorité des entreprises du territoire ont été correctement sensibilisées au point de corriger leur méthode d'intervention (cela nécessite d'ailleurs la mobilisation des grands comptes et marchands de matériaux de construction du territoire) et si, plus de 3600 opérations sont réalisées constituant des références reproductibles.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/12/2020
Le calendrier a été modifié en cours d'instruction. Le phasage de l'opération est développé dans la description de l'opération		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération Site internet, reportage photo et vidéo	Direct	Fonctionnement	100 000,00 €
Dépenses de personnel Personnel du Parc Naturel Régional de Lubéron	Direct	Fonctionnement	432 000,00 €
Dépenses de prestations externes de service Prestataires externes	Direct	Fonctionnement	281 750,00 €
Total :			813 750,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			8,85	72 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	20,74	168 800,00			
ETAT	Écologie, développement durable et énergie	Énergie, climat et après-mines		48,03	390 809,00			
Total co-financeur				77,62	631 609,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				22,38	182 141,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	813 750,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

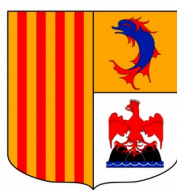
- dans l'Axe prioritaire 3 - Transition énergétique et valorisation durable des ressources
- dans l'objectif thématique 04 - Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs,
- dans la priorité d'investissement 4c - Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement,
- dans l'objectif spécifique 4c - Accroître la performance énergétique du logement et des bâtiments publics

Le programme envisage notamment de soutenir les plateformes locales de rénovation énergétique visant la mise en œuvre de dispositifs intégrés d'accompagnement à la réalisation des travaux. L'opération est donc éligible à l'Appel à Proposition PI4c-2016.

De plus, l'opération a obtenu la note de 13/20.

SYNTHESE

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 13/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0008501
Bénéficiaire :	20003985700012 Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20003985700012
Raison sociale :	Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Adresse :	BP 91015 06130 GRASSE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parc Relais du Chateau de Mouans-Sartoux
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Chateau de Mouans-Sartoux
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est une intercommunalité située dans les Alpes Maritimes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur regroupant 23 communes (voir détail en annexe) et 101 301 habitants. Son Président est Jérôme Viaud, également Maire de Grasse. Les intercommunalités permettent aux communes de s'associer pour répondre aux besoins techniques de leur territoire en exerçant à leur place certaines de leurs compétences. L'objectif est de faire progresser la solidarité territoriale et renforcer la compétitivité des territoires tout en réalisant des économies d'échelle. Sous l'effet de transferts progressifs de compétences des communes depuis 20 ans, une grande partie des services publics locaux et des équipements structurants relève désormais d'une gestion mutualisée au niveau intercommunal. Les parcs de stationnement relais font partie de ses compétences obligatoires.

La commune de

Mouans-Sartoux, ville d'environ 11 000 habitants est membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Elle est située entre Cannes et Grasse et est traversée par la pénétrante Grasse-Cannes (RD6185), infrastructure routière ayant pour vocation une desserte expresse à l'échelle de l'agglomération. Cette liaison Grasse Cannes représentent environ 70 000 déplacements routiers quotidiens. Cet axe est aujourd'hui fortement saturé et peu perméable. Le réseau routier de desserte locale s'articule quant à lui autour de deux routes départementales (RD404 et 409) ainsi que la route Napoléon, axe central de la commune, parallèle à la pénétrante Grasse- Cannes. Mouans-Sartoux se retrouve ainsi au cœur des liaisons Cannes Mouans-Sartoux, Mouans-Sartoux Grasse.

La commune de Mouans-Sartoux est desservie par la ligne TER Grasse – Cannes – Ventimiglia. La gare est située à proximité du centre-ville et est en liaison avec la Route Napoléon. De nombreuses opportunités de stationnement sont offertes sur la ville de Mouans-Sartoux notamment aux abords de la gare ferroviaire.

Depuis de nombreuses années, la route Napoléon subit un important trafic de transit lié à la zone du Plan de Grasse et à la liaison avec Sophia-Antipolis. En effet, le manque de perméabilité de la pénétrante Cannes-Grasse et son niveau de saturation notamment au niveau des 4 Chemins engendre un trafic parasite traversant la ville, dégradant le cadre de vie et notamment les cheminements modes doux.

Mouans-Sartoux s'affirme toujours davantage comme un pôle d'intermodalité pour les déplacements dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes dont elle occupe le centre. Celui-ci est situé à l'interface des axes de circulation routière et ferroviaire de cette zone de plus de 400 000 habitants.

La circulation sur Mouans-Sartoux est rendue difficile notamment aux abords du quartier de la place de la Mairie, lieu de vie central de la commune. Une forte volonté de la commune est de faire évoluer les déplacements en créant un report modal des véhicules particuliers vers les Transports en Communs.

Objectifs recherchés :

Afin d'augmenter son offre de stationnement et palier au déficit de stationnement observé sur le secteur du Château et de la Gare en configuration future, la ville de Mouans-Sartoux envisage la rénovation de son parking actuel en augmentant sa capacité à 250 places environ.

Ce parking a vocation à être utilisé en liaison avec les Transports en Communs (Trains et bus) ; afin d'accroître le report modal des véhicules particuliers vers les Transports en Communs. Il est réservé 100 places de stationnement à l'intermodalité trains bus, y compris la liaison TER.

Résultats escomptés (cible visée)

Usagers des transports en commun

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/12/2019
------------------------------------	--------------------	------------------

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	6 745 098,00 €
Achat, équipement, machine			
Total :			6 745 098,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			6,45	435 167,61			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			18,53	1 250 000,00			
ETAT	Décentralisation et fonction publique	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements		4,70	317 087,06			
DEPARTEMENT	Alpes-Maritimes			8,88	599 267,00			
Total co-financier				38,57	2 601 521,67	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				61,43	4 143 576,33			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	6 745 098,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI 4e qui vise à « Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».
 - dans l'objectif spécifique OS4e « Augmenter le report modal sur les transports collectifs »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Projet conjoint « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » Edition 2016.

Au terme de l'analyse des critères de sélection, l'opération reçoit la note de finale de 15,75/20.

AVIS FAVORABLE.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 15,75/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0009431
Bénéficiaire :	53194998000019 HELIOCLIM SA
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	53194998000019
Raison sociale :	HELIOCLIM SA
Adresse :	06210 MANDELIEU LA NAPOULE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03d - Priorité d'investissement : Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation / AP01-OT03-PI03d-OS3d - Objectif spécifique : Développer les entreprises, notamment à l'international

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI 3d - 2016 - MAGMA Système de chauffage thermodynamique à très haut rendement
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Mandelieu Technology Center
Adresse :	HELIOCLIM Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI3d : Développer les entreprises, notamment à l'./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>En décembre 2015, la COP21 a rappelé les risques du dérèglement climatique issus des émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'augmentation de la température moyenne mondiale. Dans ce contexte énergétique, environnemental et réglementaire actuel, caractérisé par la hausse et la dérégulation des prix des énergies, ainsi que par les changements climatiques, il devient capital de trouver des solutions innovantes et alternatives pour permettre à la société de réduire les consommations énergétiques liées aux bâtiments et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre qui y sont liées.</p> <p>C'est ce à quoi s'emploie la jeune entreprise innovante Helioclim dont l'objectif est de proposer des solutions pour répondre aux besoins en chaleur et en froid des bâtiments, et ce grâce à des équipements respectueux de l'environnement, développés au sein de la société.</p>

La société travaille déjà

sur une solution de climatisation solaire réversible et développe des capteurs solaires thermiques à concentration ainsi qu'une machine à absorption conçue pour fonctionner avec les spécificités de l'énergie solaire. Cette solution est une vraie alternative, notamment aux pompes à chaleur électriques classiques.

Le développement de cette solution est porté par le projet collaboratif SCRIB, dispositif Solaire de Climatisation Réversible Intégré au Bâti, co-financé par l'ADEME dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir et en particulier de l'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) Solaire.

SCRIB comporte deux phases :

- Premièrement, le développement d'un démonstrateur de recherche, concrétisé par une installation pilote de puissance réduite (10 kW froid). Cette première phase a été validée avec succès par l'ADEME. Un pilote fonctionnel montrant tout le potentiel de cette technologie est fonctionnelle depuis 2014.
- La seconde phase a pour objectif la réalisation d'un démonstrateur pré-industriel qui permettra l'accès au marché. Ce démonstrateur sera d'une puissance de plusieurs centaines de kW froid et sera alimenté par un champ important de capteurs solaires (100 à 300). Le démonstrateur pré-industriel sera réalisé puis testé sur les années 2017 et 2018.

La solution de climatisation solaire réversible est aujourd'hui conçue et en phase de pré-industrialisation. Les procédés de fabrication sont en cours de mise en place. Le produit a été confronté au marché, de nombreuses études d'opportunité ont été menées et montrent tout l'intérêt technico-économique du produit dans plusieurs régions du monde.

Le marché visé est essentiellement le bâti industriel et tertiaire ayant des besoins supérieurs à 100 kW froid, soit des très grandes surfaces. Les zones géographiques visées sont toutes les régions ensoleillées où les bâtiments ont des besoins de froid et de chaleur et/ou l'énergie est chère. Pour citer quelques exemples : le pourtour méditerranéen, l'Afrique, l'Amérique latine, les zones insulaires ou encore dans certaines régions d'Asie.

La nouvelle réglementation thermique RT 12 fixant des enjeux d'efficacité énergétique ambitieux a pour principal objectif de limiter la consommation d'énergie primaire des bâtiments neufs à un maximum de 50 kWhEP /m²/an en moyenne tout en suscitant une évolution technologique et industrielle significative des équipements et un équilibre technique et économique entre les énergies utilisées pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire. Cette mesure pénalise fortement l'électricité. Longtemps dominant car peu coûteux à l'installation, ce mode de chauffage perd désormais du terrain au profit des solutions gaz naturel notamment, équipant aujourd'hui la moitié des logements neufs. Malgré des hausses de prix importantes sur les 10 dernières années, le gaz bénéficie d'une meilleure compétitivité prix à l'usage que l'électricité.

A cela s'ajoute la directive européenne Ecodesign 2009/125/CE, dont les règlements d'application des lots 1 (systèmes de chauffage centralisé : chaudières, systèmes solaires combinés, pompes à chaleur, cogénération d'une puissance thermique inférieure ou égale à 400 kW) et lots 2 (appareils de production d'eau chaude sanitaire de moins de 2000 litres), entrés en vigueur depuis le 26 septembre 2015, définit de nouveaux seuils de performance à atteindre et les caractéristiques des nouvelles étiquettes énergétiques sur les équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire dont les chaudières électriques, à gaz et au fioul, à l'exception des chaudières biomasse (bois et granulés), et des pompes à chaleur air/eau, eau/eau et géothermiques. Cette mesure a pour objectif de faire baisser la consommation d'énergie globale de l'Union Européenne de l'ordre de 10% à horizon 2020 et ainsi de contribuer aux objectifs des 3 x 20% : réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, d'accroître l'efficacité énergétique de 20% et de porter à 20% la part de énergies renouvelables dans la consommation d'énergie globale.

Les fabricants sont confrontés à des défis technologiques d'envergure, d'autant que les exigences vont être renforcées pour plusieurs classes d'équipements, d'ici 2019.

Helioclim souhaite maintenant, grâce aux résultats très concluants et prometteurs du développement de la machine SCRIB, faire évoluer son portefeuille produit et développer une autre machine innovante et unique sur le marché actuel. Helioclim souhaite développer un système de chauffage thermodynamique à très haut rendement pour répondre aux besoins en chauffage et eau chaude sanitaire des bâtiments publics, santé, éducation, des bâtiments de logements collectifs et des bâtiments tertiaires ayant des besoins en chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire importants (jusqu'à 140 kW chaud). Bien sûr, pour des besoins plus importants encore, il sera possible de mettre en place plusieurs MAGMA pour répondre au besoin du bâtiment.

Le marché visé par ce système de chauffage thermodynamique à très haut rendement est national et européen. Helioclim développe sa stratégie dans un cycle de croissance à l'export, notamment en Europe du nord.

De plus, dans une volonté de développement durable et d'économie responsable, Helioclim conçoit, développe et fabrique l'ensemble de ses produits en France, et en particulier en Provence Alpes Côte d'Azur. .

L'objet de la présente demande d'aide communautaire est la réalisation des travaux de recherche industrielle nécessaires au développement de ce système de chauffage thermodynamique à très haut rendement.

Objectifs recherchés :

Dans le contexte actuel où le monde du bâtiment recherche des solutions à haute efficacité énergétique et faible impact environnemental pour répondre à leurs besoins thermiques tout en réalisant des économies, l'objectif du projet pour lequel Helioclim sollicite un financement FEDER est de réaliser des travaux de recherche industrielle nécessaires à la réalisation d'un prototype de système de chauffage thermodynamique à très haut rendement pour le bâtiment.

A termes, il s'agit de proposer au marché un nouveau produit permettant au bâtiment de répondre à son besoin en chauffage et en production d'eau chaude sanitaire (ECS) tout en réalisant d'importantes économies d'énergie. La suite logique du projet présenté dans ce dossier sera donc de commercialiser ce nouveau produit.

Le projet objet du présent dossier a pour enjeux de :

- Concevoir,
- Développer,
- Fabriquer,

un prototype de système de chauffage thermodynamique à très haut rendement basé sur une machine à absorption eau-ammoniac. Cette machine aura une puissance importante, de 140 kW chaud, et produira de la chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire (ECS) avec des rendements très importants, de 160% à 170% sur PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur).

Pour comparaison, les chaudières à condensation ont au maximum un rendement de 110% sur PCI.

Grâce à ce très haut rendement, de fortes économies d'énergie liées à la production de chaleur pour le chauffage et l'ECS seront réalisées, ainsi qu'une réduction importante des émissions de gaz à effet de serre.

Le marché visé : les bâtiments publics (santé, éducation, sports, loisirs, etc.), l'habitat collectif, les bâtiments tertiaires, etc. Pour donner un exemple, cette machine pourra alimenter un bâtiment de logements collectifs neufs d'une trentaine d'appartements de 70 m². L'utilisation de cette machine permettra de réaliser 45% à 55% d'économies sur la facture de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, réalisant ainsi 6 tonnes d'économies d'émissions de CO₂ par an.

Résultats escomptés (cible visée)

Aujourd'hui, il existe un réel besoin sur ce secteur : celui d'un système de chauffage plus économique et écologique à destination des bâtiments publics, des logements collectifs et des bâtiments tertiaires. Ce marché est en forte progression, les prescripteurs sont en attente de machine à forte puissance afin de répondre aux besoins du marché.

Pour ce système de chauffage thermodynamique à haut rendement, Helioclim poursuit sa stratégie de croissance en France et également à l'international, plus particulièrement dans les pays du nord de l'Europe où les problématiques climatiques sont très spécifiques et où les besoins en chauffage et en production d'eau chaude sanitaire sont importants. Les pays scandinaves mais aussi l'Islande, très attentifs au changement climatique ne représentent que 4.5% du total des émissions de gaz à effet de serre au sein de l'Union Européenne.

Les faits en chiffres

Au total, les réseaux de chaleur distribuent aujourd'hui 5% à 6% de la chaleur consommée dans le résidentiel et le tertiaire en France. Dans le secteur résidentiel, les énergies de chauffage les plus utilisées en 2012 sont le gaz (44%), l'électricité (33.5%) et le fioul (14%). Concernant l'eau chaude sanitaire, l'électricité arrive en tête avec 46.5% suivie du gaz à 38.4%. Toujours la même année, le gaz alimentait 54.5% des chaudières en habitat collectif pour 36.6% en maison individuelle. Pour l'eau chaude sanitaire, le gaz était utilisé à hauteur de 48.8% en habitat collectif et 30.4% en maison individuelle.

Dans certains pays d'Europe, essentiellement au Nord et à l'Est, les réseaux de chaleur assurent une part bien plus importante des besoins de chauffage : 60% au Danemark, 95% en Islande, 52% en Pologne, 50% en Suède et en Norvège.

En France, le secteur résidentiel et tertiaire est de loin le plus gros consommateur de chaleur : il absorbe 2/3 de la consommation nationale (l'industrie représente environ 1/3). Le principal usage de cette chaleur est le chauffage des locaux, la production d'eau chaude sanitaire représente quant à elle 10% à 15% de la consommation de chaleur dans les logements, en moyenne sur le parc existant.

qui concerne le gaz pour les logements collectifs et individuels :

- Les résidences principales bâties avant 1975, le chauffage au gaz concerne 53.8% des foyers
- Pour les résidences construites entre 1975 et 1981, le gaz représente 41.6% des modes de chauffage
- Entre 1982 et 1989, 37.3% des résidences construites sont chauffées au gaz
- De 1990 à 1998, le gaz représente 43.3% des parts de marché en énergie de chauffage
- Après 1999, le gaz remportait 48.7% des suffrages.

Au sujet du tertiaire, la superficie totale chauffée en 2011 était de 931 149 000 m² et pour 46% de cette surface, il est question du gaz (26% à l'électricité et 18% au fioul). Les bureaux représentent 22.4% de cette superficie, contre 22.2% pour les commerces, 19.6% pour les établissements d'enseignement 11.7% pour les établissements de santé, 7.4% pour des équipements sportifs et 7% pour les CHR

Concernant les établissements de l'Etat, qui représente au total une surface de 16.5 milliers de m², l'énergie de chauffage la plus utilisée le gaz de réseaux en 2009 à 63% (suivi par l'électricité à 13% et le fioul à 8%).

Au total, les réseaux de chaleur desservent actuellement 2.1 millions d'équivalents-logements : 57 % pour le résidentiel contre 36% pour le tertiaire (dont majoritairement par des bâtiments publics du secteur hospitalier : 60%).

Face à ce constat, Helioclim a identifié trois segments de marchés prioritaires en neuf ou en remplacement d'installations existantes :

- Les logements collectifs et habitats communautaires,
- Les bâtiments publics, par exemple pour la santé, l'hébergement, l'enseignement et les loisirs,
- Les bâtiments tertiaires.

On peut d'ores et déjà dresser un bilan entre les deux secteurs en France :

- Dans le tertiaire existant, il y a deux fois plus de projets de rénovation que dans le neuf : 30 M m² rénovés / an contre 15 M m² construits dans le neuf.
- Concernant les logements collectifs, les projets de rénovation thermique représentent 40% des projets contre 60% dans le neuf. La rénovation thermique représente 400 000 logements par an jusqu'en 2020.

Marché français vs marché européen

MAGMA est destinée au marché national et au marché européen.

En national, l'étude de marché GrDF estime à 10 000 par an le nombre de machines vendues sur cette gamme de puissance.

L'objectif de taux de pénétration par Helioclim est de 10% du marché national soit 1000 machines vendues par an.

Quant au marché européen, les estimations s'élèvent à 60 000 machines par an. Ici l'objectif de la société Helioclim est d'atteindre 3% de parts du marché européen soit un prévisionnel de 2000 machines vendues par an.

Comment Helioclim a été amené à lancer ce développement ?

Depuis la création de la société Helioclim, GrDF a suivi de près l'avancement de la société, en particulier sur les aspects liés aux machines à absorption. Pourquoi ? Car les machines à absorption ont été identifiées stratégiques sur la roadmap technologique que GrDF a réalisée avec Uniclina (figure ci-après).

Suite aux succès d'Helioclim et à la validation de notre première machine à absorption eau-ammoniac, GrDF, prescripteur, nous a présenté son cahier des charges et Helioclim a décidé d'y répondre. C'est ainsi que nous avons démarré le projet de développement d'un système de chauffage thermodynamique à très haut rendement basé sur une machine à absorption eau-ammoniac.

En collant exactement aux besoins spécifiés par GrDF, Helioclim sera en capacité d'apporter la réponse adéquate au marché visé et à la clientèle ciblée.

D'un point de vue européen, la stratégie de l'entreprise est d'adopter le même modèle : répondre aux exigences des grands donneurs d'ordre. Les exigences réglementaires nationales étant remplies, Helioclim saura également répondre à exigences au moins égales aux besoins du marché européen.

On estime qu'il existe en Europe 5000 réseaux de chaleur, ce qui représente 10% du marché de chauffage. L'importance des réseaux de chaleur est très variable d'un pays à un autre. En Finlande, Lituanie ou Suède, ils sont dominant avec un taux de pénétration de 50%.

Les réseaux de chaleur sont en général plus développés dans le Nord, l'Est et le centre de l'Europe. Ceci s'explique en partie par les conditions climatiques, et des ressources énergétiques locales mais aussi les politiques publiques menées depuis les années

70-80.

A l'échelle européenne, les réseaux de chaleur sont aujourd'hui perçus comme un moyen de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

Un marché international : Russie Amérique du nord, Asie

La Russie représente 55% de la puissance de chauffage urbain du monde soit 170 000 systèmes de chauffage desservant 44 millions de client. Ces réseaux souffrent de difficultés techniques et économiques dues à un manque d'entretien. Ils sont alimentés à 98% par des énergies fossiles dont 75% de gaz naturel.

En Amérique du Nord les réseaux de chaleur couvrent environ 4% des besoins de chauffage

Au Canada les réseaux de chauffage desservent seulement 1.3% des surfaces bâties et sont alimentés par du gaz et du fioul

En Chine les réseaux de chauffage se développent en même temps que la croissance du pays. En 2007, on estimait que 3 milliards de m² de surfaces bâties étaient chauffées par des réseaux de chaleur

Marché visé

Le marché visé : les bâtiments publics (santé, éducation, sports, loisirs, etc.), l'habitat collectif, les bâtiments tertiaires, etc.

Ainsi, les clients peuvent être :

- Les propriétaires de bâtiments,
- Les BE qui proposent des solutions pour répondre aux besoins en climatisation, chauffage, etc.
- Les entreprises de rénovation énergétique.

Le client a plusieurs intérêts à investir dans une telle installation pour les raisons suivantes :

- Obligation réglementaire (RT2012, RT2020),
- Economies d'énergies,
- Diminution de la facture énergétique,
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Classification thermique bâtiment (proposer un meilleur DPE et donc une facture énergétique réduite pour ses locataires),
- CEE (Certificats d'Economie d'Energie).

Le prix

Le prix de vente des systèmes de chauffage MAGMA a été construit avec GrDF, en se basant sur le prix marché des chaudières gaz en France. Le prix de vente, entre 20 000 à 30 000 €, sera fixe dès le début de la commercialisation et n'évoluera que peu par la suite. Le volume de vente de MAGMA impose de réaliser l'industrialisation dès le début de la commercialisation.

L'objectif à terme est de fabriquer 13 machines par jour ouvré, soient 3000 machines par an.

Afin d'atteindre cet objectif, Helioclim adaptera ses ressources matérielles et humaines pour mener à bien l'industrialisation et la fabrication des machines :

- Implantation d'une nouvelle usine de fabrication en région Provence Alpes Côte d'Azur et sans doute dans le département des Alpes Maritimes,
- Recrutements dans tous corps de métier (ingénieurs, techniciens, administratifs, commerciaux...). Pour donner un ordre de grandeur, nous estimons aujourd'hui à au moins 100 personnes le nombre de ressources supplémentaires à recruter pour la production et la vente de 1000 machines / an.

Les concurrents

Aujourd'hui, on recense un seul fabricant de pompe à chaleur à absorption en Europe. Il s'agit de la société ROBUR, qui commercialise en France sous la marque DeDietrich. La puissance maximale de leur gamme est assez faible : 35 kW.

Les prescripteurs du marché, notamment GrDF, sont en attente de machines à puissance supérieure et modulante, typiquement jusque 140 kW chaud. Helioclim souhaite, pour répondre à ce besoin, développer un système de production de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire à haute efficacité énergétique sur ce niveau de puissance. De plus, cette machine sera capable de moduler en puissance entre 30% et 100% de sa puissance et ainsi de s'adapter à la charge du bâtiment.

Au niveau français, la start-up BoostHEAT développe des pompes à chaleur à compresseur thermique. Ces produits ne sont pas encore sur le marché et la gamme de puissance visée est celle des petites puissances (marché visé différent : résidentiel, petit tertiaire).

Les impacts attendus du développement MAGMA sont très prometteurs :

Pour Helioclim, le

fabricant : le marché déployé reste vaste, ce qui entrainera des économies d'échelle importantes et par conséquent contribuera à renforcer la compétitivité du produit et de l'entreprise.

Pour les clients utilisateurs : réalisation d'importantes économies d'énergie et réduction de leurs émissions de GES.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 02/11/2016	Fin : 30/06/2018
<p>20 mois sont nécessaires à la réalisation du projet : en effet, les phases de tests font partie intégrante du projet, ce sont ces étapes qui permettent de valider les recherches, la conception et la fabrication et de réajuster le cas échéant le prototype.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie : conception, design et spécification <p>Les objectifs de cette tâche sont : la conception de l'architecture de la régulation, le design des échangeurs de la machine, la spécification précise des composants à approvisionner, la consultation puis le choix des fournisseurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> Approvisionnement des composants et construction du prototype <p>Dans cette tâche sera menée l'approvisionnement de l'ensemble des composants nécessaires pour la fabrication du prototype et sa construction.</p> <ul style="list-style-type: none"> Tests de fonctionnement en interne Helioclim <p>La première campagne de tests du prototype sera réalisée dans les locaux d'Helioclim. Ils permettent de valider son fonctionnement et de réaliser certaines modifications avant la campagne de test réalisée au CETIAT.</p> <ul style="list-style-type: none"> Tests au CETIAT (laboratoire externe) <p>Le CETIAT est le Centre Technique des Industries Aéronautiques et Thermiques. C'est un laboratoire de référence qui apporte aux industriels des compétences et des moyens techniques dans différents domaines liés aux métiers de l'industrie aéronautique et thermique.</p> <p>Pour cette campagne de tests, nous sollicitons leurs compétences en essais : caractérisation, certification, conformité.</p> <p>Il est important que les campagnes de tests soient suivies de près par nos équipes internes pour pouvoir comprendre et intégrer les résultats au fil de l'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> Adaptation du prototype suite aux résultats des tests CETIAT (interne Helioclim) <p>Une fois la campagne de tests finalisée, le prototype reviendra dans les locaux d'Helioclim pour être optimisé et adapté.</p> <ul style="list-style-type: none"> Tests du prototype chez un client <p>Une fois le prototype optimisé et adapté, il ira chez un client pour être testé en conditions réelles sur une saison de chauffe. Là encore, nos équipes internes suivront de près les résultats du prototype pour les analyser au fil de l'eau et pouvoir mettre en place des actions si besoin.</p>		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	344 649,00 €
Salaires et charges			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	55 351,00 €
Achat d'équipement, de machines et de matériaux.			
Total :			400 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	50,00	200 000,00			
Total co-financier				50,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	200 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans le Premier axe prioritaire du PO FEDER : « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation »,
- Dans l'Objectif Thématique 3 « Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises »
- Dans la priorité d'investissement PI3d « Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation »
- Dans le Domaine d'Activité Stratégique : - DAS " Efficacité énergétique ".
- Catégorie d'intervention : N°064 Processus de recherche et d'innovation dans les PME (y compris système de bons, processus, conception, service et innovation sociale).

Le projet répond à la thématique Transition énergétique - Efficacité énergétique, visant à promouvoir une pompe à chaleur thermodynamique à très haut rendement qui permette aux bâtiments de réaliser des économies d'énergies et une réduction très importante de leurs émissions de GES. Il s'inscrit également dans la filière stratégique « Energie de demain – Ecotechnologies », avec le développement d'un système de chauffage thermodynamique à très haut rendement, pour les bâtiments publics, tertiaires et les logements collectifs.

- Appel à propositions : Dans la priorité d'investissement PI 3D qui tend à "Développer les PME par les investissements productifs", et plus précisément le volet "Croissance et internationalisation" de cet appel à propositions qui a pour objectif d'accroître les projets de développement des PME, prioritairement à l'international.

Le projet est éligible aux objectifs de l'appel à proposition :

- Éligibilité du porteur : La SARL ACANTHIS est une PME à caractère industriel (selon critères annexe 1 de l'AAP-2016-PI3d et documents transmis par le porteur de projet) de moins de 250 salariés et dont le CA annuel < ou = à 50M€ ou dont le total bilan annuel n'excède pas 43M€.
- Éligibilité géographique : la société est basée à Mandelieu La Napoule (06)
- Éligibilité de l'opération : le projet relève du régime RDI n°SA.40391 dans la catégorie « recherche industrielle » (cf. analyse aides d'Etat).
- Éligibilité temporelle : la durée du projet est de 26 mois
- Les dépenses sont éligibles
- Pas de cofinancements.
- Le montant FEDER demandé est supérieur au montant plancher de 50 000 € et égal au montant plafonné de 200.000 € et le taux est égal à 50 % du coût total éligible présenté.

La note obtenue par le projet lors de l'élaboration de la grille d'analyse des critères de sélection est de 19 / 20 et aucune note par catégorie n'est inférieure à la moyenne.

Les dépenses prévisionnelles sont toutes éligibles au regard du décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8 mars 2016 ainsi que des régimes cadres d'exemption de notification :

- n°SA.40391 relatif aux aides à la R&D et à l'Innovation dans la catégorie spécifique Recherche Industrielle : Dépenses de RH et de achats de matériel et matériaux pour les étapes de recherche industrielle pour réaliser un prototype de système de chauffage thermodynamique à très haut rendement basé sur une machine à absorption eau-ammoniac.

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 19/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0009917
Bénéficiaire :	48014919400023 SARL ACANTHIS
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	48014919400023
Raison sociale :	SARL ACANTHIS
Adresse :	PLAN DE LARDIER 05110 LARDIER ET VALENCA

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03d - Priorité d'investissement : Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation / AP01-OT03-PI03d-OS3d - Objectif spécifique : Développer les entreprises, notamment à l'international

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Création d'un laboratoire de R&D et analytique pour l'export et adaptation des produits aux normes internationales
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	SARL ACANTHIS Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI3d : Développer les entreprises, notamment à l'./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>LABORATOIRE ACANTHIS évolue sur un marché porteur, notamment dans le contexte actuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le secteur est réglementé (mais non harmonisé au niveau mondial), le respect de normes et réglementations est obligatoire pour le développement et la mise sur le marché des produits diététiques et des produits de cosmétique biologiques. LABORATOIRE ACANTHIS doit s'inscrire dans le respect de ces obligations et se doit de les intégrer dès aujourd'hui. Le secteur est sensible aux effets de mode et avide d'innovations, mais ce sont souvent des modes durables qui entrent dans les mœurs et les habitudes de consommation. LABORATOIRE ACANTHIS doit renforcer ses programmes de R&D et développer des offres innovantes correspondant aux

attentes du marché mondial.

- La pression des lobbies et les travaux scientifiques actuels sur les produits de santé nous sont favorables.
- Le marché est large (la demande provient de secteurs d'activités divers) et international.

Objectifs à moyen terme (2019) :

Dans ce contexte les objectifs de développement de LABORATOIRE ACANTHIS sont de multiplier par 2 le CA à 3 ans pour atteindre 3 M€ de CA sur l'exercice 2018/2019.

Pour cela les axes stratégiques suivants seront mis en œuvres :

1. Recherche et développement

La réalisation d'un laboratoire de R&D et analytique suivie qui aura pour principales missions l'adaptation de produits existant aux marchés d'export et un travail de recherche et développement sur de nouveaux produits dédiés également à l'international.

2. Investissements immobiliers et matériels

- Plan d'investissements matériels pluri annuel (laboratoire R&D et analytique)
 - o 56 285,51€
- Affectation de 4 personnes au projet dont le recrutement d'un cadre « pharmacien ».
- Structurer et développer fortement les actions commerciales à l'export avec notamment la mise en place de partenariats (contrats commerciaux finalisés avec la Belgique et le Japon en attente de mise en conformité des produits pour le pays).
- projet d'extension du site de Lardier et Valença.

2 Politique d'innovation :

LABORATOIRE ACANTHIS a pour objet la fabrication, la vente et la distribution d'extraits végétaux, principalement certifiés biologiques :

- o en vrac aux industries cosmétiques, diététiques, pharmaceutiques, vétérinaires,
- o en produit fini aux sociétés distributrices de produits diététiques
- o en produit fini, sous la marque Herbiolys, dans des magasins biologiques ou diététiques et pharmacies/para-pharmacies.

Le développement des produits dit « biologique » n'est plus à démontrer et l'engouement des consommateurs ne se dément pas depuis 10 ans.

En tant que fabricants d'extraits, nous sommes en première ligne comme fournisseur d'ingrédients, c'est donc tout naturellement vers nous que se tournent créateurs, industriels et façonniers, pour trouver des solutions innovantes aux problématiques qu'ils rencontrent ou de création qu'ils envisagent.

3 Développement commercial France et international

Marchés ciblés, zones géographiques, moyens de prospection, distribution

Le programme de développement commercial prévoit de :

- Renforcer la présence de LABORATOIRE ACANTHIS sur ses marchés actuels
- Conquérir de nouveaux clients principalement à l'export (Allemagne, Pays-Bas, Lituanie, Canada) sur les mêmes cibles de marchés
- Renforcer son programme de R&D et analytique

Stratégie commerciale :

- Mise en place d'un partenariat pour le développement commercial

ACANTHIS veut développer principalement la gamme et la commercialisation des produits finis HERBIOLYS, produits propres sur lesquels la marge est plus importante.

Belgique : Le laboratoire Acanthis met en place un travail avec un partenaire distributeur, le marché belge demande une adaptation des produits au niveau réglementaire (Dépôt de dossier spécifique, création de nouveau packaging, outil de communication, etc)

Japon : Mise en place d'un travail avec un partenaire distributeur. Le dépôt des produits sur le marché Japonais demande une grande rigueur et la complexité est forte. Analyses spécifiques, classement douanier spécifique et modification/adaptation des formules produits. Tous les packagings sont à adapter dans la langue du pays.

Nous souhaitons faire des analyses sur d'autres pays afin d'implanter de nouveaux produits (ex : Allemagne, Pays-Bas, Lituanie, Canda, etc.)

Objectifs recherchés :

Le projet de recherche industrielle porte sur deux axes principaux :

- l'étude et la mise en place du laboratoire (aménagement et matériel de mesure qui seront amortis comptablement sur la durée du projet)
- utilisation du laboratoire pour afin d'acquérir les compétences dans la recherche et le développement de nouveaux produits vracs et finis

Dans sa généralité :

Développements de nouveaux produits vracs livrable en bidons, fûts ou containers pour les 3 secteurs qui nous concerne à savoir :

Diététique, Cosmétique et vétérinaire.

Développement de produits finis livrable en flacon goutte, flacon spray, sirop et autre galénique pour les secteurs Diététique, Cosmétique et vétérinaire.

Les développements comprennent réception et réalisation d'un cahier des charges avec les prospectus internationaux, formulations, réalisation des échantillons, analyses et compte rendu et livraison aux prospects. Ensuite il y a toujours une phase de reprise des formules et échantillons, parfois cette phase est longue pour atteindre les objectifs du prospect. Il faut également intervenir sur la partie réglementaire, souvent très complexe à l'international et également sur la réglementation de la certification bio des produits.

Dans le détail :

Benoît Articloux - gérant

Coordinateur général de l'équipe. Validation de la réalisation du laboratoire au terme des négociations avec les fournisseurs de matériel.

Réunion à chaque phase pour le suivi des projets et validation des différentes phases. Discussions (Mails, téléphonique, Skype) faisabilité et commerciale avec les prospects internationaux. Visite des prospects à l'international.

Mathilde Bruguière – chef de projet

Coordination de la mise en place du laboratoire et négociation des prix (Aménagement et matériel).

Prise en charge des dossiers sur les notions réglementaires et qualités. Recherche et veille dans les différents pays. Travail bibliographique important. Coordination et pilotage du chargé de mission. Proposition de formulations.

Certification des produits. Interprétation des analyses et des résultats du chargé de mission. Analyse des coûts de revient formule et proposition au coordinateur générale des prix de vente prospects internationaux.

Marie-Hélène Royer – chargée de mission

Demande de devis, accueil des fournisseurs sur site pour définir la faisabilité et les coûts.

Réalisation des pilotes R&D. Adaptation des formules, contraintes techniques, galénique produit, stabilité, etc.

Approvisionnement des matières premières et consommable du laboratoire. Utilisation des matériels d'analyses. Tableau de faisabilité et coût des formulations.

Souad Kerrim - comptabilité

Suivi administratif des achats. Suivi administratif des coûts du laboratoire. Reporting, tableau et compte-rendu pour le coordinateur général.

Résultats escomptés (cible visée)

Aux termes du programme l'entreprise compte sur :

- La création et le bon fonctionnement du laboratoire interne
- La mise en place de nouvelles formules produit adaptées à l'export.
- La mise en conformité des produits existants aux nouveaux marchés.
- Exportation des « nouveaux produits » sur les « nouveaux pays ciblés ».

L'entreprise prévoit ainsi doubler son Chiffre d'Affaire et augmenter sa croissance à l'international de 15 % à 30%.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/11/2016

Fin : 31/10/2019

Novembre 2016 > Recrutement de la pharmacienne.

Printemps 2017 > Création du laboratoire interne.

2017 – 2018 > Mise en conformité des produits existants pour l'export.

2018 - 2019 > Création de nouveaux produits et commercialisation à l'international.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	313 110,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	12 707,00 €
Frais de conseil, expertise technique, prestation de certification et norme Iso.			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	18 000,00 €
Prestation conseil expert externe et analytique			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	56 183,00 €
Achat d'équipement, de machine.			
Total :			400 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	50,00	200 000,00			
Total co-financier				50,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	200 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans le Premier axe prioritaire du PO FEDER : « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation »,
- Dans l'Objectif Thématique 3 « Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises »
- Dans la priorité d'investissement PI3d « Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation »
- Dans le Domaine d'Activité Stratégique : Le projet répond à la Technologie Clés « Biotechnologie ». OIR Naturalité.
- Catégorie d'intervention : N°056 Investissements dans les infrastructures, capacités et équipements des PME directement liés aux activités de recherche et d'innovation.

Les produits proposés par le laboratoire Acanthis sont classés en complément diététique, ils sont élaborés avec le soutien de docteurs, de pharmaciens et de nutritionnistes afin de créer des préparations pour la prévention des maladies, de plus certains extraits sont issus de plantes méditerranéennes. Il pourrait être également rattaché sur le DAS Santé – alimentation pour la prévention des maladies par la promotion de l'alimentation méditerranéenne.

Appel à propositions : Dans la priorité d'investissement PI 3D qui tend à "Développer les PME par les investissements productifs", et plus précisément le volet "Croissance et internationalisation" de cet appel à propositions qui a pour objectif d'accroître les projets de développement des PME, prioritairement à l'international. Le projet est éligible aux objectifs de l'appel à proposition :

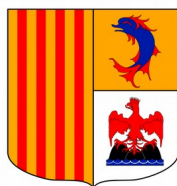
- Éligibilité du porteur : La SARL ACANTHIS est une PME à caractère industriel (selon critères annexe 1 de l'AAP-2016-PI3d et documents transmis par le porteur de projet) de moins de 250 salariés et dont le CA annuel < ou = à 50M€ ou dont le total bilan annuel n'excède pas 43M€.
- Éligibilité géographique : la société est basée à Lardier et Valença (05)
- Éligibilité de l'opération : le projet relève du régime RDI n°SA.40391 dans la catégorie « recherche industrielle » et du régime n°40453 - Section 6.4 relatif aux aides à l'innovation en faveur des PME (cf. analyse aides d'Etat).
- Éligibilité temporelle : la durée du projet est de 36 mois
- Les dépenses sont éligibles
- Pas de cofinancements.
- Le montant FEDER demandé est supérieur au montant plancher de 50 000 € et égal au montant plafonné de 200.000 € et le taux est inférieur à 50 % du coût total éligible présenté.

La note obtenue par le projet lors de l'élaboration de la grille d'analyse des critères de sélection est de 18,5 / 20 et aucune note par catégorie n'est inférieure à la moyenne.

Les dépenses prévisionnelles sont toutes éligibles au regard du décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8 mars 2016 ainsi que des régimes cadres d'exemption de notification :

- n°SA.40391 relatif aux aides à la R&D et à l'Innovation dans la catégorie spécifique RI : Dépenses de RH et de prestations de recherche et expertise,
- n°SA.40453 - Section 6.4 - relatif aux à l'innovation en faveur des PME : Dépenses de prestations de certifications et normes Iso (Bio).

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 17/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010062
Bénéficiaire :	49385924300013 SARL VERMILLON
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	49385924300013
Raison sociale :	SARL VERMILLON
Adresse :	13290 AIX EN PROVENCE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02b - Priorité d'investissement : Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC / AP02-OT02-PI02b-OS2b - Objectif spécifique : Renforcer les usages du numériques dans les PME/TPE

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Mutation Numérique
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	VERMILLON Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI2b : Renforcer les usages du numériques dans le./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>L'entreprise VERMILLON déploie ses activités depuis 9 ans ; notre succès est porté par les valeurs véhiculées par nos produits auprès d'un marché en quête de sens dans ses actes de consommation. Nous favorisons une approche écologique et responsable, et déployons des solutions particulièrement adaptées au marché de la rénovation, sans contraindre à une dépose des supports existants, limitant la création de déchets et minimisant ainsi l'empreinte écologique des chantiers. De même, nos solutions présentent une capacité d'inertie favorisant l'installation du confort d'hiver comme du confort d'été. Cette attitude écologico responsable, en adéquation à la demande, contribue à notre réussite.</p> <p>Notre organisation et notre croissance se sont structurées progressivement autour de savoir-faire internes et au rythme de la demande de nos clients. Nous avons adapté notre offre et nos méthodes de travail en élaborant un certain nombre de bonnes pratiques, qu'elles soient stratégiques, organisationnelles ou techniques. Cependant, nos procédés internes restent à ce stade essentiellement empiriques et manuels. Nos efforts de mise au point de produits, de marketing et de</p>

commercialisation

gènèrent aujourd'hui un niveau d'activité et un potentiel de développement, en France et à l'international, qui nous incitent à repenser notre organisation.

Le projet sur lequel nous travaillons vise à placer le numérique au cœur de nos futurs procédés de production, de gestion et de distribution de nos produits. La démarche dans laquelle nous nous inscrivons repose sur la mise au point et le déploiement d'applications numériques et de technologies d'information et de communication permettant un pilotage optimisé de l'entreprise et de ses activités. Ce projet se veut participatif, sollicitant la contribution de l'ensemble du personnel actuel car il concerne et impacte chacun de nos métiers. Il devrait nous permettre non seulement de pérenniser nos acquis et continuer à faire évoluer nos équipes en place, mais également de concrétiser notre développement en fluidifiant nos procédés et en favorisant l'absorption d'une plus grande quantité de commandes, donc de production, permettant assez rapidement la création de nouveaux postes.

Nous initions cette démarche au moment où nous engageons d'importants investissements dans l'acquisition d'un terrain et la construction d'un siège social pour notre entreprise. Situé dans la ZAC de l'Enfant, ce bâtiment devrait nous permettre de regrouper sur 1470 m2 notre laboratoire de recherche et développement pour la mise au point de nouveaux produits, notre centre de formation professionnelle pour renforcer notre réseau d'artisans applicateurs, notre plate-forme logistique de stockage, de conditionnement et d'expédition pour fluidifier la production et l'approvisionnement de nos distributeurs et nos bureaux pour le développement commercial et la gestion administrative de notre établissement. Cet investissement a pour vocation d'apporter confort et sécurité à nos employés et pour ambition d'augmenter notre efficience.

Notre Mutation Numérique sera d'autant plus efficace qu'elle est pensée au moment de la conception de nos locaux.

Enfin notons que le numérique devrait produire son effet levier au moment où nous prévoyons d'accélérer notre développement international. En s'appuyant sur nos succès domestiques, il apportera à nos équipes actuelles et à venir les supports et usages facilités pour dupliquer et adapter nos démarches marché par marché.

Objectifs recherchés :

- Exploiter nos potentiels de développement
- Conquérir des parts de marché en France
- Accélérer l'ouverture de nouveaux marchés à l'international
- Gagner en performance : efficacité et rentabilité
- Réintégrer une partie de notre production au niveau du siège social

Avec pour conséquences :

- Améliorer le confort de travail de nos salariés
- Créer des emplois sur le site d'Aix en Provence

Résultats escomptés (cible visée)

Conception et implémentation d'un configurateur numérique en interface avec nos publics : revendeurs, prescripteurs, artisans, utilisateurs particuliers, importateurs via le développement d'une plate-forme Web avec usages B to B et B to C.

Déploiement du progiciel de gestion intégré en interne et en lien avec les points de ventes maison et les revendeurs

Création d'une activité d'e-formation pour une promotion accessible à tous et éco responsable de nos savoir-faire auprès d'un public mixte et diversifié, en France comme à l'international.

A échéance fin 2019 :

Progression de 15 % de notre réseau d'applicateurs ayant signé notre Charte qualité

Progression de 25 % de notre chiffre d'affaires (dont 15 % imputable au projet Mutation Numérique)

Progression de 40 % de notre chiffre d'affaires à l'international

Réintégration d'une partie de notre production actuellement sous traitée

Embauche, au global, de 7 salariés sur le site d'Aix : 3 personnes à la production, 1 personne à l'export, 1 personne sur la gestion de la base de données et de l'outil numérique, 1 personne sur la création artistique et la réalisation de contenu vidéo et numérique et 1 personne sur le Web marketing pouvant être affectés au projet selon une clé de répartition (cf Annexe 1c)

Calendrier et phasage de l'opération :		
Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/07/2019
<p>Le configurateur numérique et la plate forme Web :</p> <p>Janvier 2017 – Juillet 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conception, phase test et mise en place du configurateur numérique • Développement de la plate-forme Web B to B et B to C • Phasage avec le progiciel de gestion intégré et intégration du configurateur dans le système de commande • Présentation aux revendeurs et importateurs <p>Juillet 2017 à Mars 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclinaison des versions anglaise, italienne, néerlandaise, allemande et russe du configurateur numérique (multilingues et conversion des systèmes métriques) • Déploiement des interfaces Web pays par pays <p>Le progiciel de gestion intégré :</p> <p>Janvier 2017 – Mars 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise au point et déploiement du progiciel de gestion intégré • Implémentation et facilitation des procédés de production et de gestion logistique des commandes • Investigations et premiers investissements sur la numérisation de la traçabilité de la production (matériel de conditionnement, imprimantes étiquettes ...) <p>Avril 2017 – Décembre 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phasage du PGI avec le configurateur numérique et avec le logiciel de gestion de trésorerie • Déploiement des nouveaux procédés internes en concertation avec les équipes et dans la perspective des nouveaux locaux <p>Programme d'e-formation :</p> <p>Janvier 2017 à Mars 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définition du programme et des supports d' e-formation <p>Avril 2017 à Avril 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tournage et montage des supports d'e-formation • Déclinaison multilingue des supports d'e-formation • Identification des plate formes de mise en ligne et des vecteurs de communication <p>Avril 2018 à Décembre 2018 :</p> <p>Mise en ligne et début d'exploitation des programmes d'e-formation via les plate-formes des différents pays cibles</p> <p>Notre projet Mutation Numérique est en phase avec le projet de construction de notre siège social dont le calendrier prévisionnel est donné ci-dessous à titre d'information :</p> <p>La construction, l'équipement et la mise en service du siège social :</p> <p>Septembre 2016 – Mars 2017</p> <p>Travail sur la conception du bâtiment dont le cahier des charges intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un outil de production respectueux de l'environnement • des outils de gestion intelligente de l'énergie • une systématisation de la traçabilité et du recyclage des matières consommées • intégration du Très Haut Débit <p>Etat d'avancement : élaboration de l'avant projet sommaire et de la notice descriptive du bâtiment. Travail en lien avec notre architecte DPLG, le service d'urbanisme et les concessionnaires réseaux.</p> <p>Mars 2017 – Septembre 2017 :</p>		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



• Démarches

administratives pour la construction des nouveaux locaux

Septembre 2017 à Juin 2018 :

- Construction des nouveaux locaux

Juin 2018 à Décembre 2018 :

- Intégration des nouveaux locaux, adaptation des procédés internes de production, de gestion et de commercialisation (PGI)

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	121 144,48 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	130 150,00 €
Coûts de recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures dans des conditions de pleine concurrence.			
Total :			251 294,48 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	50,00	125 647,24			
Total co-financier				50,00	125 647,24	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	125 647,24			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	251 294,48	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

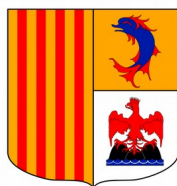
- dans le 2ème axe prioritaire du PO FEDER «DEVELOPPER L'ECONOMIE ET LES SERVICES NUMERIQUES »
- dans l'Objectif Thématique n°02 « 02 – Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité »
- dans la priorité d'investissement PI2b qui vise à « Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC»

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Aide directe aux entreprises - Pi2b-2016.

De plus, l'opération a obtenu une note de 12.50/20.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 12.50/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010205
Bénéficiaire :	78942066800012 association YES WE CAMP
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	78942066800012
Raison sociale :	association YES WE CAMP
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT08 - Objectif thématique : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'oeuvre / PI08a - Priorité d'investissement : Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise / AP04-OT08-PI08a-OS8a4 - Objectif spécifique : Développer les activités et les emplois dans les quartiers prioritaires / AP04-OT08-PI08a-OS8a4-MPM - Sous action : Sous action rattachée à Marseille Provence Métropole

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Incubateur FORESTA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Parc urbain Foresta
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI8a-MPM : Développer les activités et les emploi./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Métropole Aix Marseille Provence est sans doute l'une des métropoles aux contrastes les plus saisissants, que ce soit en termes de diagnostic économique, social et territorial ; cette réalité est encore plus marquée sur le secteur littoral Nord. En dépit de grands travaux et de la dynamique de transformation urbaine impulsée sur ces quartiers depuis les années 80, ce territoire demeure encore très enclavé et stigmatisé.</p> <p>Avec son tissu urbain où cohabitent noyaux villageois, grands ensembles, petites résidences sécurisées, et zones d'activité, ce secteur manque de cohérence et de lisibilité. Les espaces naturels y sont rares et quand ils sont présents, ils sont souvent appropriés par des usages générateurs de nuisances : décharges sauvages, sports mécaniques, aires de vie pour les populations marginalisées.</p>

Pourtant ce territoire

recèle de réels atouts : une grande richesse culturelle grâce au métissage des cultures en présence, une vie associative inscrite dans la tradition des cultures ouvrières qui en font toute sa richesse, une façade maritime d'une extrême beauté, et un tissu économique dense et diversifié (Tpe-PME-ETI, près de 18 500 établissements et grandes entreprises patrimoniales tels Beuchat, Ricard...).

Mais force est de constater que si ce territoire concentre aujourd'hui plus de 34 000 emplois (AGAM – Conseil municipal exceptionnel sur l'Emploi – juin 2016), les populations des quartiers éprouvent de grandes difficultés à s'insérer dans la dynamique métropolitaine et à accéder à ces emplois (taux d'activité bien inférieur à la moyenne de MAMP), du fait de sa non qualification (22% de jeunes non diplômés, c'est le plus fort taux des 15 principales zones d'emploi en France, faible taux de scolarisation des jeunes de -25 ans qui atteint péniblement les 44%), de sa non mobilité (Taux de permis : 57% contre 86% dans MAMP), et du fait qu'elles cumulent un grand nombre de problématique.

Yes We Camp, depuis l'automne 2015, a engagé avec le soutien de la coopérative Hôtel du Nord, une démarche territoriale pour définir avec les habitants et les acteurs socio-éducatifs, culturels, économiques locaux les contours d'un projet visant à dynamiser l'emploi et l'activité sur Marseille Nord (prioritairement, les 15 et 16èmes arrondissements).

Il apparaît que sur ces territoires, il existe une intense activité qui pour l'heure n'est valorisée ni monétairement ni sur le plan professionnel alors que c'est l'essence même de la vie de ces quartiers : - importance en temps et en valeur, des activités familiales ou de voisinage que l'on partage (couture, tissage, vannerie, cuisine, mécanique...)

Ces activités restent bien souvent dans le domaine de l'occupationnel ou sont mobilisés uniquement pour financer une activité ponctuelle (type voyage scolaire ou sortie du centre social). Les savoirs faire jardiniers sont également nombreux et de mieux en mieux investis au travers des projets de jardins partagés ; Enfin, à la marge, des savoirs en herboristerie et poterie sont à noter.

Les compétences sont là, existent mais peinent à trouver leur place dans des activités économiques formelles. Sans souhaiter la disparition des échanges de forme solidaire, le niveau de revenus de ces personnes et leur besoin de relations avec l'extérieur, accompagnent leur volonté de trouver un emploi, ou au moins une activité générant un revenu de complément.

Le projet global FORESTA, vise à la fois à agir sur la cohésion locale (par le déploiement de services au bénéfice direct des habitants des quartiers riverains) et à avoir un impact métropolitain (en terme d'image pour les quartiers Nord de Marseille). Pour cela, FORESTA développe un volet accompagnement au développement de projets entrepreneuriaux de plein air, objet de la présente demande, l'Incubateur FORESTA, mais également :

- un volet insertion et animation sociale mis en œuvre pour les habitants des quartiers situés à proximité du site, la Station FORESTA
- un volet événementiel pour attirer également sur le site des populations non riveraines et des visiteurs touristiques.

Objectifs recherchés :

- Renforcer et soutenir des projets innovants et ambitieux présents sur le territoire mais trop fragiles pour se développer ou ne bénéficiant pas de l'espace nécessaire.
- Créer des espaces de travail et de partage de compétences accessibles
- Favoriser l'insertion professionnelle dans des zones à fort taux de chômage
- Impulser l'esprit d'entreprise chez les habitants du quartier
- Qualifier des terrains vacants non seulement au niveau environnemental et social mais aussi économique et entrepreneurial grâce aux activités encadrées par l'incubateur.
- stimuler les vocations, éveiller aux problèmes économiques et environnementaux, retisser une relation à l'environnement et à la nature
- Contribuer au renforcement de l'attractivité métropolitaine pour les quartiers nord qui bénéficie aussi au cadre de vie des habitants

Résultats escomptés (cible visée)

- Renforcer et soutenir des projets innovants et ambitieux présents sur le territoire mais trop fragiles pour se développer ou ne bénéficiant pas de l'espace nécessaire.

Résultats attendus

Mise en place d'une équipe dédiée à l'accompagnement des porteurs sur un terrain de 4,4 hectares

- assurant les fonctions support (pilotage, administration, communication)
- opérationnelle et sur site (coordination des programmes, direction technique, paysagiste)
- technique et expérimentée (partenaires extérieurs : Hôtel du Nord, Marseille solutions, Astredhor..)

- Créer des espaces de

travail et de partage de compétences accessibles

Résultat attendu

Construction de deux espaces dédiés

- des bureaux (81m2) afin de permettre aux porteurs de disposer d'un espace de travail partagé, favorable à l'échange, et favorisant l'émergence d'une synergie collective et de transfert de compétences.
- des ateliers (81m2) : mise à disposition d'outillage et compétences transverses de YWC (cohérence spatiale, aide à la conception-construction..)

- Favoriser l'insertion professionnelle dans des zones à fort taux de chômage

Résultat attendu

Accueil de porteurs intégrant dans leur stratégie l'insertion professionnelle d'habitants des qpv en priorité.

- activités permettant stages, apprentissages, formations et embauches à terme.

ex : Le Paysan urbain (production de micro-pousses comme support d'insertion professionnelle en milieu urbain)

- Impulser l'esprit d'entreprise chez les habitants du quartier

Résultat attendu :

Impulsion et structuration de nouveaux réseaux d'acteurs pour créer les bonnes synergies : avec Marseille solutions, Astredhor, la Coopérative Hôtel du Nord, l'association Cap au Nord Entreprendre, Pôle Emploi.

- Qualifier des terrains vacants non seulement au niveau environnemental et social mais aussi économique et entrepreneurial grâce aux activités encadrées par l'incubateur.

Résultat attendu :

Création à travers l'aménagement de l'incubateur et de ses équipements, d'un espace aux multiples facettes où se côtoient économie, social et culture qui permet le décroisement des pratiques, des publics et des porteurs de projets.

- stimuler les vocations, éveiller aux problèmes économiques et environnementaux, retisser une relation à l'environnement et à la nature

Résultat attendu

Partenariat avec les centres sociaux, les écoles maternelles et primaires, les collèges, CFA... pour organiser des stages d'initiation et d'éducation à l'environnement via les activités des porteurs de projets oeuvrant tout particulièrement dans les thématiques de l'agriculture urbaine, de l'architecture bioclimatique..

- Contribuer au renforcement de l'attractivité métropolitaine pour les quartiers nord qui bénéficie aussi au cadre de vie des habitants

Résultat attendu :

Création d'une nouvelle destination de loisirs, sorte de cours de récréation à ciel ouvert, où la douceur de vivre se prête à des découvertes en famille ou entre amis

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/07/2018	Fin : 30/06/2021
Embauches RH et mise en fonctionnement opérationnel de l'incubateur avant la fin 2018		
Calendrier de travaux prévoyant une livraison partielle des locaux de l'incubateur en juin 2019 et une réception définitive en mai 2020.		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	15 877,00 €
Inauguration et tracts			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	518 880,00 €
Equipe dédiée de l'incubateur			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	104 000,00 €
Conseil stratégique et accompagnement des porteurs			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	121 968,00 €
Construction et aménagement des locaux			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	25 651,00 €
Equipements de l'incubateur			
Dépenses en nature	Indirect	Fonctionnement	28 824,00 €
Mise à disposition du terrain			
Total :			815 200,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	407 600,00			
Total co-financier				50,00	407 600,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	407 600,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	815 200,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

13/02/2018 - G.COIGNARD (AG)

L'opération s'inscrit :

- dans le quatrième axe prioritaire du PO FEDER « Inclusion sociale par l'emploi »
- dans l'Objectif Thématique n°8 « promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'œuvre »
- dans la priorité d'investissement PI 8a qui tend à favoriser le développement d'activités et d'emplois dans les quartiers prioritaires politique de la ville

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi8a-2016 ITI MAMP-CT1.

La convention d'occupation du terrain (convention de mise à disposition, contrat de louage...) n'a pas encore été transmise par le porteur à la date de transmission de ce document à l'OI. Cette pièce sera nécessaire pour finaliser la programmation de l'opération.

15/02/2018 - V.WALLAERT (OI)

◆ CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE LA STRATEGIE URBAINE INTEGREE (3,5/5)

> L'opération contribue-t-elle à la dimension « emploi » de la Stratégie ? Oui

Ce projet contribue à favoriser l'accès à l'emploi, qui est un axe majeur la Stratégie Urbaine Intégrée, par le biais de deux facteurs :

- D'une part, le contenu et objectifs de l'opération serviront de levier en terme d'insertion professionnelle et d'employabilité des habitants issus des QPV en développant l'apprentissage, l'emploi et l'appétence à de nouveaux métiers ;
- D'autres part, ce projet permettra la création directe de six emplois à temps plein (trois sur une période de 36 mois, une sur une période de 34 mois et deux sur une période de 32 mois).

> L'opération contribue-t-elle à l'une des trois Priorités d'Investissement de la Stratégie : Développement des activités et des emplois (Pi8a), Amélioration de l'employabilité des habitants (Pi9a) et Développement d'une offre de mobilité propre et durable (Pi4e) : en termes de contenu, de résultats visés et de financement dédiés ? Oui

La Priorité d'investissement Pi8a vise à soutenir la création et l'implantation d'entreprises dans les quartiers prioritaires, à pérenniser les entreprises existantes et à développer des offres de locaux d'activité de proximité.

Ce projet cadre à ces objectifs puisqu'il entreprend :

- Dans un 1er temps d'accueillir et soutenir le développement de porteurs de projet sur le site FORESTA
 - 1) Grâce à la mise en place d'un pôle ressource et accompagnement, constitué d'une équipe technique (accueil et développement sur le site) et de partenaires extérieurs expérimentés (Astredhor pour la co-conception de projets innovants dans les domaines de l'horticulture et de l'agriculture urbaine ; Intermade qui est un incubateur d'entreprises sociales et solidaires ; la Cité de l'Agriculture pour les formations et l'accompagnement de projets dans le domaine de la transition agro-écologique et alimentaire)
 - 2) Grâce à des espaces de travail présents sur le site pour mutualiser les compétences et les outils (avec des bureaux pour les porteurs de projet et des ateliers).
- Dans un 2ème temps de collaborer avec les porteurs de projet soutenus pour redynamiser le tissu entrepreneurial dans le secteur des QPV en leur proposant :
 - 1) De devenir des facilitateurs professionnels (par le biais de stages, d'apprentissages et éventuellement d'embauches)
 - 2) De se transformer en acteurs de l'économie locale (échanges commerciaux avec des partenaires de proximité)
 - 3) De développer des ateliers de sensibilisation dans les établissements scolaires et centres aérés à visée d'éveiller des vocations pour des cœurs de métiers.

◆ ANALYSE DE LA QUALITE DU PROJET (7/10)

> Contribution du projet à la revitalisation économique du territoire ITI : valorisation des commerces et services de proximité, développement de filières à fort potentiel d'emplois...

Contribution moyenne

Objectifs affichés:

- Développer sur le territoire un nouvel espace de production et de vente de proximité
- Offrir un complément d'activité et de revenus à la population locale en commercialisant leur savoir-faire et le faire-maison
- Contribuer à la création d'entreprises par l'appréhension de la démarche entrepreneuriale

Valorisation d'une friche de 3 ha. Nombre de partenariats en cours de constitution avec des associations locales, centres sociaux, écoles

Le projet adresse ainsi 3 filières clés définies par l'agenda de développement économique de la Métropole: Art de vivre et tourisme, Environnement et énergie, Santé

Par ailleurs, l'agenda de développement économique met en avant l'enjeu de l'économie de la proximité, d'une métropole fondée sur la mobilisation de tous les acteurs. L'objectif ici est de favoriser l'entrepreneuriat et la création d'entreprises dans les secteurs d'activités de proximité, créatrices d'emplois et de liens sociaux.

Le caractère temporaire du projet (bail de 11 ans maximum) laisse ouverte la question de l'impact effectif en termes de développement économique "classique" et de structuration de l'entrepreneuriat suscité par le projet avec les populations issues du QPV.

> Implication des populations des quartiers dans le projet

Implication forte,

avec choix de cibler prioritairement les habitants de deux Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (La Viste et La Castellane-La Bricarde-Plan d'Aou-Saint-Antoine) représentant 13.000 habitants, situés en toute proximité du lieu d'implantation de l'incubateur. Le projet vise également à mobiliser les habitants des 6 QPV environnant.

Partenariat engagé pour construire des modalités d'intervention concrètes avec des structures de proximité qui oeuvrent sur ces quartiers et en direction de leurs habitants (centres sociaux, écoles primaires, associations...).

Le projet FORESTA dans son ensemble vise à créer un lieu de vie ouverts aux habitants des QPV visant à améliorer leur cadre de vie et à créer des passerelles avec d'autres publics (mixité sociale) et à proposer une diversité d'usages : incubateur, services (station foresta), détente, dimension touristique, qualité environnementale.

> Viabilité du modèle économique du projet :

Viabilité moyenne

Le projet est l'un des volets du projet global FORESTA, dont les recettes seront générées notamment par le volet Station Foresta via la mise en place de la cantine sociale (avec sa mise à disposition pour des événements, avec organisation de soirées et brunchs Yes We Camp), de chantiers participatifs, du camping.

Le porteur de projet, Yes We Camp, bénéficie d'une mise à disposition du terrain par le propriétaire, dans le cadre d'un contrat de louage d'une durée de 8 ans (31/12/2025) pouvant être reconduit annuellement par tacite reconduction, trois fois au maximum soit jusqu'au 31/12/2028.

Respect des priorités transversales (égalité hommes-femmes/développement durable/lutte contre les discriminations)

Développement durable : très bon

[requalification d'une ancienne carrière d'argile en espace végétalisé, intégration paysagère des équipements, prise en compte et gestion des risques naturels, gestion et optimisation des ressources (eau, énergie : phyto-épuration, production énergie solaire), valorisation des déchets organiques pour la production maraîchère et permaculture, expérimentation en habitation d'architecture bio-climatique]

Egalité des chances non-discrimination : moyennement bon

Egalité hommes-femmes : moyennement bon

Comme le montre la grille d'évaluation ci-dessus, ce projet est pertinent qualitativement. En effet, il adhère pleinement aux critères de sélection fixés dans notre priorité d'investissement PI8a, à savoir qu'il démontre une revitalisation économique du territoire et une implication des populations des quartiers ciblés, avec un projet pérenne dans le temps et économiquement viable.

◆ ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PROJET A LA PERFORMANCE FINANCIERE DU PROGRAMME (2,75/5)

> L'opération contribue-t-elle aux indicateurs financiers et/ou de réalisation ? Oui

La performance financière du projet est avérée.

En effet, le potentiel de certification est confirmé avec un montant sollicité FEDER de 407 600.00 € et une fin de réalisation prévue au 30/06/21. Mais aussi, l'indicateur de réalisation de la convention concerné (nombre d'entreprises bénéficiant d'un

soutien) est démontré
par le soutien de 12 porteurs de projet.

PROPOSITION DE NOTE SUR CE DOSSIER : 13.25/20

Motivation de l'avis (circonstancié, motivé et référence à la grille de notation) :

Ce projet soutient l'entrepreneuriat et stimule l'apprentissage et l'employabilité des habitants issus des Quartiers prioritaires. Il est innovant grâce aux secteurs d'activité qu'il propose aux porteurs de projet (à savoir l'agriculture urbaine et l'innovation écologique) mais aussi grâce à l'écosystème complet d'accompagnement qu'il met à disposition (équipe d'accueil, acteurs extérieurs expérimentés, espaces de travail pour mutualiser les compétences, contrepartie des porteurs soutenus par leurs actions de sensibilisation et leurs propositions de stage, d'apprentissage voire d'embauche pour les habitants des QPV).

AVIS DU COMITE DE SELECTION : FAVORABLE

NOTE FINALE POUR CE DOSSIER SUITE AU COMITE DE SELECTION : 13,25/20

27/02/2018 - G.COIGNARD (AG)

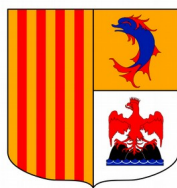
L'opération s'inscrit :

- dans le quatrième axe prioritaire du PO FEDER « Inclusion sociale par l'emploi »
- dans l'Objectif Thématique n°8 « promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'œuvre »
- dans la priorité d'investissement PI 8a qui tend à favoriser le développement d'activités et d'emplois dans les quartiers prioritaires politique de la ville

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi8a-2016 ITI MAMP-CT1.

De plus, le porteur de projet a transmis la convention d'occupation du terrain le 19/02/2018

Enfin, l'opération a obtenu un avis favorable du comité de sélection de l'ITI MAMP et une note finale de 13,25/20



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010210
Bénéficiaire :	78909427300024 MA PEAU CHERIE GROUP
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	78909427300024
Raison sociale :	MA PEAU CHERIE GROUP
Adresse :	BP 70422 83078 TOULON Cedex 09

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03a - Priorité d'investissement : Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises / AP01-OT03-PI03a-OS3a - Objectif spécifique : Renforcer la création d'entreprise, prioritairement dans les domaines d'activités stratégiques

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Développement d'un produit innovant de traitement des problèmes unguéaux et renforcement de son développement commercial
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Toulon principalement, dans les locaux de l'entreprise
Adresse :	Ma peau Chérie Group Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI3a : Renforcer la création d'entreprise, priori./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Contexte :</p> <p>Ma Peau Chérie Group est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits dermo -cosmétiques à base d'huiles essentielles et d'huiles végétales. Au travers de sa marque INDEMNE, la société réinvente les premières huiles essentielles prêtes à l'emploi. La gamme de produits s'articule autour de soins naturels exclusivement composés d'huiles essentielles et végétales pures et de très hautes qualités pour le traitement dermatologique des peaux atopiques, sensibles, irritées et « capricieuses ». Les produits allient à la fois la puissance des huiles essentielles et la douceur des huiles végétales.</p>

Aujourd'hui, un constat fort est présent de manière générale : une consommation plus saine et plus maîtrisée. Et plus particulièrement en cosmétique, la tendance est le retour au naturel.

Il y a un fort développement des cosmétiques naturels depuis ces dernières années et de nombreuses études le prouvent telle que dans le grand magazine de la consommation LSA commerce & consommation qui expose lors d'une étude de 2015, les chiffres suivants :

- + 10% la croissance annuelle mondiale jusqu'en 2019 pour les cosmétiques inspirés de la nature (source Kline 1)
- 12.6 milliards d'euros : le CA qu'atteindra le marché mondial des cosmétiques naturels et bio en 2020 (source Great Search Review)
- Une croissance continue en France (CA annuel en M€ des cosmétiques écologiques et bio de 2010 à 2014, en France, tous circuits) (source Cosmébio)

Même si notre pays n'est pas le meilleur élève, la croissance des cosmétiques Bio français est dynamique. Elle s'exprime via une distribution originale et puise sa légitimité dans des valeurs qui répondent aux inquiétudes environnementales et de santé du consommateur. Ma Peau Chérie Group s'inscrit également dans ces valeurs d'où son positionnement fort dans le naturel.

Ma Peau Chérie Group propose aux consommateurs non seulement des produits naturels, sans danger avec une éthique forte mais souhaite également leur apporter une efficacité sans faille et exploite alors des territoires et une innovation encore peu ou mal exploitée. C'est pourquoi elle a choisi de développer des produits à base d'huiles essentielles pour une activité efficace et sans danger.

L'évolution et la tendance du naturel se voit également par des salons qui se développent notamment le Natexpo afin de présenter au public de nombreuses marques, tendances du marché de la cosmétique naturelle.

Avec 10% de croissance par an attendue, les cosmétiques Bio restent un marché de niche qui se structure et se positionne à l'export. Les marques Françaises se multiplient (source site internet natexbio).

C'est pourquoi Ma Peau Chérie Group se montre originale et axe énormément son développement sur l'innovation afin de pouvoir se faire une place dans ce marché concurrentiel assez important.

La chimie verte prend alors le dessus petit à petit sur la pétrochimie et devient moteur d'innovation partout dans le monde afin de proposer de vraies alternatives.

Par ailleurs, nous pouvons constater de nombreuses créations de blog en tout genre dédiés exclusivement à la cosmétique et beauté naturelle privilégiant la mise en avant et la publicité de marques naturelles et plus écologiques.

Ainsi, cela montre clairement la tendance et l'envie de nos chères consommatrices d'aujourd'hui et de demain de se tourner progressivement vers une consommation plus saine.

Ma Peau Chérie Group est donc clairement dans l'air du temps et son positionnement a des perspectives d'évolution très favorables.

Même le célèbre magazine Marie Claire se met à la page et fait le point sur les tendances conso qui se tournent vers le naturel. Elle met l'accent sur les ingrédients d'origine naturelle ou biologique, des emballages biodégradables respectant les normes écologiques...

Adieu les additifs, les colorants, les parabènes et autres ingrédients artificiels, aujourd'hui nos placards et trousse de beauté regorgent de cosmétiques presque intégralement composés d'ingrédients d'origine naturelle voire issus de l'agriculture biologique (source Marie Claire, article dans la catégorie beauté > soin du visage).

Ma Peau Chérie Group va encore plus loin et joue sur une cosmétique décomplexée avec un parti pris très humoristique afin de dédramatiser les problèmes de peaux et apporter aux consommateurs un véritable confort et plaisir : gaieté, légèreté dans les intitulés produits. Couleurs et dynamisme dans les packagings.

Un langage et une communication positive pour un duo performance / bonne humeur est au cœur du développement produit de Ma Peau Chérie Group.

De plus, les huiles

essentielles est un marché mondial en forte croissance. Parfumerie, alimentaire et aromathérapie : autant de destinations pour un marché des huiles essentielles dont la production mondiale, en croissance régulière, est estimée à plus de 110 000 tonnes. Les domaines des parfums et de la cosmétique bénéficient de fondamentaux solides.

Les huiles essentielles sont réellement des produits « tendance ». La demande en huiles essentielles évolue année après année pour plusieurs raisons : une demande croissante de la part des consommateurs de produits naturels, si bien que les huiles essentielles deviennent aujourd'hui un produit « tendance ».

Là encore Ma Peau Chérie Group est légitime à réaliser de tels développements et d'axer son développement d'actifs avec les huiles essentielles au vu des tendances marché fortes.

Par ailleurs Ma Peau Chérie Group a de fortes valeurs et le prouve au travers de logo tels que PETA (aucun test sur les animaux et aucune matière animale dans les produits), Origine France Garantie, Slowcosmétique (logo qui repose sur valeurs éthiques et environnementales, des produits naturels bons pour l'environnement et le consommateur). D'ailleurs, l'association Slowcosmétique prouve encore une fois la tendance de l'évolution des produits naturels et de la préoccupation des consommateurs.

Présentation synthétique du projet :

MA PEAU CHERIE GROUP a deux axes stratégiques de développement :

- Poursuite de ses développements R&D (conception d'un produit innovant de traitement des problèmes unguéaux).
- Renforcement de son développement commercial par ses réseaux de distribution permettant d'augmenter la commercialisation de ses produits.

1- Poursuite de ses développements R&D :

Développement de vernis à ongle naturels à base d'actifs d'huiles essentielles (du bassin méditerranéen) pour le traitement spécifique des problèmes des ongles (psoriasis, mycose, dédoublement, lichen, ...). Ce développement sera réalisé avec l'Université de Nice (Institut de Chimie de Nice), collaboration avec des post doctorants.

Cette démarche de R&D présente un enjeu sociétal lié à une problématique de santé non résolue, la particularité du produit qui sera développé est qu'il apportera à la fois une solution de traitement mais également une solution esthétique.

2- Renforcement de son développement commercial par ses réseaux de distribution permettant d'augmenter la commercialisation de ses produits :

Mise en place d'une stratégie de développement WEB professionnel sur l'Europe (d'ores et déjà existant sur le marché français). 2017 : marchés anglophones européens (UK, Irlande, Jersey et Malte). 2018-2019 déploiement sur l'Allemagne, Italie et Espagne.

L'enjeu réside dans la création de l'emploi local sur le Var, par un développement de la commercialisation web sur l'ensemble des pays européens.

Objectifs recherchés :

Objectifs principaux :

- Poursuite des développements d'un produit innovant par le maintien d'une stratégie R&D en collaboration avec l'Université de Nice et particulièrement des post doctorants (Institut de Chimie de Nice). Ce développement R&D permettra la formulation innovante d'un produit de traitement de problématiques de l'ongle, les solutions actuelles pour ces problèmes unguéaux sont exclusivement traitées par produits pétrochimiques. L'objectif de MA PEAU CHERIE GROUP est d'apporter une solution alternative à base d'huiles essentielles du bassin méditerranéen. De plus au-delà des vertues curatives, MA PEAU CHERIE GROUP souhaite apporter une réponse esthétique à cette problématique (solution qui permettra de colorer les ongles atteints par ce type de problématique).
- Renforcer notre positionnement sur les réseaux sociaux et site internet pour développer les ventes sur ce canal de distribution digital. L'objectif étant un doublement du CA sur la durée du programme (CA 2016 : 586K€ / CA 2018 : 1071K€). Ce déploiement commercial via une politique offensive digitale, est intégré à la stratégie RSE de ma PEAU CHERIE GROUP, qui souhaite maintenir sa dynamique de développement tout en maîtrisant son impact environnemental.

MA PEAU CHERIE GROUP, articule son développement avec une création d'emplois et de richesse sur son territoire (PACA), en effet l'ensemble des recrutements se feront en région PACA, la collaboration pour les développements R&D sera également réalisée en Région PACA (Nice). Et enfin les matières premières principales de l'actif seront issues du milieu écologique de PACA.

Les objectifs principaux attendus par le financement FEDER sont triples :

1. D'une part un effet de levier financier fort apportant une accélération du développement tant en R&D que sur le déploiement sur les marchés européens.
2. D'autre part un renforcement de la pérennité de l'entreprise, jeune société qui grâce au développement rendu possible par ce financement FEDER va conforter sa place d'expert en produits de dermo cosmétiques naturels sur ses marchés.
3. Enfin un changement de dimensionnement économique, de TPE, MA PEAU CHERIE GROUP devient PME grâce à ses embauches réalisées sur le territoire PACA et notamment sur l'aire toulonnaise.

Marchés visés :

France et Europe (UK, Irlande, Jersey, Malte, Allemagne, Espagne, Italie)

Résultats escomptés (cible visée)

Marchés visés :

Déploiement progressif d'une politique commerciale de WEB professionnel sur l'Europe (d'ores et déjà existante sur le marché français). MA PEAU CHERIE GROUP a d'ailleurs réussi sa transition numérique sur le marché français en 2015 et a à ce titre été récompensée du 1er prix de l'Union Patronale du Var lors du salon VAR UP 2015.

Le déploiement va se réaliser selon le calendrier suivant :

- 2017 : marchés anglophones européens (UK, Irlande, Jersey et Malte).
- 2018-2019 déploiement sur l'Allemagne, Italie et Espagne.

Les publics visés sont les pharmacies, parapharmacies, magasins bio, les concepts stores et instituts de beauté.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/12/2018
<p>- Le projet s'échelonne sur 24 mois, avec un démarrage prévu en Janvier 2017.</p> <p>Quadrimestre 1 à 3 : Renforcement de son développement commercial par ses réseaux de distribution (Web professionnel) marchés anglophones européens (UK, Irlande, Jersey et Malte)</p> <p>Quadrimestre 4 à 6 : Déploiement WEB professionnel sur l'Allemagne, Italie et Espagne</p> <p>Quadrimestre 2 à 6 : Développement d'un traitement spécifique pour les problèmes des ongles (psoriasis, mycose, dédoublement, lichen...). Ce développement sera réalisé avec l'Université de Nice (Institut de Chimie de Nice), collaboration avec des post doctorants.</p>		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	31 422,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	159 350,00 €
Etudes, Evaluation, Frais de conseil, expertise technique, juridique, comptable, financier, Installation et maintenance, Location, sous traitance...			
Total :			190 772,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40390 / Régime cadre exempté d'aide en faveur de l'accès au financement des PME	50,00	95 386,00			
Total co-financier				50,00	95 386,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	95 386,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	190 772,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 1er axe prioritaire du PO FEDER « Recherche, Innovation, PME »
- dans l'Objectif Thématique n°03 « Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) »
- dans la priorité d'investissement PI 03a qui vise à « Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises »

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Aide Directe aux Entreprises (ADPME) PI03a-2016.

De plus, l'opération a obtenu une note de 13/20.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 13/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010211
Bénéficiaire :	78942066800012 association YES WE CAMP
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	78942066800012
Raison sociale :	association YES WE CAMP
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-MPM - Sous action : Sous action rattachée à Marseille Provence Métropole

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Station FORESTA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Parc urbain Foresta
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI9a-MPM : Améliorer l'employabilité des habitant./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Métropole Aix Marseille Provence est sans doute l'une des métropoles aux contrastes les plus saisissants, que ce soit en termes de diagnostic économique, social et territorial ; cette réalité est encore plus marquée sur le secteur littoral Nord. En dépit de grands travaux et de la dynamique de transformation urbaine impulsée sur ces quartiers depuis les années 80, ce territoire demeure encore très enclavé et stigmatisé.</p> <p>Avec son tissu urbain où cohabitent noyaux villageois, grands ensembles, petites résidences sécurisées, et zones d'activité, ce secteur manque de cohérence et de lisibilité. Les espaces naturels y sont rares et quand ils sont présents, ils sont souvent appropriés par des usages générateurs de nuisances : décharges sauvages, sports mécaniques, aires de vie pour les</p>

populations
marginalisées.

Pourtant ce territoire recèle de réels atouts : une grande richesse culturelle grâce au métissage des cultures en présence, une vie associative inscrite dans la tradition des cultures ouvrières qui en font toute sa richesse, une façade maritime d'une extrême beauté, et un tissu économique dense et diversifié (Tpe-PME-ETI, près de 18 500 établissements et grandes entreprises patrimoniales tels Beuchat, Ricard..., dans des filières stratégiques pour la Région, notamment l'industrie du futur et la silver economy).

Mais force est de constater que si ce territoire concentre aujourd'hui plus de 34 000 emplois (AGAM – Conseil municipal exceptionnel sur l'Emploi – juin 2016), les populations des quartiers éprouvent de grandes difficultés à s'insérer dans la dynamique métropolitaine et à accéder à ces emplois (taux d'activité bien inférieur à la moyenne de MAMP), du fait de sa non qualification (22% de jeunes non diplômés, c'est le plus fort taux des 15 principales zones d'emploi en France, faible taux de scolarisation des jeunes de -25 ans qui atteint péniblement les 44%), de sa non mobilité (Taux de permis : 57% contre 86% dans MAMP), et du fait qu'elles cumulent un grand nombre de problématiques (logement vétuste, grande pauvreté... 49% de la population vivant sous le seuil de pauvreté). C'est une des grandes caractéristiques de la population locale : vulnérable à plusieurs titres, de par sa situation économique, médicale, parfois, son âge (vieillesse et enfance) et encore trop souvent, son isolement (avéré ou non).

Pour que cette réalité ne soit plus une fatalité, nous souhaitons proposer une série de dispositifs ayant comme objectifs la lutte contre l'exclusion et le développement personnel des habitants du quartier, avec in fine l'objectif de lever un maximum de freins à l'emploi.

Le projet global FORESTA, vise à la fois à agir sur la cohésion locale (par le déploiement de services au bénéfice direct des habitants des quartiers riverains) et à avoir un impact métropolitain (en terme d'image pour les quartiers Nord de Marseille). Pour cela, FORESTA développe un volet insertion et animation sociale mis en œuvre pour les habitants des quartiers situés à proximité du site, objet de la présente demande, la Station FORESTA, mais également :

- un volet accompagnement au développement de projets entrepreneuriaux de plein air, l'Incubateur FORESTA,
- un volet événementiel pour attirer également sur le site des populations non riveraines et des visiteurs touristiques.

Objectifs recherchés :

Aujourd'hui Yes We Camp dispose d'un terrain de 4,4 hectares au carrefour des 8 quartiers "politique de la ville" dans les secteurs Nord Littoral Est et Nord Littoral Ouest.

Au sein d'un projet de parc qui favorise l'inclusion et la mixité sociale, l'association propose de se concentrer tout particulièrement sur les problématiques des habitants des quartiers riverains en créant une infrastructure sanitaire et sociale où se croisent des modules, des acteurs compétents et des espaces pouvant répondre à leurs besoins de manière plus personnalisée et les accompagner progressivement sur le chemin de l'emploi.

objectifs visés

- Construire une infrastructure sociale et sanitaire qui permet de répondre aux besoins des habitants des quartiers prioritaires en proposant des espaces et des services de proximité

Souhaitant tisser des liens et créer un véritable maillage avec les associations de quartier, du territoire, les établissements scolaires (primaires, collèges, lycées), les centres sociaux, la Station Foresta s'adresse d'abord à des personnes dites vulnérables de par leur situation économique (pauvreté) et/ ou de par leur isolement social mais désire créer une dynamique d'entraide et de vouloir-vivre collectif en associant un public large d'âges et d'horizons sociaux différents : touristes, visiteurs, créateurs en résidence, habitants de la métropole...

Résultats escomptés (cible visée)

objectifs visés

- Construire une infrastructure sociale et sanitaire qui permet de répondre aux besoins des habitants des quartiers prioritaires en proposant des espaces et des services de proximité

Résultats attendus

Construction de la Station Foresta

→ Surface bâtie habitable : 493m² ; préau de 81m²; 240m² de terrasse / répartis comme suit :



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Une cantine, dotée

- d'une cuisine professionnelle, (169m²+200m² terrasse)
- une salle d'étude / bibliothèque polyvalente : (162m²+ 81m² de préau)
- des bureaux pour l'équipe de la Station Foresta (81m²+ 40m² terrasse)
- des vestiaires et sanitaires (81m²)

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/07/2018

Fin : 30/06/2021

Le calendrier prévoit une livraison définitive des locaux dédiés à la station FORESTA en mai 2020.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	13 110,00 €
Inauguration et tracts			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	54 480,00 €
Poste de coordination			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	371 232,00 €
Construction et aménagement des locaux			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	54 328,00 €
Equipements de la Station			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	36 200,00 €
Terrasses extérieures et préau			
Dépenses en nature	Indirect	Fonctionnement	63 108,00 €
Mise à disposition du terrain			
Total :			592 458,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	296 229,00			
Total co-financier				50,00	296 229,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	296 229,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	592 458,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

13/02/2018 - G. COIGNARD (AG)

L'opération s'inscrit :

- dans le quatrième axe prioritaire du PO FEDER « Inclusion sociale par l'emploi »
- dans l'Objectif Thématique n°8 « promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'œuvre »
- dans la priorité d'investissement PI 8a qui tend à favoriser le développement d'activités et d'emplois dans les quartiers prioritaires politique de la ville

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi8a-2016 ITI MAMP-CT1.

La convention d'occupation du terrain (convention de mise à disposition, contrat de louage...) n'a pas encore été transmise par le porteur à la date de transmission de ce document à l'OI. Cette pièce sera nécessaire pour finaliser la programmation de l'opération.

13/02/2018 - V.WALLAERT (OI)

◆ CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE LA STRATEGIE URBAINE INTEGREE (5/5)

> L'opération contribue-t-elle à la dimension « emploi » de la Stratégie ? Oui

Ce projet a l'ambition d'améliorer l'employabilité des habitants issus des QPV grâce à des plans d'inclusion sociale établis et qui sont les suivants :

- Disposer d'une aide à la parentalité par un service de garde d'enfants innovant (offrant des horaires amples), pour subvenir au manque d'espace de garde actuel. Cela facilitera l'obtention d'un emploi pour des familles monoparentales ou ne bénéficiant pas de garderie aux horaires souples.
 - Prévenir le décrochage scolaire et stimuler l'appétence au savoir des jeunes par une aide aux devoirs et à l'étude (mise à disposition d'outils informatiques, de méthodes de travail) pour favoriser de meilleurs niveaux de formation, et faciliter ainsi l'accès à l'emploi. Cette aide sera accessible aux jeunes mais aussi aux parents d'élèves scolarisés dont la maîtrise de la langue rend difficile l'accompagnement de leurs enfants.
- Peu d'équipements pour étudier sont ouverts dans des horaires correspondants aux plages horaires disponibles des élèves. Pour pallier à cela, la salle d'étude / bibliothèque proposera de larges plages horaires.
- Installer une cantine avec sa cuisine équipée, pour permettre à quiconque le souhaitant d'y cuisiner, vendre et servir des repas à des prix très abordables, mais aussi pour servir de support de formation et d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi ou en reconversion.
 - Instaurer des jours dédiés à l'accueil d'acteurs compétents en matière de santé, d'administration, de procédures juridiques pour pallier à un manque de lisibilité des habitants des QPV sur les acteurs, les dispositifs administratifs et donner des solutions aux problèmes du quotidien.

> L'opération contribue-t-elle à l'une des trois Priorités d'Investissement de la Stratégie : Développement des activités et des emplois (PI8a), Amélioration de l'employabilité des habitants (PI9a) et Développement d'une offre de mobilité propre et durable (PI4e) : en termes de contenu, de résultats visés et de financement dédiés ? Oui

L'appel à projet PI9a soutient des services sociaux proposés aux habitants des Quartiers prioritaires pour lever des obstacles à leur employabilité ou limiter un absentéisme pénalisant leur parcours professionnel. A cette fin, des créations ou aménagements d'infrastructures sanitaires et sociales doivent être envisagées pour faciliter l'accès ou le retour à l'emploi.

Ce projet présente la création d'une infrastructure sanitaire et sociale qui répond aux exigences de l'appel PI9a grâce à ses trois piliers d'actions :

- Répondre aux urgences et problématiques du quotidien par la mise en place de services de proximité, à savoir la garde d'enfant, l'aide à la parentalité et le recours aux droits ;
- Valoriser les aptitudes, les compétences, les qualités humaines par le biais de larges plages horaires d'une salle d'étude /

bibliothèque, d'outils

pour l'apprentissage de la cuisine, de l'accès à des repas sains à un prix abordable ;

- Soutenir la vie associative locale grâce à des espaces mis à disposition à des acteurs multiples (associations et structures œuvrant sur le même territoire pour une mobilisation plus large des bénéficiaires).

◆ ANALYSE DE LA QUALITÉ DU PROJET (7,75/10)

> Adéquation du projet à un besoin social avéré (accès à des services sociaux, de soins...)

Adéquation forte

D'un point de vue général, le contrat de ville identifie un besoin dans les QPV de plateformes rassemblant différents types d'accompagnements pour les habitants. Le projet Station Foresta vise à ainsi à créer des espaces plateforme (493 m² de locaux + 240 m² de terrasse et 81 m² de préau) où des acteurs compétents et techniques peuvent venir proposer des services de proximité adaptés aux besoins des habitants.

Le projet répond à des besoins sociaux avérés en proposant des services aux habitants tels que garde d'enfants à des horaires adaptés, soutien scolaire, salle d'étude, bibliothèque polyvalente, accès au droit, cantine sociale.

Le diagnostic du porteur de projet est juste et complet au regard des problématiques de populations ciblées, en particulier en ce qui concerne l'emploi. Ainsi, le projet vise à favoriser l'inclusion comprise comme la rencontre entre différents types de publics : diversité générationnelle, diversité sociale et culturelle, diversité d'usages d'un site à multiple vocations.

> Projet contribuant à lever les obstacles à l'employabilité des populations issues des quartiers prioritaires

Impact moyen

Le projet vise à créer des espaces et des outils permettant la formation et l'insertion professionnelle.

La cantine, dotée d'une cuisine professionnelle est présentée comme un outil pour apprendre, cuisiner et vendre et se veut ainsi comme un support de formation et d'insertion pour des personnes éloignées de l'emploi et en reconversion.

Autre outil favorisant l'employabilité : l'espace calme pour favoriser l'appétence aux savoirs et aux apprentissages des jeunes en décrochage, en échec scolaire et les allophones. On peut citer la salle d'étude et la bibliothèque polyvalente pour lire et étudier.

> Respect des priorités transversales (égalité hommes – femmes / développement durable / lutte contre les discriminations)

Egalité hommes-femmes : moyennement bon avec ateliers parentalité

Lutte contre les discriminations : très bon avec une prise en compte de la discrimination territoriale à travers un projet permettant l'inclusion de différentes formes de publics (générationnels, sociaux, culturels, territoriaux).

Développement durable : très bon avec l'innovation écologique prévue pour les bâtiments (architecture bioclimatique, énergie locale, biodiversité, respect de l'écosystème naturel). Lien ici avec FORESTA Incubateur comprenant notamment des cultures aquaponiques etc l'écosystème naturel). Lien ici avec FORESTA Incubateur comprenant notamment des cultures aquaponiques etc

Comme le montre la grille d'évaluation ci-dessus, ce projet est pertinent qualitativement. En effet, il remplit les critères fixés dans notre priorité d'investissement PI9a, en répondant pleinement à un besoin social avéré et en permettant de lever des obstacles à l'employabilité pour les populations des QPV.

◆ ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PROJET À LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DU PROGRAMME (4/5)

> L'opération contribue-t-elle aux indicateurs financiers et/ou de réalisation Oui

La performance financière du projet est avérée.

En effet, le potentiel de certification est confirmé avec un montant sollicité FEDER de 296 229.00 € et une fin de réalisation prévue au 30/06/21. Enfin, l'indicateur de réalisation de la convention concerné (espaces bâtis ou réhabilités à des fins de services sociaux) est démontré par la réhabilitation de 493m² de surface habitable, de 81m² de préau et de 240m² de terrasse.

PROPOSITION DE NOTE SUR CE DOSSIER : 16.75 /20

Motivation de l'avis (circonstancié, motivé et référence à la grille de notation) :

Le projet Station FORESTA est géographiquement très stratégique puisqu'il s'implante sur un vaste terrain de 4,4 hectares situé à la confluence de plusieurs QPV, dont deux particulièrement ciblés sur cette opération. Il est également très innovant sur le plan structurel puisqu'il met à disposition des habitants des QPV une large palette de services de proximité, d'espaces et d'outils enclins à la formation et l'employabilité pour une l'inclusion sociale et une mixité des publics efficaces et avérées.

AVIS DU COMITÉ DE SÉLECTION : FAVORABLE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



NOTE FINALE POUR CE DOSSIER SUITE AU COMITE DE SELECTION : 16.75/20

27/02/2018 - G. COIGNARD (AG)

L'opération s'inscrit :

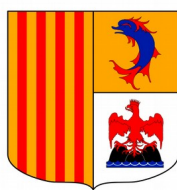
- dans le quatrième axe prioritaire du PO FEDER « Inclusion sociale par l'emploi »
- dans l'Objectif Thématique n°9 « améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires »
- dans la priorité d'investissement PI 9a qui tend à favoriser le développement d'infrastructures sociales et sanitaires dans les quartiers prioritaires

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi9a-2016 ITI MAMP-CT1.

De plus, la convention d'occupation du terrain a été transmise le 19/02/2018.

Enfin, l'opération a obtenu un avis favorable du comité de sélection de l'ITI MAMP et une note finale de 16,75/20

AVIS FAVORABLE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010221
Bénéficiaire :	78913080400014 GARAGE CAYOL
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	78913080400014
Raison sociale :	GARAGE CAYOL
Adresse :	13014 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-MPM - Sous action : Sous action rattachée à Marseille Provence Métropole

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	SELF GARAGE 14
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	SARL CAYOL Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI9a-MPM : Améliorer l'employabilité des habitant./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Avec un quart des habitants vivant sous le seuil de pauvreté, établi à 989€ par mois pour un adulte, Marseille est considérée comme la capitale de la pauvreté. Cinq de ces arrondissements dont le 14ème, font partie des onze plus pauvres de France selon une étude de l'INSEE. La région PACA figure elle même au 4ème rang des régions les plus touchées par la pauvreté avec un taux de 16,9% sur les six départements qui la composent.</p> <p>A elle seule, Marseille concentre 35 quartiers prioritaires dont les Arnavaux, quartier dans lequel se trouve le garage Cayol.</p>

Au sein du conseil de

territoire 1 de la métropole Aix Marseille Provence (ex Marseille Provence Métropole), en 2012, les territoires prioritaires dénombrent 34 044 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues soit 36% de MAMP - CT1. Seulement 43% de la population en âge de travailler et résidant dans les quartiers prioritaires, occupent un emploi.

L'un des facteurs de cet important taux de chômage repose sur le problème de la mobilité. Le flux domicile-travail est en constante augmentation. Les habitants des quartiers Nord de Marseille ont très difficilement accès aux pôles d'emploi métropolitains tels que Marignane, Aix, Vitrolles... L'usage des transports en commun au sein de ces quartiers sensibles est aussi un problème. Certaines citées, comme La Savine, sont très mal desservies et sont un frein réel à l'employabilité des habitants de ces quartiers.

Le garage Cayol compte parmi ses clients une faible part des habitants du quartier. La principale cause étant le coût de l'entretien. Il en ressort que ces clients emmènent leur véhicules lorsqu'ils n'ont plus le choix et qu'ils sont obligés de faire appel à un professionnel. Les véhicules sont mal, voir pas entretenus, et présentent pour certains une dangerosité importante. Les frais sont alors multipliés et sont une charge lourde pour le client.

Une partie de la surface du garage étant actuellement inexploitée, l'idée d'un self garage est apparue comme une opportunité pour le garage comme pour les habitants du quartier. Il s'agit de donner une chance, aux habitants des quartiers défavorisés, de pouvoir réparer et entretenir leurs véhicules à bas coût mais également d'accéder à la location de véhicules à des conditions privilégiées.

Objectifs recherchés :

Dans le 14ème arrondissement, comme dans les arrondissements alentours, la forte précarité des populations qui y résident cumulent des difficultés financières, sociales et d'accès à l'emploi que n'arrivent pas à compenser les atouts d'une population jeune, dotée d'un fort dynamisme entrepreneurial.

L'augmentation du coût de la mobilité exclu des ménages modestes d'un certain nombre d'offres d'emploi. Notre objectif est de favoriser la mobilité de ces personnes à faibles revenus, et particulièrement les chômeurs, pour faciliter leur accès/retour à l'emploi.

De fait, plusieurs objectifs sont recherchés dans ce projet :

- la création d'un self garage qui permettra de mettre à disposition du matériel afin de réaliser les réparations sur son véhicule soit même. La location du matériel se fera à des prix à bas coût permettant de profiter d'un matériel professionnel auquel ils n'ont normalement pas accès. Ils pourront également prendre conseil auprès de nos techniciens qui superviseront la prestation effectuée.

Le second objectif de ce self garage est de pouvoir faire appel à un mécanicien à "prix social" défini en fonction des revenus. Cette intervention devra se faire sur rendez-vous.

- La création d'un service de location de véhicules à destination des personnes sans emploi, en recherche active, en insertion, qui, dans le cadre d'une formation ou d'un emploi, rencontrent des problématiques de mobilité. Ce dispositif réservé prioritairement aux demandeurs d'emploi permettra de louer à la journée, à la semaine ou au mois à bas coût un véhicule. Le service de location comprendra un véhicule utilitaire à destination d'un jeune entrepreneur afin de le "soulager" du poste de dépense que représente l'acquisition d'un véhicule pour un artisan créateur d'entreprise en début d'activité.

Résultats escomptés (cible visée)

L'ouverture du self garage à destination des populations à faible revenus augmentera l'employabilité des habitants de ces quartiers.

Une partie de notre local soit 100m2 sera mis à disposition du self garage pour 3 à 5 jours par semaine en fonction de la demande que nous aurons. L'utilisation du self garage se fera sous condition de revenus avec justificatifs à l'appui (avis d'impôt sur le revenu, attestation allocation chômage..).

Nous comptons approcher les 300 interventions sur véhicules dès la première année.

Le service de location de véhicule devrait connaître un franc succès.

Initialement deux des véhicules seront destinés prioritairement à de la location à courte durée (un jour à une semaine) pour les

personnes devant se

rendre à des formations, entretiens....

Un véhicule sera loué sur des durées plus longues (location au mois privilégiée) ce qui permettra aux personnes ayant trouvé un emploi (ou en formation longue) de pouvoir se déplacer à moindre frais jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité de s'acheter un moyen de locomotion. Enfin le dernier véhicule sera un utilitaire loué à de jeunes entrepreneurs sur une durée plus ou moins longue en fonction de leurs besoins.

Nous comptons pouvoir louer l'utilitaire et le véhicule destiné à la location longue durée à au moins quatre personnes par an. Les véhicules de catégorie A en location de courte durée à au moins 20 personnes

Pour le cas où le self garage se développerait, l'embauche d'un mécanicien supplémentaire sera envisagée.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/03/2018

Fin : 31/12/2019

Le phasage du projet se déroule en trois étapes:

Du 01 mars 2017 au 1er juin 2018: mise en oeuvre des travaux nécessaires à la création du self-garage : création de la fosse permettant les réparations mécaniques sous les véhicules, aménagement de la cour pour réceptionner les véhicules en toute sécurité et pour garer les véhicules en location. Mise aux normes de sécurité et mises aux normes électriques. Installation du pont et de l'extracteur d'air.

1er mai au 1er août 2018: achat du matériel et des outils nécessaires à l'ouverture du self-garage.

1er juin 2018: commande des véhicules de location pour mise en service au 1er septembre pour l'ouverture du self garage.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération Evénements, Promotion, Publication	Direct	Investissement	6 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel mise aux normes électriques, achat matériel et outils, rénovation cour, création fosse, pont, système extracteur gaz	Direct	Investissement	288 370,00 €
Total :			294 370,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		1407-2013 / Règlement des aides de-minimis	50,00	147 185,00			
Total co-financier				50,00	147 185,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	147 185,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	294 370,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Avis AG 12/02/2018 F.BOUVIER

L'opération s'inscrit :

- dans le 4ème axe prioritaire du PO FEDER «Inclusion sociale par l'emploi»
 - dans l'Objectif Thématique n°9 « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination»
 - dans la priorité d'investissement PI 9a qui vise à «Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI9a-2016.

L'opération aura un impact sur les habitants des quartiers politique de la ville

Avis ITI- MAMP 14/02/2018 V.WALLAERT

CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE LA STRATEGIE URBAINE INTEGREE NOTE : 2.5/5

L'opération contribue-t-elle à la dimension « emploi » de la Stratégie ? Oui

Le Self garage 14 permettra de pouvoir réparer ou entretenir des véhicules à moindre coût, et donc de valoriser la mobilité dans des secteurs qui ne sont pas ou peu desservis par les transports en commun.

Cela favorisera le déplacement des habitants des QPV et sera un moyen de pérenniser leurs emplois hors de leurs quartiers ou dans des bassins hors de Marseille. La perspective de désenclavement est visée.

L'opération contribue-t-elle à l'une des trois Priorités d'Investissement de la Stratégie : Développement des activités et des emplois (PI8a), Amélioration de l'employabilité des habitants (PI9a) et Développement d'une offre de mobilité propre et durable (PI4e) : en termes de contenu, de résultats visés et de financement dédiés ? Oui

La population des QPV est caractérisée par un public jeune, sans emploi, en grande précarité économique. L'appel à projet PI9a vise donc à lever certains obstacles de leur employabilité.

Ce projet Self garage 14 permet de mettre en place un service social qui bénéficiera aux habitants des QPV pour qu'ils puissent réparer et entretenir leur véhicule à bas coût et en fonction de leurs revenus.

Ce self garage repose sur un pont auto, une fosse et tous les outils nécessaires pour des particuliers qui souhaitent s'occuper eux-mêmes de leurs véhicules.

Marseille ne possède qu'un seul garage solidaire dans le 3ème arrondissement alors que les problèmes de transport restent un des freins majeurs de l'employabilité dans le secteur des QPV. Ce projet rentre donc dans les actions soutenues par l'appel puisqu'il favorisera l'inclusion sociale des habitants et leur employabilité par une aide à la mobilité.

ANALYSE DE LA QUALITE DU PROJET NOTE : 5.5/10

2- Critères relatifs à la qualité du projet

Adéquation du projet à un besoin social avéré (accès à des services sociaux, de soins...)

Adéquation moyenne. La mobilité constitue clairement un frein majeur à l'employabilité des personnes habitants dans les QPV. En proposant des tarifs préférentiels aux habitants des QPV, le projet vise à répondre à ce besoin. Le projet répond également au besoin d'une offre alternative à l'offre commerciale classique dans les QPV Marseille Nord. A ce jour, on compte à proximité un garage solidaire dans le 3ème arrondissement. Le projet contribuerait à compléter cette offre. NOTE : 2.25

Projet contribuant à lever les obstacles à l'employabilité des populations issues des quartiers prioritaires Adéquation moyenne. La mobilité est un facteur important d'employabilité. Toutefois, le projet ne comprend pas de volet accompagnement spécifique. Le porteur de projet a pris contact avec la mission locale et les centres sociaux du secteur, mais à ce stade il n'y a pas encore de convention signée. Le porteur de projet est également en contact avec le CIQ qui soutient l'initiative de self garage. Un grand nombre d'habitants des QPV n'ont pas de véhicule. NOTE : 2.25

Respect des priorités transversales (égalité hommes – femmes / développement durable / lutte contre les discriminations)
Egalité homme-femmes : moyennement bon

Egalité des chances et

non-discrimination : moyennement bon

Développement durable : moyennement bon, avec mise en place de travaux pour le traitement des gaz par extracteur et traitement des déchets spécifiques. NOTE : 1

TOTAL : 5,5/10

Comme le montre la grille d'évaluation ci-dessus, ce projet est pertinent qualitativement. En effet, il remplit les critères fixés dans notre priorité d'investissement PI9a, en répondant à un besoin social et en permettant de lever des obstacles à l'employabilité pour les populations des QPV.

ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PROJET A LA PERFORMANCE FINANCIERE DU PROGRAMME NOTE : 2,75/5

L'opération contribue-t-elle aux indicateurs financiers et/ou de réalisation? Oui

La performance financière du projet est avérée.

En effet, le potentiel de certification est confirmé avec un montant sollicité FEDER de 147 185.00 € et une fin de réalisation prévue au 31/12/19. Enfin, l'indicateur de réalisation de la convention concerné (espaces bâtis ou réhabilités à des fins de services sociaux) est démontré par la réhabilitation de 140m².

NOTE FINALE : 10,75/20

Ce projet propose une alternative intéressante pour aider à désenclaver le Quartier prioritaire « Centre ville Canet Arnavaux Jean Jaures » et lever un frein à l'employabilité de ses habitants (dû aux difficultés de mobilité dans des secteurs pas ou peu desservis par les transports en commun.

AVIS AG 23/02/2018 F.BOUVIER

L'opération s'inscrit :

- dans le 4ème axe prioritaire du PO FEDER «Inclusion sociale par l'emploi»
- dans l'Objectif Thématique n°9 « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination»
- dans la priorité d'investissement PI 9a qui vise à «Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité »
-

De plus, elle est éligible à l'ensemble des critères de l'appel à propositions PI9a-2016 ITI MAMP-CT1

L'opération aura un impact sur les habitants des quartiers politique de la ville

Enfin, l'opération a obtenu un avis favorable du comité de sélection de l'ITI MAMP et une note finale de 10,75/20.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010654
Bénéficiaire :	24840023600068 COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DE RHONE ET OUVEZE (CCPRO)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	24840023600068
Raison sociale :	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DE RHONE ET OUVEZE (CCPRO)
Adresse :	BP 50 082 84370 BEDARRIDES

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PARC RELAIS DE LA GARE D'ORANGE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	SUR LE SITE DE LA GARE FERROVIAIRE D'ORANGE
Adresse :	SNCF Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>La gare ferroviaire d'Orange située à l'extrémité d'une voie en impasse n'offre que quelques stationnements en front de bâtiment voyageur SNCF, et ne présente pas de continuité avec la ville en modes doux de déplacement. Par ailleurs, les cars interurbains disposent d'arrêts fortement éloignés de la gare (1,5km).</p> <p>Certains cars et bus font demi-tour devant le bâtiment, là où doivent cheminer les piétons. D'autres font demi-tour sur les terrains de la SNCF situés à l'arrière de la gare, générant conflits d'usages et dangerosité. A défaut d'offre de stationnement, une zone de stationnement sauvage non sécurisée s'est développée sur les terrains SNCF, attenants aux voies ferrées sans aucune organisation ni protection.</p>

Le projet global consiste à créer un pôle d'échanges multimodal sur le site de la gare ferroviaire d'Orange, regroupant en un seul lieu tous les modes de transports doux et collectifs, offrant un espace de stationnement sécurisé réservé aux usagers des transports en commun.

Le projet objet de la présente candidature se limite au périmètre d'intermodalité à savoir : création d'un parc relais, d'une gare routière, d'une intermodalité et d'une accessibilité multimodale à la gare ferroviaire d'ORANGE.

Objectifs recherchés :

- Créer une intermodalité inexistante aujourd'hui, en regroupant tous les modes de transports sur un seul site et en rendant l'ensemble accessible et sécurisé selon les normes en vigueur
- Permettre le rabattement vers les modes de transports doux et collectifs
- Augmenter l'usage des transports en commun

Le développement soutenable de la ville, prévu dans ce secteur au P.L.U., sera assuré par :

- Le rabattement vers les transports en commun et l'amélioration de la gestion pluviale du secteur
- La fluidification et la sécurisation des circulations
- L'embellissement des espaces publics
- La requalification d'anciennes friches industrielles

Résultats escomptés (cible visée)

- Un parc relais pour les véhicules particuliers dédié aux usagers des transports en commun à proximité des gares routière et ferroviaire, suffisamment dimensionné pour un pôle d'échanges de l'envergure d'ORANGE dont l'usage est voué à se développer
- Une gare routière de 6 quais avec accès sécurisé
- Une voie d'accès qualitative continue entre les équipements que sont : le parc relais, les quais de gare routière et le bâtiment voyageurs SNCF, comprenant une chaussée pour tous véhicules, trottoirs aux normes et espace mixte piétons cycles accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite
- Un parvis d'accès au bâtiment voyageurs
- Un abri-vélos
- Des stationnements pour deux-roues motorisées
- Une dépose-minute
- Un arrêt de bus urbain
- Qualité fonctionnelle et esthétique de tous ces équipements

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/06/2018	Fin : 31/05/2021
------------------------------------	--------------------	------------------

Le projet global de pôle d'échanges a été approuvé par le Comité de Pilotage réuni le 21 Juillet 2016.

Le projet objet de la présente demande de co-financement débutera en phase opérationnelle dès réception de la réponse à la candidature FEDER et débutera donc en juin 2018.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	3 660 415,30 €
Travaux de VRD (démolitions, terrassements, génie civil)			
Total :			3 660 415,30 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
DEPARTEMENT	Vaucluse			20,00	732 083,06			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	1 830 207,65			
Total co-financier				70,00	2 562 290,71	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				30,00	1 098 124,59			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	3 660 415,30	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI4e-2017.

De plus, l'opération a obtenu une note de 15/20.

SYNTHESE :

L'opération est éligible au PO FEDER-FSE 2014-2020, à l'Appel à Projet conjoint « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun, et elle obtient une note de 15/20 sans aucune note éliminatoire.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010805
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PARC- RELAIS de la Boiseraie à Marseille
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	AVE PIERRE CHEVALIER PROXIMITE ECHANGEUR DES FAIENCIERS MARSEILLE
Adresse :	Station de Tramway Boiseraie Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le parc-relais de la Boiseraie est inscrit au PDU comme un des pôles de rabattement pour des accès au réseau de transport collectif dans des secteurs urbains proches du centre-ville de Marseille.</p> <p>La situation géographique du parc-relais de La Boiseraie est idéale, de par sa proximité à l'échangeur des Faïenciens sur la rocade autoroutière A507, et au Tramway 1 « Noailles – Les Caillols » au niveau de l'arrêt « Boiseraie ».</p> <p>La capacité du parking affectée au parc relais est de 300 places (uniquement aux usagers des transports en commun). Ce</p>

parking sera complété par le parc-relais de La Parette, situé à environ 300 de mètres de celui-ci sur l'avenue Pierre Chevalier, et qui offre une capacité de stationnement de 100 places. Le parc-relais de la Parette ne rentre pas dans le champ de la présente demande de subvention.

Le parc-relais sera accessible depuis l'avenue Pierre Chevallier et depuis le Chemin de la Parette (cf. vue aérienne ci-après).

Objectifs recherchés :

Les infrastructures de parking-relais en rabattement sur l'agglomération marseillaise, permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, d'une part, à proximité de pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routier urbains et interurbains, et d'autre part, en périphérie de l'agglomération et à proximité d'infrastructures routières structurantes, pour faciliter le rabattement des automobilistes vers le transport collectif ou le covoiturage.

L'emplacement du projet de parc-relais de la Boiseraie est idéal. A proximité de l'autoroute A507 (dite rocade L2) qui va permettre d'ici début 2018 de créer une continuité autoroutière d'environ dix kilomètres entre l'autoroute A7 au nord et l'autoroute A50 à l'est, assurant ainsi un contournement de Marseille.

Le positionnement du parc-relais de La Boiseraie permettra le rabattement des véhicules provenant de l'autoroute A50 (Aubagne, Toulon, Nice) vers le tramway 1 « Noailles – Les Caillols » qui permet de rejoindre le centre-ville de Marseille en 20 minutes.

Résultats escomptés (cible visée)

Le principal effet attendu du parc-relais est d'étendre le bassin de chalandise de la ligne de tramway en créant une capacité de stationnement aujourd'hui quasiment inexistante.

Avec une réelle offre de stationnement relais associée aux stations de tramway périphériques, facilement accessible, comme ce sera le cas au niveau de la station La Boiseraie directement desservie par l'A507, ce bassin de chalandise peut s'étendre aux quartiers situés plus à l'Est de la commune et concerner alors autour de 57 000 habitants (tout le 11ème arrondissement).

Si les pratiques de stationnement relais augmentent en proportion, les besoins pourraient s'élever à 730 places environ.

Toutes ces voitures n'ont pas vocation à être accueillies dans le P+R de la Boiseraie dont la jauge est évaluée à 300 places (+ 100 places avec le parking de la Parette : qui n'entre pas dans le champ de la présente demande de subvention) dans la mesure où d'autres P+R sont envisagés le long de la ligne, notamment au terminus des Caillols.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/08/2018	Fin : 31/07/2021
Livraison DCE juillet 2018 procédure AO travaux et analyse des offres aout 2018 - janvier 2019 travaux février 2019 - février 2020 (avec marge de sécurité)		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	6 000 000,00 €
Travaux de réalisation du parc-relais et travaux liés aux concessionnaires réseaux			
Total :			6 000 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	32,50	1 950 000,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			19,99	1 199 368,00			
ETAT	Décentralisation et fonction publique	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements		21,00	1 260 000,00			
Total co-financier				73,49	4 409 368,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				26,51	1 590 632,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI4e-2017.

De plus, l'opération a obtenu une note de 14/20.

SYNTHESE :

L'opération est éligible au PO FEDER-FSE 2014-2020, à l'Appel à Projet conjoint « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun, et elle obtient une note de 14/20 sans aucune note éliminatoire.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010811
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PARC- RELAIS de GARDANNE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	ACCOLE A LA GARE DE GARDANNE CARREFOUR LIEUTAUD CARNOT VICTOR
Adresse :	Gare SNCF de Gardanne Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le parc relais de Gardanne, pôle d'échanges multimodal ferroviaire, accolé à la gare de Gardanne, se situe en entrée nord ouest du centre-ville de Gardanne, au carrefour de l'avenue Lieutaud, du Boulevard Carnot et du Boulevard Victor Hugo, au droit de l'usine Péchiney.</p> <p>L'aménagement retenu intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création d'une gare routière avec 8 quais (contre 6 existant aujourd'hui), - la réalisation d'un parking en aérien avec 2 niveaux supérieurs (R+2) d'une capacité d'environ 347 places (contre 120 places à l'heure actuelle), intégrant les dispositifs conservatoires lui permettant de passer à R+3 avec 465 places, - une dépose-minute aménagée sur le rond-point des Phocéens permettant un arrêt minute pour environ 4 véhicules à

l'entrée du pôle

d'échanges,

- 2 emplacements pour les taxis devant la gare,
 - des locaux range-vélo (30 emplacements) de part et d'autre de l'accès à la gare,
 - une piste cyclable du boulevard Carnot jusqu'au premier local,
 - des locaux techniques situés dans l'ouvrage du parking (60m² par niveau) intégrant une salle pour les chauffeurs de bus.
- L'accès des véhicules au parking se fait depuis l'avenue Lieutaud et le rond-point des Phocéens. La sortie se fait sur l'avenue Lieutaud avec la création d'un carrefour à feux permettant la sortie des véhicules. Le parking est ouvert avec un dernier niveau à ciel ouvert. L'accès au parking sera un accès réglementé.

Un dispositif de contrôle d'accès sera mis en œuvre, visant à privilégier l'accès au P+R aux utilisateurs des transports en commun. La réglementation de ce P+R sera étudiée en vue d'une mutualisation optimisée avec les usages du centre-ville, notamment en dehors des plages d'utilisation de cet équipement par les usagers des TC.

Sur la ligne ferroviaire, on dénombre un passage de 3 TER par heure et par sens (offre qui sera portée fin 2021, après les travaux relatifs à la modernisation de l'axe Marseille-Gardanne-Aix, à 4TER par heure et par sens), 1800 montées/descentes par jour (3500 prévues en 2021).

Objectifs recherchés :

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains, interurbains et au réseau de transport ferroviaire.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont une diminution de l'usage de l'automobile individuelle et une augmentation de l'utilisation des transports publics ferroviaires (le parc relais est accolé à une gare stratégique sur une des lignes ferroviaires structurantes de la Métropole), mais aussi urbains (réseau de transport urbain de Gardanne) et interurbains (le pôle d'échange est desservi par plusieurs lignes de cars).

Le report modal de la voiture individuelle vers les transports publics permet une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Cet enjeu est ressenti avec acuité sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont le territoire fait l'objet d'un Plan de Protection de l'Atmosphère et où les pics de pollution sont fréquents. Ce projet de parc relais contribue aussi au désengorgement de la voirie routière et à la lutte contre la saturation des infrastructures routières en heure de pointe. Les parcs relais, en réduisant le nombre de véhicules individuels en circulation, participent à la lutte contre l'insécurité routière en favorisant l'utilisation des modes de transports publics peu accidentogènes.

La cible visée sont les automobilistes à l'occasion de l'interface avec le réseau de transport public routier et ferroviaire, devenant des utilisateurs des réseaux de transport public.

Le projet prévoit qu'un dispositif de contrôle d'accès puisse être mis en œuvre, visant à privilégier l'accès du parc relais aux utilisateurs des transports en commun. La réglementation de ce parking sera étudiée en vue d'une mutualisation optimisée avec les usages du centre-ville de Gardanne, notamment en dehors des plages d'utilisation de cet équipement par les usagers des transports publics..

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/05/2018	Fin : 30/04/2021
------------------------------------	--------------------	------------------

- Durée prévisionnelle de l'opération : 24 mois
- Date de début d'opération (avec études) : décembre 2016
- Date prévisionnelle de fin d'opération : décembre 2018
- De décembre 2016 à février 2017 : Mise en place de l'équipe et récupération des données d'entrée
- Décembre 2016 : Concours de maîtrise d'œuvre
- De février 2017 à juin 2017 (en temps masqué) : Démarche foncière
- De décembre 2016 à décembre 2017 : Etudes
- De juin 2017 à décembre 2017 : Passation des contrats de travaux
- De janvier 2018 à juin 2019 : Travaux.

Avancement du projet à la date du dépôt du présent dossier d'appel à projet :

- Le maître d'œuvre de l'opération a été désigné par le jury fin décembre 2016.
- En janvier 2017 sont commencées les études d'avant projet.

RESSOURCES	DEPENSES ET
-------------------	--------------------

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	8 700 000,00 €
Travaux			
Total :			8 700 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	35,12	3 055 500,00			
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône			20,00	1 740 000,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			12,23	1 064 320,07			
ETAT	Décentralisation et fonction publique	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements		20,69	1 800 207,61			
Total co-financier				88,05	7 660 027,68	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				11,95	1 039 972,32			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	8 700 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI4e-2017.

De plus, l'opération a obtenu une note globale de 14.5/20 sans note éliminatoire dans les blocs de la grille de notation.

L'instructeur émet donc un avis favorable sur l'opération PA0010811 de Parc-Relais de Gardanne.

Il souhaite cependant attirer l'attention sur le montage de l'opération, qui est réalisée par la SPLA via une convention d'aménagement et qui devrait conduire à des dispositions spécifiques dans la convention attributive visant à bien identifier les dépenses du projet, leur acquittement par la SPLA et leur financement par la métropole..



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010812
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Pole d'échanges multimodal de Martigues - Parc relais
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	AVENUE DE LA PAIX - QUARTIER HOTEL DE VILLE DE MARTIGUES
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Les indicateurs de mobilité de la dernière Enquête Ménages montrent clairement une évolution inquiétante des pratiques de mobilité des habitants des territoires du Pays de Martigues et d'Istres Ouest Provence, à l'inverse de l'évolution moyenne de la Métropole Aix-Marseille Provence. Notamment, avec une forte hausse des déplacements, et spécialement ceux effectués en voiture (+13%) tandis que, dans le même temps, les déplacements en TC diminuent (-13%).</p> <p>C'est pourquoi le SMGETU, Syndicat Mixte en charge de la gestion des transports urbains sur l'ouest de l'Etang de Berre, s'est engagé, dès sa création en 2012, dans une politique de restructuration et de densification de son offre de transport afin :</p>

- d'améliorer les relations entre les différents modes de transports,
- d'infléchir les pratiques actuelles de mobilité urbaines.

Cet ambitieux plan de développement des Transport en Commun sur l'Ouest de l'Etang de Berre a été engagé dès février 2014 et doit se poursuivre à moyen terme d'une part par la réalisation de trois lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), d'autre part par l'aménagement de véritables pôles d'échanges multimodaux (PEM) adaptés à l'offre de service actuelle et future.

Ces projets de lignes de BHNS et les PEM associés, bénéficient de subventions d'état accordées dans le cadre du dernier appel à projets gouvernemental « Transports collectifs et mobilité durable » (Grenelle 3)

Conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le SMGETU, collectivité territoriale, a fusionné au 1er janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de mobilité et qui porte maintenant ces projets d'infrastructures de transport.

Le Pôle d'échanges de Martigues est un Pôle routier bien établi mais dont l'implantation actuelle sur la Place des Aires, dans un environnement trop contraint, ne permet pas d'envisager les évolutions souhaitées du réseau.

Il a alors été décidé de déplacer cette gare routière et de créer un véritable Pôle d'échanges multimodal de transport sur le quartier de l'Hôtel de Ville ; à proximité du centre-ville et d'un ensemble important d'équipements publics (Hôtel de ville, Conseil de Territoire de la Métropole, Hôtel de Police, Office du Tourisme, Théâtre...) ; ce pôle d'échanges comprend un parking relais objet du présent Appel à Projets.

Objectifs recherchés :

Les objectifs recherchés à travers la mise en place de ce Pôle d'échanges sont multiples :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement afin d'augmenter l'usage des transports en commun,
- Améliorer l'attractivité de ce mode de transport TC en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billettique, information, services...),
- Disposer de locaux commerciaux et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation,
- Réduire, par l'augmentation de la fréquentation des TC sur le territoire, les impacts négatifs liés aux déplacements (émissions de polluants et de gaz à effet de serre, accidentnalité, bruit, congestion de l'espace public, etc.).

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont une diminution de l'usage de l'automobile individuelle et une augmentation de l'utilisation des transports publics urbains (réseau de transport urbain ULYSSE) et interurbains (réseau départemental et à terme réseau express métropolitain).

Le report modal de la voiture individuelle vers les transports publics permet une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Cet enjeu est ressenti avec acuité sur la Métropole d'Aix-Marseille Provence dont le territoire fait l'objet d'un Plan de Protection de l'Atmosphère et où les pics de pollution sont fréquents. Ce projet de parc relais contribue aussi au désengorgement de la voirie routière et à la lutte contre la saturation des infrastructures routières en heure de pointe. Enfin, les parcs relais, en réduisant le nombre de véhicules individuels en circulation, participent à la lutte contre l'insécurité routière en favorisant l'utilisation des modes de transports publics peu accidentogènes.

Aussi, le projet de P+R prévoit la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle d'accès visant à privilégier les utilisateurs des transports en commun.

Les résultats escomptés, en terme de report modal et de réduction des émissions de polluants, par la mise en œuvre du P+R du de Pôle d'échanges de Martigues sont détaillés dans les documents « Annexe 3 Bis » et « Annexe 5 ».

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2019	Fin : 31/12/2021
Phasage du projet de Pôle d'échanges :		
- 2015 T4 : Etudes de faisabilité et de programmation et Désignation d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour les études de conception		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Juillet 2016 :

Désignation du Maître d'œuvre (VRD et Bâtiment) – Début d'exécution du projet

- 2016 T3/T4 : Etudes de conception et Désignation d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour la phase de réalisation
- 2017 – T1/T2 : Désignation des entreprises de travaux
- Septembre 2017 : Début des travaux
- Octobre 2018 : Mise en service du Pôle d'échanges de Martigues – Fin d'exécution du projet.

Avancement du projet à la date du dépôt du présent dossier d'appel à projet :

- Les Assistances à Maitrise d'Ouvrage en phase Conception et en phase Réalisation ont été désignées
- Le groupement de Maitrise d'Œuvre a été désigné en juillet 2016
- Les études de conception sont au stade PRO.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	2 884 275,00 €
Travaux			
Total :			2 884 275,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			6,24	180 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			31,20	900 000,00			
ETAT	Écologie, développement durable et énergie	Infrastructures et services de transports		18,10	522 000,00			
Total co-financeur				55,54	1 602 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				44,46	1 282 275,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	2 884 275,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI 4e qui vise à « Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».
 - dans l'objectif spécifique OS4e « Augmenter le report modal sur les transports collectifs »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Projet conjoint « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » Edition 2016.

Au terme de l'analyse des critères de sélection, l'opération reçoit la note de finale de 14,75/20.

AVIS FAVORABLE.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 14,75/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010848
Bénéficiaire :	55204944769936 SNCF - Gares et Connexions
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	55204944769936
Raison sociale :	SNCF - Gares et Connexions
Adresse :	75013 PARIS

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Pôle d'Echanges Multimodal de Cagnes-sur-Mer – Phase 1
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Gare ferroviaire de Cagnes-sur-mer, parvis, accès (avenue de la gare, H. Boucher, rue Garigliano et A. Camus), parc relais
Adresse :	Gare ferroviaire de Cagnes sur mer Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Contexte</p> <p>La gare actuelle de Cagnes-sur-Mer souffre d'un manque de visibilité et d'un environnement routier très contraint et saturé. En particulier, les problématiques suivantes contraignent l'exploitation du site et nuisent au rabattement vers les transports en commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Site sombre, peu lisible, parvis encaissé sous l'autoroute A8 • Résonance sonore importante (rapport de mesures acoustiques _ CIA janvier 2016 jointe ne annexe) • Stationnement insuffisant

- Saturation routière
- Site essentiellement dédié à la voiture, très peu de place pour les modes doux

Afin de favoriser le report modal vers les transports en commun, le projet de requalification de la gare et des espaces extérieurs comprend la création d'un parking relais et d'une gare routière, le réaménagement des accès au futur Pôle d'Echanges Multimodal et la mise en accessibilité totale du site.

Cet aménagement tient compte des contraintes fortes imposées par le PPRI de la ville, avec le classement en zone rouge de l'essentiel du site.

Par ailleurs, la gare de Cagnes-sur-Mer est inscrite parmi les gares prioritaires de l'Agenda Accessibilité Programmée (ADAP) de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, délibéré le 26 juin 2015. Sa mise en accessibilité conformément à l'Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, devant être réalisée au plus tard en 2024. Le présent projet garantit une accessibilité totale du site (parking relais / parvis / BV / quai).

Programme

En réponse à ces différents constats, les partenaires sont convenus de réaliser un projet de requalification globale de la gare et de son quartier (voir annexe 3) en 2 phases :

- Phase 1 : de 2017 à 2020 : études et réalisation du parking relais, des déviations routières, de la nouvelle gare routière, du parvis piétonnier et de ses équipements (vélo et auto en libre-service)
- Phase 2 : de 2018 à 2021 : réalisation d'un nouveau Bâtiment Voyageurs de la gare et d'un kiosque sur le parvis

L'objet de la présente demande d'aide européenne Programmation 2014- 2020 porte sur la Phase 1 dont le détail est présenté en annexe 3.

Une demande ultérieure de subvention relative à la Phase 2 sera adressée au titre de l'AAP PEM 2017 au Service de Gestion des Fonds Européens.

Le présent projet est partenarial. Après une première phase d'études préliminaires, une convention de financement des études et des travaux a été validée fin 2016, entre les partenaires suivants : la Région PACA, le Département des Alpes-Maritimes, la Métropole Nice-Côte-d'Azur, la Ville de Cagnes-sur-Mer et SNCF Gares & Connexions.

Parking Relais

La clef de voûte de la réorganisation de cette zone est la création d'un parking relais (cf. Annexe 3).

En cohérence avec les orientations d'aménagement et de développement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de Cagnes-sur-Mer (PADD_PLU Cagnes-sur-Mer 2011), le parking relais vise, dans une logique intercommunale sur l'intégralité du bassin de vie de Cagnes-sur-Mer, à :

- Favoriser le développement des différents modes de transport en commun,
- Apaiser la circulation en zone urbaine,
- Réorganiser l'offre de stationnement en cohérence avec le développement des transports en commun et modes doux,
- Favoriser l'implantation de nouveaux parcs de stationnement en sous-sol et en élévation.

Par ailleurs, une première étude de stationnement menée en 2013 par la Métropole Nice Côte-d'Azur montrait une saturation de l'offre de stationnement sur le secteur de la gare. (MNCA_ Etude circulation secteur Villette/Gare 2013)

Dans le cadre de ce projet, SNCF Gares & Connexions a mené une nouvelle étude détaillée de stationnement (SNCF G&C_Etude stationnement_AREP 2017). Elle confirme la saturation du stationnement sur le site de la gare et dans les rues avoisinantes et met en évidence l'existence de stationnement illicite toute la journée pour cause de limite de capacité.

SNCF Gares & Connexions comme Maître d'Ouvrage Unique

En raison de la réalisation d'ouvrages relevant simultanément de la compétence de deux maîtres d'ouvrage (Métropole Nice Côte-d'Azur et SNCF Gares & Connexions), de l'imbrication importante des phases de travaux, de la nécessaire cohérence d'ensemble du projet et d'une volonté commune de réduction des délais d'étude et de réalisation, les maîtres d'ouvrages s'accordent sur le principe d'une maîtrise d'ouvrage études et travaux unique assurée par SNCF Gares & Connexions.

Ainsi, un phasage de réalisation a été élaboré afin de limiter les impacts sur les 4000 voyageurs journaliers du TER, les 10 000 véhicules circulant sur l'avenue de la gare et les riverains, et de respecter les contraintes techniques générées par le PPRI (équilibre affouillements/exhaussements, écoulement des eaux souterraines et de surface pendant le chantier).

Ce phasage prévoit dans l'ordre la réalisation de la partie souterraine du parking relais et de ses accès souterrains sur lesquels est ensuite construite la déviation de l'avenue de la gare qui dégage l'emprise des travaux du parvis et de la gare routière. De la même manière, les autres éléments sont liés, comme par exemple le déménagement de la pharmacie actuellement située sur l'emprise de la future gare routière.

Ainsi, les partenaires ont-ils conclu que la maîtrise d'ouvrage unique de SNCF Gares & Connexions constituait la solution simple et efficace à la résolution de toutes ces problématiques et garantissait la gestion simultanée des flux routiers et des

flux voyageurs pendant

toute la période de travaux, l'optimisation de la durée des travaux et la limitation de l'ampleur des gênes occasionnées aux personnes et au fonctionnement des différents modes de transport.

La convention de maîtrise d'ouvrage unique figure en annexe au présent document.

Il est important de préciser que les procédures marchés appliquées par la SNCF érigent l'allotissement en principe, selon les termes du nouveau décret qui régit les marchés publics (n°2016-360), applicable à partir du 1er avril 2016. Le nombre, la taille et l'objet des lots doivent être réfléchis en fonction de la cohérence technique à regrouper des corps d'état, tout en évitant trop d'interface entre les entreprises et en optimisant les coûts. Des synergies entre les lots (installations de chantier, approvisionnement...) seront recherchées afin que les entreprises réalisent des économies d'échelle avec un impact recherché de diminuer le coût de réalisation. Ces lots seront également réfléchis afin d'atteindre une taille critique permettant de stimuler la concurrence du fait du renforcement de l'attrait du marché pour les entreprises. Il sera possible d'attribuer à un même fournisseur plusieurs lots tout en limitant le nombre (maintien de l'accès des PME aux différents marchés).

En sus de la publication des marchés au JOUE, les avis de marché seront publiés sur les sites Internet de SNCF.

Tous les avis de marché publiés au JOUE seront envoyés par les acheteurs via le système informatique existant au sein de SNCF. Il est à noter une obligation issue du nouveau décret : la publication du / des DCE en même temps que le/les avis de publicité.

Les avis de marchés expliciteront clairement les renseignements juridiques, économiques, financiers et techniques à fournir par les candidats. Les marchés d'un montant supérieur à 1.500.000 €, ainsi que ceux pour lesquels une recherche de concurrence supplémentaire est souhaitable, pourront également faire l'objet d'une publication dans le journal « Le Moniteur ».

Certains marchés nécessitant une publicité particulière pourront faire l'objet d'une publication dans « Le Moniteur ».

Le journal « Le Moniteur » a un spectre national permettant de toucher les principaux acteurs du BTP. Il assure une diffusion traditionnelle des avis (support papier) ainsi qu'une diffusion informatique.

Objectifs recherchés :

Favoriser le report modal vers le mode ferroviaire et les transports en commun :

- Inciter les usagers de la voiture particulière à laisser leur véhicule dans un parking relais
- renforcer la connexion des transports collectifs urbains et interurbains
- créer les conditions d'utilisation des modes doux
- renforcer la connexion avec les quartiers de la ville (centre/mer)

Favoriser la mobilité durable :

- favoriser l'utilisation de tous les transports collectifs en développant l'offre de transport collectif et l'intermodalité
- réduire la production des gaz à effet de serre et diminuer la pollution de l'air
- concevoir un projet urbain répondant aux enjeux environnementaux spécifiques aux régions méditerranéennes (certification Quartier Durable Méditerranéen, démarche soutenue par l'Europe et la Région)

Améliorer le confort et la qualité des services :

- créer un nouvel espace public agréable, apaisé et confortable
- permettre l'accessibilité totale du site du parvis aux quais pour les personnes à mobilité réduite

Résultats escomptés (cible visée)

Le présent projet cible les améliorations fonctionnelles suivantes :

- augmentation du report modal vers le mode ferroviaire et les transports collectifs dans un contexte de saturation routière
- meilleure organisation du Pôle d'Echanges Multimodal
- organisation fluide des différents modes de transport desservant la gare y compris modes doux
- réduction des émissions de gaz à effet de serre et inscription dans une valorisation durable du territoire
- amélioration des conditions d'accueil et du confort des usagers du Pôle d'Echanges Multimodal
- mise en accessibilité totale des périmètres concernés pour tous les voyageurs y compris les personnes à mobilité réduite
- conception évolutive des espaces et des bâtiments dans la perspective d'une augmentation de la fréquentation du site (croissance du report modal vers le transport en commun, cohérence avec le projet de ligne nouvelle Provence Côte d'Azur...)



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 05/11/2018

Fin : 04/11/2021

Déjà réalisé :

Avril 2016 : études préliminaires

Septembre 2016 : Avant-Projet Sommaire

Novembre et décembre 2016 : validation partenariale des conventions de financement des études et travaux et de MOAU

Etapes à venir (voir calendrier) :

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	11 363 000,00 €
Travaux phase 1			
Total :			11 363 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	Métropole Nice Côte d'Azur			50,00	5 682 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	5 681 000,00			
Total co-financeur				100,00	11 363 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	11 363 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI 4e qui vise à « Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».
 - dans l'objectif spécifique OS4e « Augmenter le report modal sur les transports collectifs »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Projet conjoint « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » Edition 2016.

Au terme de l'analyse des critères de sélection, l'opération reçoit la note de finale de 14,75/20.

AVIS FAVORABLE.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 14,75/20 sans aucune note éliminatoire#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010851
Bénéficiaire :	20003019500016 METROPOLE NICE COTE D'AZUR
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20003019500016
Raison sociale :	METROPOLE NICE COTE D'AZUR
Adresse :	Direction des Financements Extérieurs 06364 NICE CEDEX 4

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-NCA - Sous action : Sous action rattachée à Nice Côte d'Azur

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Deux stations tramway du quartier politique de la ville des Moulins à Nice
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	quartier des Moulins Nice
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Nice

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-NCA : Augmenter le report modal sur les tran./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Conformément au Livre blanc de la Commission européenne de 2011 intitulé «Feuille de route pour un espace européen unique des transports - Vers un système de transport compétitif et économe en ressources», les villes doivent faire plus d'efforts pour renverser les tendances et contribuer à la réalisation de l'objectif d'une réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre. L'importance de cet enjeu a été réitérée et confortée dans le document de travail SWD(2016) 226 final, publié par la Commission européenne le 1er juillet 2016, qui fait un premier bilan de la mise en œuvre de ce livre blanc constatant que nombre de progrès restent à faire, spécifiquement en matière de politiques de transports publics, alternatives à l'usage des véhicules individuels.</p> <p>Cependant, comme indiqué dans la communication de la Commission du 17. Décembre 2013 « Ensemble vers une mobilité urbaine compétitive et économe en ressources », la mobilité dans de nombreuses villes européennes reste très difficile. Ces</p>

viles sont en effet

confrontées à de multiples nuisances : congestion de la circulation, pollution et bruit. Les embouteillages chroniques en Europe ont un coût estimé à 80 milliards EUR par an et produisent 23% de l'ensemble des émissions de CO₂ provenant des transports. Un sondage Eurobaromètre, réalisé en 2013 sur les attitudes à l'égard de la mobilité urbaine, montre qu'une forte majorité des citoyens européens considère comme un problème majeur les embouteillages, le coût et les impacts négatifs de la mobilité et des transports urbains sur l'environnement et sur la santé humaine.

Pour pallier ce problème, l'UE appelle à des solutions interoperables et interconnectées en vue du développement du transport multimodal et encourage les villes à intégrer l'action en matière de mobilité urbaine dans une stratégie urbaine et territoriale plus vaste. L'approche de la mobilité urbaine en Europe doit ainsi évoluer radicalement pour que le développement des zones urbaines européennes soit plus respectueux de l'environnement et que puisse se mettre en place un système européen de transport compétitif et économe en ressources.

La politique de transport menée par la Métropole Nice Côte d'Azur, au travers de son schéma directeur du réseau de transports urbain à l'horizon 2030, approuvé par le conseil métropolitain du 4 décembre 2009, s'intègre parfaitement dans l'objectif visé par l'UE, car elle a notamment pour objectif de faciliter les déplacements des usagers, dont les personnes en situation précaire, en développant l'offre de transport et en promouvant les pôles d'interconnexion de transports.

La Ligne Ouest-Est de Nice s'inscrit dans une démarche globale de développement de l'offre de transport, la structuration d'un réseau de tramway et de bus articulé autour de plusieurs pôles d'échanges multimodaux et d'interconnexion avec différents modes de transports pour faciliter l'usage des réseaux de transports collectifs et la mobilité des usagers tout en diminuant le temps de parcours et les émissions de gaz à effet de serre.

Cette ligne va desservir plusieurs pôles d'activités, ainsi que l'hyper-centre niçois et traversera le quartier prioritaire des Moulins, qui comptait en 2009, près de 3 000 logements sociaux appartenant au même bailleur social et près de 12 000 habitants.

Positionné au cœur du territoire de l'Eco Vallée, à proximité d'opérations majeures (Nice Méridia, Grand Arénas, MIN, Pôle Multimodal, futur Tram...), le quartier forme une « charnière entre Nice centre et la vallée du Var ». La ligne de tramway va contribuer à l'attractivité de ce territoire et son ancrage avec le reste du secteur qui sera développé.

C'est la desserte de ce quartier intégrant la réalisation de deux stations qui est soumis à l'appel à projet.

Objectifs recherchés :

La Métropole abrite 10 quartiers rassemblant près de 50 000 habitants au revenu médian moyen par ménage compris entre 9 280 € (moyenne de la ville = 22 973€). La majorité de ces quartiers est située sur la commune de Nice. Parmi eux, le quartier des Moulins est particulièrement excentré et bénéficie d'un programme de rénovation urbaine.

La Métropole Nice Côte d'Azur a forgé une stratégie urbaine intégrée dont un des enjeux est de rompre l'isolement de ce quartier en favorisant les mouvements entrant-sortant et permettre un accès aux transports en commun propres le reliant à la ville et aux zones d'emploi.

Ainsi la réalisation d'une traverse du quartier de Moulins par la ligne 2 du tramway a pour objectif de faciliter les déplacements, réduire les temps de trajet entre ce quartier et les zones d'emploi, de désengorger le trafic en vue de diminuer l'émission de gaz à effet de serre et contribuer aux objectifs climatiques de la Métropole.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont de plusieurs ordres :

Dans un premier temps, il s'agit de désenclaver le quartier comprenant près de 3000 logements sociaux en facilitant les déplacements et réduire les temps de trajet vers les pôles d'activités et l'hyper-centre.

Ainsi ce seront près de 12 000 habitants qui pourront bénéficier d'un transport public amélioré, fiable, rapide et confortable visant à relier les quartiers entre eux.

Dans un second temps, il s'agit de désengorger la circulation en milieu urbain et de contribuer aux objectifs climatiques de la



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Métropole.

Le trafic « voyageurs » sur la ligne de tramway 2 est estimé à près de 105 000 voyageurs par jour en 2020.
Globalement, la mise en service de la ligne Ouest-Est permet une augmentation de la fréquentation du réseau de Transports en commun de +5%.

Calendrier et phasage de l'opération :		
Période prévisionnelle d'exécution	Début : 09/05/2016	Fin : 31/12/2018

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	6 107 228,12 €
aménagement, VRD, voie ferrée et ligne aérienne de contact			
Total :			6 107 228,12 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Détails des ressources

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			2,88	175 998,00			
Autre partenaire ponctuel	prêts CDC et BEI			3,97	242 436,45			
Autre partenaire récurrent	CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS			7,60	463 989,00			
DEPARTEMENT	Alpes-Maritimes			6,93	423 072,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	33,40	2 040 000,00			
Total co-financier				54,78	3 345 495,45	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				45,22	2 761 732,67			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	6 107 228,12	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Avis AG 29/01/18 F.BOUVIER

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI 4e qui vise à « Augmenter le report modal sur les transports collectifs »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi4e-2017.

L'opération aura un impact sur les habitants du quartier prioritaire politique de la ville des Moulins

L'instruction n'est pas finalisée dans l'attente d'éléments relatifs au calcul éventuel d'un équivalent subvention brut pour les prêts BEI et CDC.

Avis ITI MNCA 15/02/2018 J.CARREAU/S.GERIA

L'Organisme Intermédiaire, en concertation avec le porteur de projet, propose de réajuster l'indicateur IR4e4 Nombre de services de déplacement « alternatifs » améliorés ou créés dans les quartiers sensibles au nombre de « 1 ». Le porteur a mentionné le nombre de « 2 » dans son dossier de demande, en référence au nombre de stations de tramway créées.

Dans son dossier, le porteur n'a demandé que la valorisation des dépenses liées aux infrastructures dans un souci de simplification du dossier et afin d'éviter une augmentation des dépenses éligibles avec, pour conséquence, une baisse significative du pourcentage du cofinancement FEDER. Le porteur n'a pas intégré les coûts des personnels liés à la mise en service et à l'exploitation de l'infrastructure créée par le projet.

La mise à disposition du « nouveau service » de transport alternatif sera réalisée pendant la période d'exécution du projet. En effet, le début de l'exploitation opérationnelle de ce service se fera en juillet 2018 et le projet se terminera le 31 décembre 2018.

Cette infrastructure est préalablement nécessaire à la mise en service du tramway, finalité du projet.

La révision de cet indicateur à « 1 » permettra à l'Organisme Intermédiaire de respecter la valeur cible conventionnée avec l'Autorité de Gestion et aussi de contribuer à ce que l'Autorité de Gestion atteigne sa valeur cible de l'axe 4 du Programme opérationnel.

CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE LA STRATEGIE URBAINE INTEGREE (note 4/5)

Oui, les deux stations tramway du quartier politique de la ville des Moulins à Nice répondent à la dimension « emploi » de la stratégie urbaine intégrée dont un des enjeux est de rompre l'isolement de ce quartier en favorisant les mouvements entrant-sortant et permettre un accès aux transports en commun propres le reliant à la ville et aux zones d'emploi.

Ainsi la réalisation d'une traverse du quartier des Moulins par la ligne 2 du tramway a pour objectif de faciliter les déplacements, réduire les temps de trajet entre ce quartier et les zones d'emploi, désengorger le trafic en vue de diminuer l'émission de gaz à effet de serre et contribuer aux objectifs climatiques de la Métropole.

Cette infrastructure, positionnée au cœur de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Plaine du Var dite « éco vallée », est à proximité d'opérations majeures et forme ainsi une charnière entre Nice et la vallée du Var. Ces deux stations vont activer ainsi le développement économique de ce quartier en le rapprochant du Centre d'Affaire de l'Arénas, de l'aéroport de Nice, des zones industrielles de Carros, la Baronne et le Broc. C'est donc une nouvelle dynamique économique du territoire qui est permise grâce à cet équipement public de proximité.

L'OIN permet d'activer de nouveaux secteurs d'activités traditionnels (services, commerce et restauration) à basse et moyenne

technologie qui

nécessitent des employés ayant peu ou pas de qualification et qui sont mobilisables au sein du quartier des Moulins grâce aux deux stations du tramway. Cette nouvelle mobilité va permettre de créer une dynamique économique capable d'inverser le phénomène de précarité subi par les habitants du quartier et notamment par les femmes plus particulièrement impactées par le chômage dans ce quartier.

C'est donc tous azimuts que ces deux lignes de tramway contribuent à la dimension emploi de la stratégie urbaine et permettent d'augmenter le revenu médian des ménages de ces quartiers paupérisés, de réduire la dépendance aux prestations sociales et notamment aux indemnités chômage.

L'opération contribue-t-elle à l'une des trois Priorités d'Investissement de la Stratégie : Développement des activités et des emplois (PI8a), Amélioration de l'employabilité des habitants (PI9a) et Développement d'une offre de mobilité propre et durable (PI4e) : en termes de contenu, de résultats visés et de financement dédiés ?

Oui, le projet de réalisation des deux stations tramway du quartier politique de la ville des Moulins à Nice contribue à la priorité 4e « Développement d'une offre de mobilité propre et durable ».

Ce projet ayant pour but de réaliser les infrastructures indispensables au passage de la ligne 2 du tramway afin de proposer aux habitants du quartier un mode de transport alternatif aux moyens de transport individuel vers les pôles d'activités et l'hyper-centre. Par conséquent, ce projet contribuera aux politiques de désengorgement du trafic et de diminution des émissions de gaz à effet de serre.

La construction de ces deux stations permet de fonder la mutation de ce quartier des Moulins sur une politique d'aménagement, de mobilité et de développement éco-exemplaire. Cette infrastructure inscrit ce quartier dans une nouvelle solidarité territoriale fondée sur le développement économique et social en développant une offre homogène de services et d'équipements.

Ces deux lignes du tramway vont donc rompre l'isolement géographique, permettre de combiner le développement économique au pouvoir d'achat, favoriser les flux entrants de population pour requalifier l'image du quartier.

Enfin, ces deux lignes du tramway permettent d'intégrer ce quartier sensible dans les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire PACA 2030 (SRADDT) qui préconisent d'impulser une forte dynamique économique et sociale par le renforcement de la position stratégique de la Métropole Nice Côte d'Azur en structurant l'accessibilité aux grands réseaux de communication aéroportuaires, ferrés et autoroutiers. Ces objectifs du SRADDT recoupent ceux du Schéma Directeur du Réseau de Transports Urbains adopté le 4 décembre 2009 en Conseil Communautaire et dont l'enjeu central et le développement significatif de l'offre de transport sur le réseau du transport public urbain afin, notamment, de faciliter les déplacements des populations en situation précaire.

ANALYSE DE LA QUALITE DU PROJET (note 8/10)

Contribution au renforcement de l'interconnexion des réseaux de transport : amélioration de l'accès aux pôles multimodaux, passerelles piétons (meilleur accès aux transports en commun propres reliant à la ville et/ou aux zones d'emploi permettant en particulier la réduction des temps de trajet) : Le quartier des Moulins est un quartier en pleine mutation, situé entre le pôle d'affaires de l'Arénas et Nice Méridia, au cœur de l'opération d'intérêt national (OIN). Ce projet permettra aux habitants du quartier des Moulins de pouvoir se rendre vers les pôles d'activité que ce soit vers le centre-ville ou vers Nice Méridia avec la connexion à la future ligne 3. L'interconnexion des autres moyens de transport est forte puisque la déserte du quartier permettra à ses habitants d'être reliés par ce moyen de transport à l'aéroport international Nice Côte d'Azur, à la gare Thiers (TGV) et au port de Nice en quelques minutes. Afin de compléter le dispositif, des stations de vélo en libre partage et des stationnements pour les deux-roues seront installés à proximité immédiate des stations de tramway.

Contribution au développement de nouveaux modes de déplacement (désengorgement du trafic routier urbain en vue d'une décarbonisation de l'économie locale) : Ce projet contribue au développement d'un mode de transport collectif qui permettra à la collectivité de désengorger le trafic urbain avec une prévision de 105 000 voyageurs par jour sur la ligne 2 du tramway. Ce qui permettra d'atteindre un gain en énergie de 3 900 TEP et un gain en CO2 de 12 360 tCO2 par an.

Contribution aux principes dits transversaux : égalité Femmes/Hommes ou lutte contre les discriminations ou développement durable : Le porteur a une politique générale de développement durable que ce soit en matière de marchés publics, de déplacements, travaux, etc... Le développement durable est la substance même du projet. Ce projet permet de lutter contre les discriminations en permettant à tous de se déplacer à bas coût vers le centre et les pôles d'activités.

La Métropole a mis en place des actions de lutte contre toute forme de discrimination et en faveur de la promotion des droits

de la femme et de
l'égalité Femmes-Hommes.

Ce projet contribue aux 2 critères de sélection spécifiques liés à sa qualité par :

- Le désenclavement du quartier politique de la ville des Moulins,
- La réduction du temps de trajet des habitants de ce quartier vers les pôles d'activités et le centre-ville,
- La réduction du trafic routier urbain,
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Mais aussi aux trois principes transversaux que sont l'égalité Femmes/Hommes, la lutte contre les discriminations et le développement durable.

ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PROJET A LA PERFORMANCE FINANCIERE DU PROGRAMME (note 4/5)

Concernant la contribution de l'opération aux indicateurs de réalisation prévisionnels de l'ITI :

Le porteur de projet contribuera aux objectifs de l'ITI et du programme opérationnel FEDER-FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 en réalisant deux stations de tramway qui contribueront au désenclavement du quartier des Moulins via un moyen de transport collectif.

Concernant la contribution de l'opération à la dynamique de programmation financière de l'ITI :

Ce projet va contribuer à hauteur de :

- 42,5 % de la maquette financière de l'OI (2 040 000€ sur 4 800 000€)
- 100 % de la maquette financière de la priorité d'investissement 8a (2 040 000€ sur 2 040 000€)
- Rythme prévisionnel des dépenses du projet :
 - 30 % la 1ère année,
 - 70 % la 2ème année.

Le porteur de projet mobilise l'intégralité des montants financiers afin de mettre en œuvre les activités du projet sans avoir recours à une avance de fonds de la part du FEDER.

Le potentiel de certification du porteur est certain au vu des nombreux projets financés par les différents fonds européens qu'il a gérés et fait certifier.

NOTE : 16/20

Ce projet fait partie d'un ensemble de réalisations dans le cadre de la rénovation urbaine mais aussi dans le cadre de la stratégie urbaine intégrée métropolitaine.

Le projet répond aux stratégies locale, nationale et européenne de développement des modes de transports alternatifs permettant le désenclavement des quartiers politiques de la ville, la réduction du temps de trajet, la réduction du trafic routier urbain et, par conséquent, celle des émissions de gaz à effet de serre.

Le porteur apporte toutes les garanties nécessaires qui permettront de mener à bien la réalisation du projet tant sur les plans technique qu'administratif et financier.

AVIS AG 26/02/2018 F.BOUVIER

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER «Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI 4e qui vise à « Augmenter le report modal sur les transports collectifs »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi4e-2017.

L'opération aura un impact sur les habitants du quartier prioritaire politique de la ville des Moulins

Le plan de financement a été modifié, sans impact sur le montant de la subvention FEDER, suite au calcul de l'équivalent subvention brut (8,07% du capital).

La proposition de l'OI concernant la valeur de l'indicateur n'a pas été retenue. La définition de l'indicateur IR4e4 exclut les infrastructures. La valeur de l'indicateur est renseignée à 0.

Enfin, l'opération a obtenu un avis favorable du comité de sélection de l'ITI MNCA et une note finale de 16/20.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



--



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005801
Bénéficiaire :	19060034600042 GRETA TOURISME HOTELLERIE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	19060034600042
Raison sociale :	GRETA TOURISME HOTELLERIE
Adresse :	06203 NICE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-TPM - Sous action : Sous action rattachée à Toulon Provence Méditerranée

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	ITI PI9A07.2016 - IMPLANTATION A LA GARDE D'UNE ANTENNE DU GRETA TOURISME HOTELLERIE ACADEMIE DE NICE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	LA GARDE
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/07/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI9a-TPM : Améliorer l'employabilité des habitant./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Présentation du GRETA Tourisme Hôtellerie académie de Nice : Crée en 1992 le GRETA Tourisme Hôtellerie est un organisme de Formation Continue de l'Education Nationale. Spécialisé dans les formations des domaines du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration, il est implanté sur toute



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



l'Académie de Nice (les 2 départements des Alpes Maritimes et du Var).

Notre public : Le GRETA T.H. accueille en formation aussi bien des publics jeunes (sortis du système scolaire initial) que des adultes. Ils peuvent être demandeurs d'emploi, salariés d'entreprise, particuliers.

Différents types de financement :

- Programme Régional de Formation PACA
- Dispositif d'appui aux innovations locales et aux projets de territoire (Conseil Régional 06 et 83)
- OPCA des branches (formation des salariés, contrat de professionnalisation)
- Plan de formation entreprises
- Concours financier des Assedic
- Conges Individuels de Formation (Fongécif, ...)
- Conseil Général pour les RMIstes
- AFC pole emploi

Le GRETA T.H. met aussi son expertise au service des entreprises en matière d'audit et de formation de leurs salariés.

Notre Implantation : Le siège social du GRETA T.H. est situé dans les locaux du Lycée Hôtelier de Nice, le lycée Paul Augier. De nombreux sites d'accueil (Menton au Lycée VALERY, Nice au Lycée du Parc Impérial, Fréjus au lycée CAMUS Toulon au Lycée Anne Sophie PIC et maintenant La Garde) permettent de mailler l'Académie de Nice.

A cela s'ajoute 14 établissements membres du Greta T.H. proposant autant de lieu de formation différent augmentant ainsi la couverture du territoire académique.

Nos spécificités :

Le GRETA TH met en place des actions de formation qualifiantes et diplômantes du CAP au BTS et professionnalisantes les domaines suivants :

- Cuisine
- Restaurant
- Pâtisserie
- Hébergement (Gouvernante, Gestion Hôtelière, Employés d'étage)
- Accueil Réception
- Sommellerie
- Bar
- Tourisme
- Logiciels spécifiques (Fidélité, Amadéus)
- Gestes et Postures
- HACCP
- Petit déjeuner (buffet)

Il réalise du conseil en entreprise et analyse les besoins en formation.

Il met également en place des formations à l'International (Bulgarie, Croatie, Tunisie, ...).

Présentation du GRETA Tourisme Hôtellerie antenne de Toulon/ La Garde :

Création : 1993

Centre de formation : Environ 350 stagiaires par an :

- 210 stagiaires sur du diplômant,
- 90 sur du professionnalisant,
- 50 sur les cercles culinaires.

Ayant des statuts diverses : contrats de professionnalisation, stagiaires de la formation continue (places du PTFQ Conseil Régional), demandeurs d'emploi (places AFC pôle Emploi), Congé Individuel de Formation, Individuels payants, stagiaires de la formation continue des entreprises.

Diplômes préparés

CAP cuisine, restaurant, pâtisserie, vente produits alimentaires, service Hôtelier, boulangerie.

Bac pro restaurant cuisine et service

Mention complémentaire Accueil réception

BTS Hôtellerie

Formations courtes et

professionnalisantes à destination des entreprises, des Armées (Marine et armée de Terre) et des Individuels (particuliers)

- Module de cuisine : cercles culinaires autour d'un thème.
- Modules de cuisine : provençale, cuisine du monde, cuisine des îles, indienne et chinoise..
- Modules de pâtisserie : buffets de prestige, pâtisserie initiation, pâtisserie perfectionnement..
- Modules sculptures en sucre et en chocolat..

Actions professionnalisantes pour pôle emploi et les salariés d'entreprises

- Découverte des métiers de l'hôtellerie,
- HACCP,
- employé étages,
- commis de cuisine,
- Anglais spécifique à l'hôtellerie,
- Pizzaiolo.

Locaux :

Le Greta Tourisme Hôtellerie s'appuie depuis 20 ans, depuis sa création, sur deux lycées : celui de Toulon Anne Sophie Pic et celui d'Hyères, lycée Golf Hôtel mais aussi sur 350 m2 de locaux privés. La majorité des formations étaient à 80% sur le site de Toulon composé de :

- la location de 350 m2 de locaux privés à proximité du lycée (salles de cours, salle info et bureaux administratifs)
- l'utilisation des cuisines et restaurants pédagogiques du lycée Anne Sophie Pic.

Contexte économique :

La Côte d'Azur avec près de 10 millions de touristes par an et un chiffre d'affaire de 4.5 milliards d'euros est la première destination touristique française après Paris.

Sur notre région le secteur constitue un poids économique important, porteurs d'emplois dans une grande diversité de métiers.

Selon le BOM 2013, les métiers de l'hôtellerie et de la restauration comptent parmi les métiers les plus recherchés dans le Var.

La formation de nos jeunes et adultes et la professionnalisation des salariés de ce secteur sont donc un axe stratégique important du développement économique de notre territoire.

Il faut pour rester une des destinations favorites, apporter une plus grande attention à l'accueil proposé.

Ce qui passe par la professionnalisation des professionnels de cet accueil pour

-mieux accueillir et promouvoir : connaissance des différentes clientèles, connaissances des territoires, maîtrise des langues étrangères, accueil des différents handicaps,

-former les nombreux particuliers gérant de très petites entreprises notamment dans l'hébergement et la restauration sur des niches de clientèles (gites, chambres et tables d'hôtes, découvertes patrimoniales...)

Aujourd'hui en 2015, les demandes en formation dans ces secteurs sont en progression. Les dernières négociations des appels d'offre du Conseil Régional marché 2014/ 2018 et des marchés de Pôle Emploi 2014/2017 indiquent une augmentation de 20%. La particularité des marchés subséquents pôle emploi est qu'ils donnent lieu à la mise en place de nombreuses formations professionnalisantes sur une semaine, deux ou trois mois avec des délais de mise en place de 15 jours.

Ce qui nous demande une forte réactivité et surtout un potentiel d'accueil, en termes de locaux, réel et suffisant.

De plus, la création du Campus des métiers et des qualifications Tourisme Hôtellerie et Restauration sur l'académie de Nice, dont une antenne sera sur la zone de Toulon devrait engendrer une croissance des demandes de formations en accélérant la dynamique créée.

Contexte difficile au niveau des locaux sur l'antenne de Toulon

Depuis septembre 2013, des difficultés d'infrastructures au lycée du golf Hôtel à Hyères ont entraîné le rapatriement total de tous les stagiaires au lycée Anne Sophie Pic. Ce qui engendre aujourd'hui une occupation des ateliers trop importante pour les capacités et disponibilités du lycée Anne Sophie Pic. Un réel travail d'optimisation des plannings a été fait afin d'optimiser l' utilisation des ateliers en fonction des périodes de stages en entreprise du lycée et du GRETA.

Nous sommes obligés de refuser toutes formations pratiques en ateliers qui se déroulent sur une semaine entière car il n'y a pas d'ateliers disponibles durant cinq jours d'affilés. Nos locaux ne sont accessibles aux handicapés, ce qui pose problème sur la réponse aux appels d'offre du Conseil Régional.

Objectifs recherchés :

Planter l'antenne du GRETA TH dans un lieu permettant son développement grâce à des locaux adaptés situés dans un quartier. En effet le GRETA TH a comme mission de service publique la formation des publics éloignés de l'emploi et dans ce contexte, il paraît judicieux de s'implanter au cœur même d'un quartier afin de proposer les formations les plus porteuses d'emploi dans notre département, celles liées aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration.

En termes d'infrastructures, il est prévu d'installer les infrastructures nécessaires afin de disposer : d'un restaurant pédagogique, d'une cuisine pédagogique, d'une pâtisserie, de salles de cours et de bureaux administratifs.

L'atout majeur de cette implantation réside dans la possibilité de répondre à l'augmentation du nombre de demandes en formation, mais aussi à accroître notre possibilité d'intervention durant les périodes scolaires et en particulier l'été. Période durant laquelle les locaux des lycées sont fermés.

On pourrait développer la formation de nos stagiaires en « cuisine des terroirs ». Cette coloration répondra à la forte demande des clients au restaurant aujourd'hui. Le besoin est donc réel pour les entreprises d'avoir des salariés formés à choisir de bons produits locaux et à les cuisiner en fonction de leur saisonnalité. Une thématique cuisine biologique est aussi à développer.

En effet notre région regorge de produits locaux à forte valeur ajoutée : figue de Solliès Pont, oignon de la Garde...

Résultats escomptés (cible visée)

Nombre de formés en hausse au sein du quartier sur des niveaux diplômants et professionnalisants.
Insertion de ces derniers dans les métiers de l'hôtellerie restauration.
Mixité sociale du quartier engendré par l'existence du restaurant pédagogique, de la boutique traiteur, boulangerie, pâtisserie.
Égalité des publics au niveau homme/femme.
Image du quartier revalorisée par la mixité des publics par un sentiment d'appartenance à un quartier dynamique où on peut se former à l'excellence. Intégration des étudiants stagiaires avec les jeunes du quartier.
Lien social recrée aussi par le restaurant pédagogique : repas thématique, journées portes ouvertes, forums emplois dans le THR..
Nombre de faits de dégradation dans le quartier en diminution.
Nombre total de formés en hausse et origine géographique étendue.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2015	Fin : 31/12/2017
<p>Étapes du projet :</p> <p>Mai à septembre 2015 : Entretiens avec Le directeur de la SAGEM sur la possibilité de louer les locaux situés au Flores à la Garde.</p> <p>Octobre 2015 : accord sur l'implantation du Greta TH sur 730 m2 des bâtiments du Flores.</p> <p>Décembre 2015 : Appel d'offre publique pour la grosse partie équipements pâtisserie, boulangerie et cuisine. Devis pour équipements petits matériels.</p> <p>Février 2016 à juin 2016: Réception d'une partie du matériel. Devis pour équipements.</p> <p>Septembre 2016 à février 2017 : réception certains matériels et devis pour suite.</p> <p>Mars à juin 2017 : devis et réception derniers investissements.</p>		

DEPENSES ET

RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Echéancier du coût total

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	269 761,15 €
Achat d'équipement			
Total :			269 761,15 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire ponctuel	Commune de La Garde			3,70	9 991,15			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		1407-2013 / Règlement des aides de-minimis	0,00	0,00			
Total co-financier				3,70	9 991,15	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				96,30	259 770,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	269 761,15	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

DEPROGRAMMATION

Nous avons été informé le 16/11/2017 que le porteur de projet a reçu en mai 2016 une subvention de 200.000€ du FAM au titre de l'opération PA0005801 « Implantation d'une antenne du GRETA à La Garde ». Or, cette subvention n'avait pas été portée à connaissance du service instructeur et n'avait donc pas été valorisée dans le plan de financement établi lors de l'instruction ni dans le plan de financement conventionné.

De plus, le porteur de projet a transmis à la même date une attestation de minimis datée du 06/11/2017 intégrant cette subvention dans la liste des subventions attribuées au titre de ce règlement durant les 3 derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de l'attestation, contrairement à l'attestation transmise lors de l'instruction.

En connaissance de ces éléments, l'aide FEDER attribuée à cette opération :

- aurait été de 59.770€ maximum et non pas 134.880,58€.
- n'aurait pas pu être attribuée sur la base du règlement de minimis puisque le plafond de 200.000€ était atteint.

En l'absence de communication de ces informations par le porteur de projet lors de l'instruction, l'aide FEDER a été attribuée sur la base du règlement de minimis alors que ce n'était pas possible.

De plus, les éléments transmis dans la première remontée de dépense réalisée par le porteur de projet laissaient entrevoir un éventuel taux de certification très faible.

Le service instructeur propose donc la déprogrammation de ce dossier pour régularisation définitive de sa situation.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010209
Bénéficiaire :	51949899200030 association CANE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	51949899200030
Raison sociale :	association CANE
Adresse :	LES BUREAUX DU LITTORAL 13015 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT08 - Objectif thématique : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'oeuvre / PI08a - Priorité d'investissement : Soutenir la création de pépinières d'entreprises ainsi que les aides à l'investissement en faveur des indépendants, des microentreprises et de la création d'entreprise / AP04-OT08-PI08a-OS8a4 - Objectif spécifique : Développer les activités et les emplois dans les quartiers prioritaires / AP04-OT08-PI08a-OS8a4-MPM - Sous action : Sous action rattachée à Marseille Provence Métropole

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Entreprises - priorité emploi
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	QUARTIERS NORD LITTORAL NORD EST DE MARSEILLE
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Marseille

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI8a-MPM : Développer les activités et les emploi./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Marseille est sans doute l'une des métropoles européennes aux contrastes les plus saisissants entre une forte attractivité économique et un chômage élevé.</p> <p>Ces contrastes sont encore plus marqués sur les quartiers Nord de Marseille (13, 14 15 & 16ème arrondissements) qui disposent à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un tissu économique riche et diversifié qui s'est construit sur l'industrie (agro-alimentaire mais aussi savonnerie, tuileries) et les services associés tels la logistique- transport notamment ; - d'un tissu dense et diversifié de Tpe, PME-PMI (+18 500 établissements), relativement jeunes (48% d'entre elles ont - 4 ans) qui ne comptent pour 61% d'entre elles, qu'un seul salarié (Portrait de territoire Marseille nord – 2014) ; - de grands groupes à dimension patrimoniale (tels Beuchet, SNEF, Haribo..) ; ou non patrimonial (EDF, Eiffage...) - de la présence sur site, des filières porteuses d'avenir avec la logistique & le portuaire (dont la réparation navale), le numérique, la transition énergétique et son impact sur l'évolution des métiers tant dans l'industrie que dans les services

associés ;

- de 34 000 emplois sur son espace économique (Arnavant, Château-Gombert, ZFU Nord Littoral, ZFU Sud) (AGAM – Conseil municipal exceptionnel sur l'Emploi – juin 2016) ;

Mais aussi,

- d'une croissance démographique importante (+1,7% / an) ;
- d'une population jeune (44% de moins de 25 ans) ;
- d'un niveau de précarité socioéconomique extrêmement élevé (48% vit sous le seuil de pauvreté) ;
- d'une faible qualification de la population (35% de la population ne possède aucun diplôme) ;
- d'un faible taux de scolarisation des 18-24 ans ;
- du plus important taux de jeunes non diplômés parmi les 15 zones principales d'emploi en France (22% de non diplômés)

Si on rajoute à cela, la difficulté de déplacement sur le territoire compte tenu de la faible disponibilité des transports en commun et du faible taux de possession du permis de conduire (57% dans les quartiers Nord contre 86% à Marseille)

Le territoire Nord est un secteur dynamique sur le plan économique, en devenir avec le déploiement de nouvelles filières et la restructuration de certains secteurs d'activité. Cependant les entreprises doivent faire face à des besoins non pourvus sur le volet RH, tant en terme de recrutement que de formation (enquêtes menées par Cap au Nord auprès de ses 200 adhérents depuis 2013). Pourquoi aller chercher loin les profils que nous pourrions identifier et révéler sur le territoire, ce d'autant plus face à la difficulté d'accessibilité en transport en commun et à la saturation du réseau routier?

Aujourd'hui, seul 1/3 des postes des entreprises locales est occupé par des habitants du quartier. Notre objectif, face à ces postes non pourvus dans les entreprises, consiste à mieux valoriser les compétences /savoir-faire /savoir-être présents sur le territoire, pour faciliter l'insertion professionnelle des habitants et contribuer ainsi, au développement de l'emploi et à une dynamique économique équilibrée du territoire.

Le but de l'action est de renforcer l'efficacité des ressources et dispositifs existants en prenant le temps nécessaire à la qualification du besoin.

Une fois ce besoin clairement caractérisé, notre mission consistera à mobiliser les acteurs de l'emploi et le dispositif le plus pertinent pour répondre dans les plus brefs délais.

Objectifs recherchés :

- 1) Mieux cerner les problématiques RH des entreprises du territoire (notamment en matière de recrutement), pour apporter une réponse adaptée
- 2) Impulser une dynamique collaborative sur Marseille nord pour plus de mutualisation, plus de collaboration, de coopération et concourir à la transformation des modèles économiques des entreprises locales
- 3) Renforcer l'attractivité du territoire pour le rendre plus compétitif et favoriser l'accès et le maintien à l'emploi des habitants de Marseille nord

Le but étant, à terme, de faire bénéficier les autres zones d'activités des procédés expérimentés sur le terrain pour valoriser et enrichir notre propre expérience (Essaimage et déploiement via Convergences 13).

Résultats escomptés (cible visée)

Résultats liés attendus :

- Faciliter la mise à l'emploi de 90 demandeurs d'emploi d'ici fin 2019 (30 personnes/ an) prioritairement issus du territoire, en favorisant l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la ville notamment, les jeunes âgés de 16 à 23 ans et les femmes
- Réduire le délai de mise en relation offre et demande d'emploi
- Anticiper les problématiques RH des entreprises du territoire (lisibilité à 18 mois : pour organiser l'adaptation des postes de travail et la montée en compétences des collaborateurs : évolution des pratiques professionnelles liées à la mise en œuvre de la Loi sur la transition énergétique...)
- Déployer une offre de formations mutualisées, en inter-entreprises pour d'une part, réduire les coûts mais aussi impulser la synergie du travail de groupe sur un sujet commun.
- Mobiliser 300 entreprises sur l'action proposée (objet de la présente demande) d'ici 2019



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Impliquer 50

entreprises sur des actions concrètes et des projets collaboratifs

- Augmenter le nombre d'adhérents (pour atteindre 300 en 2020) et rompre leur isolement
- Conforter les entreprises du territoire (CA induits par des réponses AAP en groupement, nombre d'emplois maintenus, générés par ces actions collaboratives)
- favoriser la mobilité interne et externe des employés : mesurer les mouvements de main-d'œuvre

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2017

Fin : 31/12/2019

Cfr GANTT rétro-planning

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération Evénements, Promotion, Publication	Direct		47 520,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement Frais de déplacement (voyages, séjours) Frais de restauration Frais d'hébergemen	Direct	Fonctionnement	17 676,00 €
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	248 413,00 €
Dépenses de prestations externes de service Etudes, évaluation, frais de conseils	Direct	Investissement	54 895,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat, équipement, machine	Direct	Investissement	21 453,00 €
Total :			389 957,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	50067044300018 / Recettes générées			39,74	154 980,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	194 978,00			
Total co- financier				89,74	349 958,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				10,26	39 999,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	389 957,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

Avis DEFAVORABLE. Opération non éligible du fait du non-respect du critère d'éligibilité lié à la capacité financière de la structure.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010807
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parc relais des Trois Pigeons à Aix-en-Provence
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	PROXIMITE ECHANGEUR A51 SORTIE BOUC BEL AIR OU LUYNES
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Aix-en-Provence
Commune INSEE	Bouc-Bel-Air

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le parc relais des Trois Pigeons comporte 209 places de surface. Il est la composante principale du pôle d'échanges multimodal des Trois Pigeons, qui comprendra une gare routière de 8 quais.</p> <p>Le projet ne porte pas uniquement sur la construction d'un simple parking, mais comprend également d'autres composantes qui l'identifient à un véritable pôle d'échanges multimodal (PEM).</p> <p>Dès son ouverture, le site sera desservi par des lignes de transport collectif permettant de se rendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (PAAP), avec la ligne 14 du réseau urbain Aix-en-Bus, la ligne 191 du réseau interurbain Pays d'Aix Mobilité et la ligne 53 du réseau départemental Carreize ; - dans le centre-ville d'Aix-en-Provence, avec la ligne 270 du réseau interurbain Pays d'Aix Mobilité et les lignes 49, 50, 51 du réseau départemental Carreize ;

- à Marseille, avec les lignes 49, 50, 51 et 53 du réseau départemental Carreize, permettant notamment un accès au réseau ferroviaire par la gare Saint Charles (Marseille).

La desserte du parc relais des Trois Pigeons sera encore renforcée en application de l'Agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016 qui prévoit la création d'une ligne de Bus à Niveau de Service (BHNS) entre le PAAP et le PEM des Trois Pigeons, et la desserte de ce dernier par deux lignes MétroExpress, l'une reliant Aix et Marseille et l'autre provenant de Pertuis.

Le parking du Palais des sports du Pays d'Aix attenant comporte lui, un millier de places de stationnement. Les deux parkings, comme certains équipements composant ces deux réalisations, pourront être mutualisés.

Objectifs recherchés :

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains et interurbains. Situé à proximité immédiate d'un échangeur autoroutier sur un axe autoroutier métropolitain structurant et à fort trafic (A51), il est implanté sur une voie d'accès au Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence, pôle d'emploi et d'activités métropolitain majeur. Son emplacement stratégique lui permettra de jouer un important rôle de rabattement vers le réseau de transport public routier et autoroutier, notamment dans le cadre des déplacements domicile travail.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont une diminution de l'usage de l'automobile individuelle et une augmentation de l'utilisation des transports publics routiers interurbains.

Le report modal de la voiture individuelle vers les transports publics permet une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Cet enjeu est ressenti avec acuité sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont le territoire fait l'objet d'un Plan de Protection de l'Atmosphère et où les pics de pollution sont fréquents. Ce projet de parc relais contribue aussi au désengorgement de la voirie routière et à la lutte contre la saturation des infrastructures routières en heure de pointe. Les parcs relais, en réduisant le nombre de véhicules individuels en circulation, participent à la lutte contre l'insécurité routière en favorisant l'utilisation des modes de transports publics peu accidentogènes.

La cible visée sont les automobilistes à l'occasion de l'interface avec le réseau de transport public routier, devenant des utilisateurs des réseaux de transport public. Ce parc relais est amené à jouer un rôle important dans les déplacements domicile travail concernant le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence, fortement pénalisé par la saturation du réseau routier en heures de pointe.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/03/2015	Fin : 15/10/2017
------------------------------------	--------------------	------------------

- Durée prévisionnelle de l'opération : 31 mois
- Date de début d'opération : mars 2015
- Date prévisionnelle de fin d'opération : octobre 2017
- De mars 2015 à décembre 2015 : Etudes APD, PC et PRO
- De janvier 2016 à octobre 2017 : Etudes
- De janvier 2016 à octobre 2017 : Travaux

Avancement du projet à la date du dépôt du présent dossier d'appel à projet :

- Les travaux du parc relais sont en cours de réalisation.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	3 000 000,00 €
etudes et travaux			
Total :			3 000 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			7,36	220 650,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			36,78	1 103 250,00			
Autre partenaire ponctuel	Métropole AMP			55,87	1 676 100,00			
Total co-financier				100,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération est éligible à l'appel à projet conjoint FEDER / Région Parcs relais de février 2017.

Cependant elle ne répond pas aux critères de sélection.

Le projet obtient une note de 2/4 au bloc de critères 1 relatif à la contribution aux objectifs du PO, une note de 5/8 au bloc de critères 2 relatif à la qualité du projet et une note de 3/4 au bloc de critères 3 relatif à la capacité administrative et financière. En revanche il obtient une note éliminatoire de 0,5/4 au bloc de critères 4 relatif à la contribution du projet à la performance du PO pour les raisons suivantes :

- le projet n'est pas conduit directement par la Métropole mais par la SPLA. Il y a donc 2 structures partie prenantes dans le projet contrairement à d'autres PEM qui sont mis en oeuvre directement par le maître d'ouvrage
- le projet vise à créer un PEM qui ne comporte qu'une gare routière et donc qu'un mode de transports TC, contrairement à d'autres PEM qui comprennent plusieurs modes TC (routiers et ferroviaires)
- le projet comprend la construction d'un parking relais et la réalisation d'aménagements associés (voirie notamment). Le coût des aménagements associés est quasiment égal au coût du parking relais (ratio de 0,97), contrairement à d'autres projets où le coût du parking relais est bien supérieur à celui des aménagements associés.

Le projet obtient donc une note globale de 10,50/20 avec une note éliminatoire de 0,50/4 au 4ème bloc.

NOTATION :

bloc1 = 2/4

bloc2 = 5/8

bloc3 = 3/4

bloc4 = 0,5/4

total = 10,50/20



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010809
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PARC- RELAIS de Pertuis
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	ACCOLE A LA GARE DE PERTUIS AVENUE PIERRE SEMARD
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Pertuis

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le parc relais de Pertuis intégré au pôle d'échanges multimodal de Pertuis se trouve devant la gare SNCF de Pertuis (84), à l'abord de l'avenue Pierre Semard, sur une surface d'environ 3.2 hectares, dans un quartier urbanisé, entre la RD 956 à l'ouest, la coopérative viticole au nord et la Gare SNCF au sud.</p> <p>Une première tranche de travaux a permis en 2015 de réaliser un parking comportant 150 places de stationnement (le parking comportait 60 places à l'origine) et une gare routière de 6 quais, soit 5 quais de bus et un quai minibus (4 quais à l'origine).</p> <p>Une deuxième tranche de travaux (encore à effectuer) permettra d'ajouter 150 places de stationnement en aérien supplémentaires (en superstructure métallique), portant la capacité totale du parc relais à 300 places de stationnement. Le parc relais sera équipé d'un parc à vélo sécurisé de 40 places (marché en cours d'exécution).</p> <p>La gare ferroviaire est desservie par la ligne Marseille-Aix-Meyrargues-Pertuis qui assure une vingtaine de services quotidiens.</p>

La gare routière est desservie par le réseau de transport urbain de Pertuis et par des lignes interurbaines d'autocars. Les services interurbains sont assurés :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Pays d'Aix Mobilité : lignes Pertuis-Aix, Pertuis-Venelles-ZA Les Milles, Pertuis-Meyrargues-Jouques-St Paul lez Durance, La Roque d'Anthéron-St Estève-Le Puy-Pertuis ;
- par le département de Vaucluse, réseau TransVaucluse : lignes Pertuis-Cavaillon, Aix-Pertuis-Apt, Pertuis-Puyvert, Aix-Pertuis-Cabrières d'Aigues, Peypin d'Aigues-Pertuis, Beaumont de Pertuis-Pertuis.

La gare routière est également desservi par les 5 lignes urbaines du réseau de transport de Pertuis (lignes 102, 103, 104, 105, 106).

Un dispositif de contrôle d'accès pourra être mis en œuvre, visant à privilégier l'accès du parc relais aux utilisateurs des transports en commun, si cela s'avérait nécessaire.

Objectifs recherchés :

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains, interurbains et au réseau de transport ferroviaire.

L'objectif du parc relais de Pertuis, connecté au pôle d'échanges multimodal est d'offrir à terme 300 places de stationnement pour favoriser le rabattement vers le réseau de transport urbain, vers le réseau ferroviaire et vers les réseaux de transport routier interurbains métropolitain et du Vaucluse.

Cette offre de transport public concurrentielle à la voiture individuelle, améliorera les relations entre le pôle économique et urbain de Pertuis (20 000 habitants, environ 2000 entreprises) et les bassins d'emploi d'Aix-Marseille et du Vaucluse. Ce parc relais concerne au premier plan les déplacements domicile travail et accompagne l'objectif de réduction de la place de l'automobile au profit des transports en commun dans ce type de déplacement.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont une diminution de l'usage de l'automobile individuelle et une augmentation de l'utilisation des transports publics ferroviaires (le parc relais est accolé à une gare sur une ligne ferroviaire structurante de la Métropole), mais aussi urbains (réseau de transport urbain de Pertuis) et interurbains (le pôle d'échanges est desservi par plusieurs lignes de cars dont les services concernent deux départements, Vaucluse et Bouches du Rhône).

Le report modal de la voiture individuelle vers les transports publics permet une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Cet enjeu est ressenti avec acuité sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (Pertuis est une des 92 communes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence) dont le territoire fait l'objet d'un Plan de Protection de l'Atmosphère et où les pics de pollution sont fréquents. Ce projet de parc relais contribue aussi au désengorgement de la voirie routière et à la lutte contre la saturation des infrastructures routières en heure de pointe. Les parcs relais, en réduisant le nombre de véhicules individuels en circulation, participent à la lutte contre l'insécurité routière en favorisant l'utilisation des modes de transports publics peu accidentogènes.

La cible visée sont les automobilistes à l'occasion de l'interface avec le réseau de transport public routier (interurbain et urbain) et ferroviaire, devenant des utilisateurs des réseaux de transport public.

Le projet prévoit qu'un dispositif de contrôle d'accès puisse être mis en œuvre, visant à privilégier l'accès du parc relais aux utilisateurs des transports en commun.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/10/2014	Fin : 15/09/2017
<ul style="list-style-type: none"> • Durée prévisionnelle de l'opération : 35 mois • Date de début d'opération : octobre 2014 • Date prévisionnelle de fin d'opération : septembre 2017. <p>Phasage de l'opération :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'octobre 2014 à septembre 2015 : MOE, études AVP, PRO et passation des contrats de travaux. • De septembre 2015 à septembre 2016 : Travaux première phase (quais + parking 150 places). • De septembre 2016 à septembre 2017 : Travaux deuxième phase (parking en élévation de 150 places). <p>Avancement du projet à la date du dépôt du présent dossier d'appel à projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de la première phase du projet (parking au sol de 150 places, quais de la gare routière et aménagements de voirie) sont achevés. 		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Le marché concernant

l'abri vélo sécurisé (40 places) a été attribué fin décembre 2016, le titulaire dispose d'un délai de 2 mois pour la réalisation.

- Pour la réalisation du parking de 150 places en superstructure métallique R+1, un appel d'offre va être publié, la consultation des entreprises s'effectuera en février 2017.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	4 300 000,00 €
etudes et travaux			
Total :			4 300 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			20,00	860 000,00			
Autre partenaire ponctuel	Métropole AMP			30,00	1 290 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	2 150 000,00			
Total co-financier				100,00	4 300 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	4 300 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI4e-2017.

ELIMINATION LIEE A L'ENVELOPPE FINANCIERE DE L'APPEL

L'enveloppe financière FEDER disponible pour l'appel à projet 2016 « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » est limitée à 15 M€. Les projets déposés à l'appel qui ont obtenu une note supérieure à celle du Parc-Relais de Pertuis (12/20, la note minimale pour être sélectionné étant fixée à 14/20) ont consommé toute l'enveloppe disponible. La subvention FEDER demandée par l'opération de Parc-Relais de Pertuis ne peut donc pas être financée pour cause de disponibilités budgétaires insuffisantes.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010815
Bénéficiaire :	20005480700017 METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20005480700017
Raison sociale :	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
Adresse :	13007 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parc Relais de Trets
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	ZAC DE LA BURLIÈRE RD908B TRETS
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Le pôle d'échanges de Trets actuel est aujourd'hui éclaté sur deux sites : une halte routière à l'est de l'avenue René Cassin pour les lignes régulières (plate forme permettant le demi-tour des véhicules, dans des conditions de sécurité peu satisfaisantes) et la gare routière scolaire, à l'ouest de cette même avenue sous forme de stationnement réservé. L'objectif du projet est de regrouper ces équipements sur un seul site, incluant un parc relais, la halte et la gare routière scolaire de façon sécurisée.</p> <p>Le nouvel équipement verra le jour sur la ZAC de la Burlière, en bordure de l'avenue René Cassin et de la RD 908B (l'acquisition foncière a été réalisée en septembre 2016).</p> <p>Le bassin de chalandise de Trets déborde sur le département du Var et inclut les communes de Puyloubier, ainsi que les</p>

communes varoises de

Saint Maximin, Pourcieux et Pourrières.

Le pôle d'échanges est situé sur un axe routier structurant du département des Bouches du Rhône, la RD6.

Le pôle d'échanges aura vocation à connecter les lignes de transport collectif des différents réseaux de transport, réseaux métropolitains Pays d'Aix Mobilité et Cartreize, et réseau départemental du Var, Varlib.

Ce projet permettra de regrouper en un seul endroit les lignes régulières et les services scolaires.

Il offrira une interface de qualité pour les dessertes vers le pôle urbain d'Aix-en-Provence et le pôle d'activité du pays d'Aix (Aix-Les Milles), vers Marseille, le pôle économique de Rousset et vers les autres communes environnantes desservies.

La commune de Trets est aujourd'hui desservie par 5 lignes régulières et 5 lignes scolaires.

Les lignes régulières sont :

- la ligne 160 Pays d'Aix Mobilité, orientée vers Peynier, Rousset, Châteauneuf-le-Rouge et Aix ;
- la ligne 161 Pays d'Aix Mobilité, qui dessert Peynier, Rousset, Meyreuil, Gardanne, le lycée de Luynes et le pôle d'activités d'Aix ;
- la ligne 64 du réseau départemental Cartreize, orientée vers Trets, Peynier, Rousset, Fuveau, Meyreuil, Gardanne, Plan de Campagne et Marseille ;
- la ligne 4026 du réseau départemental Varlib, tournée vers Saint-Maximin via Pourrières et Pourcieux ;
- la ligne 4002 du réseau départemental Varlib, desservant Trets entre Brignoles et Rousset.

La gare SNCF de Trets est aujourd'hui fermée (mais les infrastructures ferroviaires sont préservées).

Le parc relais attendant en projet aura une capacité de 112 places de stationnement en surface ; totalement intégré au pôle d'échanges, ce parking améliorera les possibilités de stationnement des usagers du transport public et facilitera le rabattement vers les réseaux interurbains de transport sur la partie orientale des Bouches-du-Rhône et la partie occidentale du département du Var. Ce parc relais, composante du pôle d'échanges multimodal de Trets aura ainsi une dimension régionale.

Objectifs recherchés :

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains et interurbains.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont une diminution de l'usage de l'automobile individuelle et une augmentation de l'utilisation des transports publics routiers interurbains.

Le report modal de la voiture individuelle vers les transports publics permet une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. Cet enjeu est ressenti avec acuité sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont le territoire fait l'objet d'un Plan de Protection de l'Atmosphère et où les pics de pollution sont fréquents. Ce projet de parc relais contribue aussi au désengorgement de la voirie routière et à la lutte contre la saturation des infrastructures routières en heure de pointe. Les parcs relais, en réduisant le nombre de véhicules individuels en circulation, participent à la lutte contre l'insécurité routière en favorisant l'utilisation des modes de transports publics peu accidentogènes.

La cible visée sont les automobilistes à l'occasion de l'interface avec le réseau de transport public routier, devenant des utilisateurs des réseaux de transport public.

Le projet prévoit qu'un dispositif de contrôle d'accès puisse être mis en œuvre, visant à privilégier l'accès du parc relais aux utilisateurs des transports en commun. La réglementation de ce parking sera étudiée en vue d'une mutualisation optimisée avec les usages du centre-ville de Trets.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/01/2016	Fin : 15/03/2018
<ul style="list-style-type: none"> • Durée prévisionnelle de l'opération : 27 mois • Date de début d'opération : janvier 2016 • Date prévisionnelle de fin d'opération : mars 2018 <p>Calendrier de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De janvier 2016 à février 2016 Mise en place de l'équipe projet et récupération des données d'entrée • De février 2016 à juillet 2016: Démarche foncière • D'août 2016 à octobre 2016 : Consultation maîtrise d'œuvre • De novembre 2016 à avril 2017: Etudes 		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



• De mai 2017 à août

2017 : Passation des contrats de travaux

- De septembre 2017 à mars 2018 : Travaux.

Avancement du projet à la date du dépôt du présent dossier d'appel à projet :

- Les acquisitions foncières ont été réalisées par la ville de Trets en octobre 2016.
- Le maître d'œuvre de l'opération a été désigné par le jury en décembre 2016.
- En janvier 2017 sont commencées les études d'avant projet.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 700 000,00 €
etudes et travaux			
Total :			1 700 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			6,81	115 800,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			34,06	579 000,00			
Total co-financier				40,87	694 800,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				59,13	1 005 200,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération répond à l'ensemble des critères de sélection de l'appel à projet conjoint « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » et obtient une note globale de 12/20.

Or, l'enveloppe financière FEDER disponible pour l'appel à projet 2016 « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » est limitée à 15 M€.

Les projets déposés à l'appel qui ont obtenu une note supérieure à celle du Parc-Relais de Trets (12/20, la note minimale pour être financée étant de 14/20) ont consommé toute l'enveloppe disponible.

Même si l'opération du Parc-Relais de trets est éligible et a obtenu une note globale supérieure à la moyenne, le projet ne peut pas être financé faute de disponibilités budgétaires.

NOTATION :

bloc1 = 2/4

bloc2 = 5/8

bloc3 = 3/4

bloc4 = 2/4

total = 12/20

Conclusion :

Dossier recevable, éligible, répondant aux critères de sélection de l'appel, obtenant une note de 12/20 et non proposé à la programmation faute de disponibilités budgétaires.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010855
Bénéficiaire :	05980406200053 REGIE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS RTM
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	05980406200053
Raison sociale :	REGIE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS RTM
Adresse :	IMMEUBLEASTROBALE CS60478 13235 MARSEILLE CEDEX 2

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Construction d'un parking relais P+R sur le site de LA ROSE METRO Marseille 13e
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	Station métro la Rose Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>A proximité de la gare d'échange de La Rose (Métro, BHNS et autobus) existe aujourd'hui un parking relais d'environ 390 places. C'est en fait l'ancien parking du cours Estienne d'Orves qui a été transplanté à La Rose. Il est en fin de vie et doit être reconstruit ou fermé. Par ailleurs, à ce jour, ce parking s'avère sous dimensionné pour les clients de la RTM, preuve en est la saturation de la voirie de proximité. Le projet consiste à proposer un parking relais d'une capacité deux fois supérieure à la capacité actuelle, s'intégrant parfaitement dans son environnement urbain, et en liaison avec la gare d'échange de La Rose ainsi que sa galerie marchande</p>

Objectifs recherchés :

- Doublement à minima de la capacité du P+R actuel
- Insertion environnementale et paysagère
- Prise en compte des contraintes de flux de circulation de la voirie existante
- Elargissement de l'offre : vélo, recharge véhicule électriques, stationnement PMR, ...

Résultats escomptés (cible visée)

Le projet de Parking Relais s'inscrit dans une démarche d'amélioration des transports collectifs en facilitant les pratiques intermodales. En effet la station de la Rose métro est un pôle d'échange permettant l'accès à différents type de transports en communs à savoir le métro Ligne 1 et 18 lignes de bus à ce jour permettant de desservir le centre-ville de Marseille, des pôles d'intérêts techniques et commerciaux et les limites des communes avoisinantes au 13ème arrondissement. L'amélioration de l'accessibilité de ce pôle d'échange par la construction d'un nouveau parking relais dimensionnant et à l'échelle des besoins actuels de la population avec le doublement du service actuel permettant à la fois d'augmenter les possibilités de stationnement de nouveaux usagers, une meilleure gestion et sécurisation des emplacements actuels et une réorganisation des voies piétonnes jusqu'à la station de métro.

La construction du parking relais prévoit la mise à disposition de place de covoiturage spécifiques et sous surveillance situées au plus près de l'accès à la station, favorisant ce nouveau mode de partage, ainsi que des installations spécifiques et sécurisées pour les modes de déplacement doux.

Par ailleurs des installations électriques de rechargement permettant le rechargement des véhicules électriques seront mis es à disposition des usagers afin de développer ces nouvelles énergies.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/03/2018	Fin : 01/03/2021
- Décembre 2016- Mars 2017 : Conception des pièces administratives et techniques du projet pour la réalisation du concours de MOE - Mars 2017 - Février 2018 : Consultation de Maître d'œuvre dans le Cadre de la Procédure de Concours et désignation du Lauréat du projet. - Février 2018 - Aout 2018 : Etudes et conception du projet, réalisation des dossiers de consultation des entreprises - Aout 2018 – Mai 2019 : Consultation des entreprises dans le cadre d'Appel d'Offre - Mai 2019 – Octobre 2020 : Travaux de construction du Parking		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	385 000,00 €
Dépenses de prestations externes de service Etudes, évaluation, frais de conseils	Direct	Investissement	1 845 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat, équipement, machine	Direct	Investissement	12 770 000,00 €
Total :			15 000 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			20,00	3 000 000,00			
Total co-financier				20,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				80,00	12 000 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
 - dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
 - dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »
- Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions PI4e-2017.

ELIMINATION LIEE A L'ENVELOPPE FINANCIERE DE L'APPEL

L'enveloppe financière FEDER disponible pour l'appel à projet 2016 « Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun » est limitée à 15 M€.

Les projets déposés à l'appel qui ont obtenu une note supérieure à celle du Parc-Relais de la Rose (13/20, la note minimale pour être financée étant de 14/20) ont consommé toute l'enveloppe disponible.

Même si l'opération du Parc-Relais de la Rose est éligible et a obtenu une note globale supérieure à la moyenne, le projet ne peut pas être financé faute de disponibilités budgétaires.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010869
Bénéficiaire :	21050061700019 COMMUNE DE GAP
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21050061700019
Raison sociale :	COMMUNE DE GAP
Adresse :	BP 97 05007 GAP CEDEX

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parking de Bonne : Parc Relais visant à augmenter l'utilisation des transports en commun
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	QUARTIER DE BONNE A GAP
Zone(s) :	
Type	Libellé

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Réalisation d'un parking de stationnement de 717 places et d'une liaison piétonne reliant le parking à la gare SNCF.

Objectifs recherchés :
Deux principaux objectifs sont visés : - Réduire l'usage de la voiture en centre-ville de Gap - Renforcer l'usage des transports en commun en offrant une offre de stationnement près de la gare SNCF

Résultats escomptés (cible visée)



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Réduire l'usage de la

voiture en centre-ville de Gap

- Renforcer l'usage des transports en commun en offrant une offre de stationnement près de la gare SNCF

Calendrier et phasage de l'opération :		
Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/04/2015	Fin : 31/12/2017

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)			4 494 435,00 €
A INSTRUIRE			
Total :			4 494 435,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			16,08	722 755,00			
Total co-financier				16,08	722 755,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				83,92	3 771 680,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	4 494 435,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

ELIGIBILITE TEMPORELLE

Le projet de parking de Bonne ne répond pas au critère d'éligibilité temporelle.

Le Procès-verbal de réception des travaux du parking de Bonne est à la date du 08/12/2016 et sa mise en exploitation date du 02/01/2017 (dixit le porteur).

Pour rappel les projets ne devaient pas être terminés avant le 06/02/2017 (date limite de dépôt des dossiers).

La Ville de Gap défend que des travaux de réserve de réception restaient à réaliser ainsi que la liaison piétonne.

Cependant :

- Les travaux de réserve restant à réaliser n'ont pas empêché la mise en exploitation du parking en janvier 2017 (parking payant)
- La liaison piétonne n'apparaît dans aucune pièce des marchés de travaux liés au parking de Bonne ni dans les travaux de réserve à effectuer. Il apparaît que l'idée de réalisation de cette liaison s'est faite à posteriori et qu'elle ne fait pas partie du projet initial

Il peut donc être considéré que l'opération était achevée à la date de dépôt du dossier.

NOTE ELIMINATOIRE

Le projet obtient une note globale éliminatoire et des notes éliminatoires aux blocs 1,2 et 4.

Bloc 1 : Les prescriptions de l'étude de stationnement présentée en terme de nombre de places n'ont pas été suivies. Ceci fait que le projet n'a pas la moyenne sur le bloc 1 (1.75/4).

Pour rappel, l'étude de stationnement préconisait la création de 105 places de stationnement au pôle gare. Le parking de la gare (179 places) est amené à disparaître dans le cadre du projet de PEM ce qui pourrait porter le besoin à $105 + 179 = 284$ places ce qui est toujours très éloigné des 717 places de l'opération.

Bloc 2 : L'opération n'obtient pas la moyenne au 2ème bloc (2/8) notamment car le projet était terminé avant la date limite de dépôt et que le projet n'a pas été conduit dans un cadre partenarial (pas de COTECH/COPIL concernant ce parking).

Bloc 4 : L'opération n'obtient pas la moyenne au 4ème bloc (1.5/4) car cette réalisation de parking ne concerne pas de gare aménagée en pôle d'échange multimodal. La liaison piétonne n'a été réfléchi qu'à posteriori.

NOTE GLOBALE INFÉRIEURE A LA MOYENNE : 8.25/20



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010872
Bénéficiaire :	21050061700019 COMMUNE DE GAP
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21050061700019
Raison sociale :	COMMUNE DE GAP
Adresse :	BP 97 05007 GAP CEDEX

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Parc Relais visant à augmenter l'utilisation des transports en commun
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	CARREFOUR DU SENATEUR AV TRAUNSTEIN RTE NAPOLEON ROND POINT DE TOKORO
Zone(s) :	
Type	Libellé

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
La ville de Gap souhaite proposer une offre de stationnement de rabattement aux entrées de ville, sur les quatre principaux axes de circulation en direction de Marseille, Valence, Grenoble et Briançon.

Objectifs recherchés :
L'objectif est de faciliter l'accès au cœur de ville en retenant la circulation à l'extérieur de l'hyper centre. L'ensemble du dispositif facilitera l'utilisation des transports multimodaux pour les usagers.

Résultats escomptés (cible visée)



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



relais périphériques.

Réalisation de 4 parc-

Calendrier et phasage de l'opération :		
Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/12/2019

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)			1 306 863,00 €
A INSTRUIRE			
Total :			1 306 863,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	653 431,43			
Total co-financier				50,00	653 431,43	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	653 431,57			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 306 863,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
- dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
- dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »

AVIS DEFAVORABLE EN RAISON DE NOTES ELIMINATOIRE

Le projet obtient une note éliminatoire sur le 1er bloc et sur le 4ème bloc de la grille de notation (Critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs du Programme Opérationnel, 1.75/4 et Performance financière du PO 1.5/4). La note globale est de 11.25/20. Ceci est notamment dû au fait que l'étude de stationnement fournie est très succincte, sans date et que les préconisations en terme de nombre de places par parking ne sont pas suivies.

CONCLUSION :

#avis défavorable, le projet obtient une note de 11,25/20 mais 2 notes éliminatoires aux blocs 1 et 4 de la grille de notation#



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010873
Bénéficiaire :	20003991500018 COMMUNAUTE D AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20003991500018
Raison sociale :	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS
Adresse :	HOTEL DE VILLE CS 500400 06414 CANNES CEDEX

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Aménagement et mise en accessibilité du parc-relais de la Canardière, dans le cadre de l'aménagement et la requalification de l'avenue du Maréchal Lyautey, pour la continuité du transport en commun en site propre sur la commune de Mandelieu-La-Napoule.
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	ROND POINT DE LA CANARDIERE MANDELIEU LA NAPOULE
Zone(s) :	
Type	Libellé

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>Fort de sa compétence « transports », la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.P.L.) investit dans la transition énergétique pour promouvoir une valorisation durable du territoire et un développement économique respectueux de l'environnement.</p> <p>A ce titre la C.A.P.L. investit sur son territoire dans la construction d'un axe de déplacement des bus en site propre sur les 5 communes membres. Le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) est un engagement fort et volontariste de la collectivité en matière de transports.</p> <p>Dans le cadre de sa politique de mobilité, la C.A.P.L. a pour projet de poursuivre la construction du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sous sa forme de transport en commun en site propre (T.C.S.P.) sur l'avenue du Maréchal Lyautey, située sur la</p>

commune de

Mandelieu-La-Napoule.

Dans le cadre de ces travaux, la C.A.P.L. va créer et aménager un parking-relais en liaison avec la future station BHNS de la Canardière afin de favoriser le report modal de la voiture vers le BHNS et ainsi faciliter l'utilisation des transports en commun.

Objectifs recherchés :

Ce projet de parking-relais vise à réduire l'usage de la voiture au cœur des villes en incitant les usagers à prendre les transports en commun. Ce projet est accompagné d'une offre de déplacements collectifs moderne et adaptée, rapide et maîtrisée, pérenne et écoresponsable, permettant les interconnexions avec les autres systèmes de transports (Pôles d'échanges multimodal, infrastructures modes doux...). Ceci afin d'inciter au report multimodal et faciliter l'utilisation des transports en commun.

Ainsi pour la CAPL, les objectifs recherchés de la création d'un parking-relais à proximité d'une station BHNS sont de différentes natures ; tout d'abord de favoriser le recours aux transports en commun plutôt qu'à la voiture particulière; ensuite de développer tous les types d'échanges multi modaux (voiture-bus, voiture-vélo, vélo-bus, bus-piéton ...) ; enfin contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air (impact carbone) et la diminution des nuisances sonores.

Avec le redéploiement de son offre transport et la poursuite du BHNS sur la commune de Mandelieu-La-Napoule, la création d'un parking relais proche de la sortie d'autoroute, situé avant l'entrée de ville et à proximité immédiate d'une station BHNS permet aux usagers de garer leur véhicule sur un parking gratuit puis d'emprunter les transports en commun pour se déplacer sur l'ensemble du territoire de la CAPL.

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats attendus de la création d'un parking-relais à proximité d'une station BHNS sont de différentes natures :

1. favoriser le recours aux transports en commun plutôt qu'à la voiture particulière
2. développer tous les types d'échanges multi modaux (voiture-bus, voiture-vélo, bus-piéton ...)
3. contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air (impact carbone)
4. contribuer à la diminution des nuisances sonores.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie de développement urbain soutenable.

Les publics cibles sont les utilisateurs du BHNS et de la gare modale de Cannes.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 16/07/2015	Fin : 31/05/2017
------------------------------------	--------------------	------------------

Les étapes pour concrétiser ce projet sont les suivantes :

- Mission de maîtrise d'œuvre partielle (ESQUISSES-AVANT PROJET- PROJET-DCE) : Marché à procédure adaptée notifié le 16/07/2015.
- Attribution le 25 août 2016 du marché Infrastructures et espaces verts pour le projet global.
- Début des travaux le 3 octobre 2016.
- Fin des travaux prévue le 31 mai 2017.

Phasage de l'opération :

Phase B0 : Installation base vie et bureaux du 03/10/16 au 07/10/16

Phase B1 : Dégagement des emprises et réalisation de voirie provisoire du 10/10/16 au 18/10/16

Phase B2 : Travaux de VRD du 19/10/16 au 25/01/17

Phase Giratoire et sortie vers pont de l'A8 du 30/11/16 au 19/01/17

Phase A1 Voie BHNS Ouest du 17/10/16 au 08/11/16

Phase A1 Bis : Elargissement voie BHNS Sud du 17/10/16 au 30/01/17

Phase A2 : Voie et trottoir Nord-Ouest du 03/11/16 au 21/02/17

Phase Trottoir Nord du 01/12/16 au 15/12/16

Phase bretelle sortie autoroute du 14/11/16 au 14/12/16

Phase B3 : Rond-point de la canardière du 20/01/17 au 14/03/17

Phase A3 : Voie BHNS Est du 09/01/17 au 25/01/17



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Phase A4 : Voie et

trottoir Est du 26/01/17 au 24/03/17

Phase B4 : Trottoirs et voie latérale du 15/03/17 au 14/04/17

Phase B5 : Chaussée giratoire du 18/04/17 au 25/04/17

Phase B6 : Parking relais du 30/11/16 au 25/01/17 et du 13/04/17 au 15/05/17

Phase B7 : BCMC BHNS du 26/04/17 au 03/05/17

Phase A5 : BBME zone A Ouest du 03/05/17 au 16/05/17

Phase A6 : BBME zone A Est du 09/05/17 au 19/05/17

Phase B8 : BBME zone B du 09/05/17 au 10/05/17

Phase A7 : BBTM Clair zone A Est du 17/05/17 au 18/05/17

Phase A8 : BBTM Clair zone A Ouest du 15/05/17 au 16/05/17

Etat d'avancement du projet au 31/01/2016 :

5% - réalisation du trottoir, des escaliers et de la rampe d'accès au droit de la future station BHNS.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	10 000,00 €
Evénements, Promotion, Publication			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	10 961,25 €
salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	8 800,00 €
Etudes, évaluation, frais de conseils			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	505 984,00 €
infrastructure			
Total :			535 745,25 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			38,26	205 000,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			9,80	52 478,00			
ETAT	Écologie, développement durable et énergie	Infrastructures et services de transports		21,00	112 506,50			
DEPARTEMENT	Alpes-Maritimes			9,94	53 253,08			
Total co-financier				79,00	423 237,58	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				21,00	112 507,67			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	535 745,25	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans le 3ème axe prioritaire du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
- dans l'Objectif Thématique n°4 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs »
- dans la priorité d'investissement PI4e qui vise à « Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone »

Après instruction il apparaît que ce dossier est éligible. Deux critères d'éligibilité de l'appel ne sont pas respectés :

- Aucune étude de stationnement permettant d'évaluer le besoin en terme de places de stationnement n'a été fournie
- Le projet n'est inclus dans aucun plan ou stratégie de développement urbain soutenable. Il n'est inscrit dans aucun document de planification territoriale d'ici le porteur : « Ce parking n'a pas été planifié lors de la rédaction des différents documents tels que PDU, PLU, il n'apparaît pas non plus dans la DUP de 2012. Ce projet ne découle pas d'une stratégie générale mais d'une opportunité suite à la modification du tracé du BHNS. »

SYNTHESE :

L'opération est considérée éligible au PO FEDER-FSE 2014-2020, ainsi qu'à l'Appel à Projet conjoint "Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun".



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010943
Bénéficiaire :	24840025100158 Communauté d'Agglomération du Grand Avignon
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	24840025100158
Raison sociale :	Communauté d'Agglomération du Grand Avignon
Adresse :	BP 1259 AGROPARC 84911 AVIGNON CEDEX 9

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Réalisation de 2 parkings relais sur les communes d'Avignon et des Angles
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Communes d'Avignon (PACA) et des Angles (Occitanie)
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Avignon
Commune INSEE	Les Angles

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
<p>L'agglomération fonctionne de manière très polarisée, avec un cœur de vie et des emplois concentrés dans les principaux pôles urbains (Avignon et Le Pontet regroupent plus de 80% des emplois de l'agglomération), et des communes périurbaines à dominante résidentielle. De ce fait, les déplacements domicile-travail entre le centre et la périphérie sont très nombreux et on note des problèmes de congestion aux points de convergence des flux</p> <p>Le phénomène d'étalement urbain, phénomène qui se poursuit sur le territoire, complexifie également l'organisation de la desserte en transports en commun. En effet, les tissus de la communauté d'agglomération sont peu denses et de fortes disparités existent entre les centres anciens, les faubourgs et les lotissements pavillonnaires. Dans ce contexte, les transports en commun sont pénalisés par la desserte de certains tronçons peu denses. Ce mode d'urbanisation ne permet donc pas une organisation optimale des transports collectifs.</p>

Le Grand Avignon

structure sa politique de mobilité au regard de la pertinence de chaque mode de transport.

En secteur dense, le Grand Avignon s'est engagé sur la mise en œuvre d'un réseau structurant dans le cœur urbain articulé autour du tramway et de deux lignes de bus à haute fréquence.

Ainsi, par délibération du 10 janvier 2015, l'assemblée délibérante a :

- approuvé le phasage du réseau de tramway et de bus à haute fréquence
- approuvé la 1re phase du projet tramway, avec la réalisation d'un premier tronçon d'ici fin 2018, entre la porte Saint Roch et Saint Chamand/Bel Air, pour un coût estimé à 117 M€ HT

- autorisé la réalisation de deux premières lignes de bus à haute fréquence pour une enveloppe estimée à 18 M€ HT

En secteur diffus où il est difficile de mettre en place un transport collectif compétitif, le parc relais incite les automobilistes à accéder aux centres villes en transport en commun. C'est un espace de stationnement qui encourage l'intermodalité. Il sera d'autant plus fréquenté qu'il se situe à la jonction de grands axes de communication et d'une ligne de transport en commun à fort cadencement généralement en site propre.

Le PDU approuvé le 12 décembre 2016 (téléchargeable sur <http://www.grandavignon.fr/vivre-au-quotidien/deplacements/plan-de-deplacements-urbains/documents-a-telecharger/>) indique 9 parkings relais proposés à

terme :

- 2 existants ;
- 5 prévus d'ici 2025 : St Chamand, Agroparc, Rognonas, Les Angles et Villeneuve
- 2 prévus après 2025 (à la livraison définitive du tramway) : Gare du Pontet et Realpanier.

Le Grand Avignon leur consacrera un budget total de 2.5 M€ hors subventions sur toute la durée du PDU.

Les parkings relais d'Agroparc et des Angles, objet de la présente demande d'aide européenne, seront réalisés par le biais d'un mandat confié à TECELYS, Société Publique Locale créée à l'origine par le Grand Avignon pour la réalisation du tramway.

Objectifs recherchés :

Le projet de réalisation des deux parkings relais vise à :

- compléter l'offre de parkings relais existants.
- optimiser de façon significative la fréquentation du réseau de transports collectifs, pour attirer de nouveaux usagers et leur garantir une offre de déplacements compétitive sur le plan économique et performante sur le plan écologique.
- agir sur l'environnement et réduire la pollution atmosphérique et sonore
 - o en contribuant au report modal de la voiture vers les transports collectifs ;
 - o en favorisant le covoiturage ;
 - o en mutualisant les besoins pour éviter une trop grande consommation d'espace.
- participer au projet d'apaisement de la circulation de l'agglomération en :
 - o réduisant le nombre de véhicules en heure de pointe sur les pénétrantes,
 - o redéployant l'offre de stationnement de longue durée en périphérie pour réaffecter les espaces centraux aux modes doux.

Résultats escomptés (cible visée)

Le présent projet contribuera à l'augmentation de la part modale des transports collectifs raccordés à un pôle urbain, dans les déplacements au quotidien.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/04/2017	Fin : 31/12/2019
<p>Le projet en lui-même n'a pas démarré. Les parkings relais d'Agroparc et des Angles, objet de la présente demande d'aide européenne, seront réalisés par le biais d'un mandat confié à TECELYS, Société Publique Locale créée à l'origine par le Grand Avignon. Ce mandat est confié par délibération du Grand Avignon le 6 février 2017.</p> <p>Le mandat couvre l'ensemble des prestations, de la conception à la réalisation des deux parkings. Ces derniers doivent être mis à disposition fin 2019.</p> <p>La mission confiée à TECELYS, maîtrise d'ouvrage déléguée, couvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La négociation foncière des terrains pressentis (sous propriété publique) voire la recherche de nouveaux terrains et leur acquisition. • La conduite des études préliminaires et études de projet. • La réalisation des parkings relais de manière simultanée à la mise en œuvre des lignes à haute fréquence programmées pour 2019. • La réalisation d'une étude de stationnement afin de préciser la position de ces deux parkings relais au sein de la stratégie de 		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



stationnement de

l'agglomération. Cette dernière complètera l'étude de stationnement réalisée dans le cadre du PDU (jointe au dossier).

- La formalisation de la tarification applicable (le cas échéant).
- La définition de la desserte des parkings relais, en particulier celui des Angles.

Parallèlement, les travaux de la première phase du tramway ont débuté, la maîtrise d'œuvre des lignes de bus à haute fréquence sera sélectionnée au premier trimestre 2017. La mise en service est prévue en 2019, ce qui correspond à l'horizon de réalisation des deux parkings relais.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 680 000,00 €
Etude et travaux			
Total :			1 680 000,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			10,00	168 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	840 000,00			
Total co-financier				60,00	1 008 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				40,00	672 000,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 680 000,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

Pour être éligibles à l'appel à projet conjoint FEDER / Région PACA "Parcs relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun" - Édition 2016, l'opération doit respecter les 3 types d'éligibilité :

A/ Éligibilité thématique

Pour être éligibles les projets doivent respecter les critères cumulatifs suivants :

- 1/ Le porteur de projet doit clairement démontrer la dimension multimodale et le cas échéant, le caractère interopérable (format billettique en vue du contrôle d'accès au parking par exemple) de son opération et la contribution de cette opération à l'amélioration de cette dimension ;
- 2/ Le projet doit être directement lié à la réduction des gaz à effet de serre et inclure des indicateurs de réalisation et de résultat visant à mesurer son impact carbone. ;
- 3/ Le porteur de projet doit démontrer que son opération est incluse dans un plan ou une stratégie de développement urbain soutenable existante à l'échelle locale, urbaine ou régionale, c'est-à-dire incluant un volet « mobilité » et une dimension « bas carbone ».
- 4/ Une étude de stationnement et de rabattement réalisée sur le secteur doit permettre d'évaluer le nombre de places affectées aux usagers des transports en commun.

B/ Éligibilité temporelle

La durée de l'opération ne peut excéder 36 mois.

C/ Éligibilité géographique

Le projet est éligible s'il est localisé sur l'un des territoires suivant : métropole, communauté urbaine et/ou communauté d'agglomération ou attenante à une gare ayant une fréquentation d'au moins 1000 passagers/jour se situant dans un grand pôle d'aire urbaine.

En l'espèce, le dossier ne contient pas d'étude de stationnement et de rabattement réalisée sur le secteur et ne remplit donc pas les critères cumulatifs d'éligibilité thématique. Le projet est donc inéligible à l'appel conjoint.

SYNTHÈSE :

L'opération est considérée comme inéligible au PO FEDER-FSE 2014-2020, ainsi qu'à l'Appel à Projet conjoint "Parc Relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun" - Édition 2016.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0000570
Bénéficiaire :	19753472000010 ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS (ENSAM)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	19753472000010
Raison sociale :	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS (ENSAM)
Adresse :	75013 PARIS

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT01 - Objectif thématique : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation / PI01a - Priorité d'investissement : Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I, et en faisant la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen / AP01-OT01-PI01a-OS1a - Objectif spécifique : Accroître les activités de recherche sur les domaines prioritaires de la SRI-SI

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI1A - 2015 DEVELOPPEMENT D'UN DEMONSTRATEUR DE RECHERCHE DANS LE CADRE DE MEDIASTIAM POLE DE MEDIATION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE DU CAMPUS ARTS ET METIERS D'AIX EN PROVENCE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	AIX EN PROVENCE CEDEX
Adresse :	ENSAM Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	30/06/2015
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2015-FEDER-PI1a : Accroître les activités de recherche dans ./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 26 novembre 2015	Décisionnel	Dématérialisé	26/11/2015	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
MEDIASTIAM va renforcer la mission du campus de soutien au développement économique local, notamment en lien avec les secteurs industriels de l'aéronautique (DAS mobilité intelligente et durable) et de l'efficacité énergétique (DAS transition énergétique, efficacité énergétique). Ce projet vise à mettre en adéquation les ressources du campus Arts et Métiers d'Aix-en-Provence avec les attentes du territoire pour renforcer l'attractivité, la créativité et la dynamique de la filière industrielle PACA.

MEDIASTIAM se

découpe en 3 volets:

- MEDIASTIAM / plateau technologique en innovation numérique accompagnera le développement et l'instrumentation d'un démonstrateur de recherche mettant en œuvre des interactions entre le monde physique et le monde numérique pour la conception collaborative, la simulation et la supervision en exploitation des systèmes visant notamment une meilleure maîtrise des processus décisionnels.
- MEDIASTIAM / tiers-lieux d'innovation par le numérique. Les nouvelles pédagogies collaboratives que le campus d'Aix-en-Provence développe impliquent de trouver des solutions spatiales innovantes en transformant les espaces existants en nouveaux lieux, appelés tiers-lieux, connectés et propices à accueillir les espaces numériques d'accès aux savoirs permettant l'émergence de nouveaux usages.
- MEDIASTIAM / transfert technologique-innovation-entrepreneuriat en synergie avec la plateforme régionale INOVSY, l'usine-école DYNEO et les plateaux technologiques de la technopole Henri Fabre. Ce volet prévoit notamment la mise en place d'un incubateur/accélérateur technologique en partenariat avec les structures existantes du territoire pour améliorer la compétitivité des entreprises en PACA, stimuler l'innovation, l'entrepreneuriat, l'émergence de projets communs.

La présente demande d'aide européenne porte sur le premier volet recherche: développement d'un démonstrateur technologique porté par l'UMR CNRS (7296) LSIS-INSM pour la conception/supervision collaborative des systèmes. (30% des surfaces du projet)

Objectifs recherchés :

Le volet recherche de Mediastiam vise à ressourcer nos plateformes technologiques avec des moyens originaux et spécifiques afin d'investiguer des nouvelles approches pionnières dans le domaine de la cyber physique (couplage entre modèles numériques et prototypes physiques) pour la maîtrise des processus décisionnels de conception et de supervision temps réel des systèmes.

Le projet d'investissement présenté peut largement être déployé dans plusieurs domaines applicatifs. La notion de systèmes dynamiques et de supervision est en effet entendue ici comme tout système devant être « commandé » de manière agile en fonction de l'évolution de son environnement et de ses objectifs. Il répond donc aux technologies génériques : technologies clefs du numérique.

Plusieurs projets actuellement en cours au sein de l'équipe et traitant de DAS PACA (mobilité intelligente, transition énergétique) pourront profiter de ces nouvelles technologies :

- Contrôle dynamique des systèmes dynamiques pour lesquels des phénomènes sont traités en temps réel dans la boucle de pilotage des aéronefs (par exemple les effets d'instabilité de type PIO)
- Analyse et contrôle des structures robotisées pour l'usinage intelligent
- Conduite (supervision et commande) de l'injection de bio méthane dans les réseaux de gaz
- Conception et conduite des motorisations hybrides de type KERS

Résultats escomptés (cible visée)

Grâce au ressourcement généré par le projet, l'équipe LSIS-INSM devra être en capacité de développer des technologies innovantes autour de la cyberphysique appliquée à la conception de systèmes dynamiques.

L'objectif, pendant la durée du projet, est de passer d'un niveau de « technology readiness level » TRL 0 à 3 -> démonstrateur de laboratoire

Par la suite, ces technologies seront maturées au sein du laboratoire puis au sein de l'éco-système PACA (cf projets de recherche partenariale, projet de transfert technologique, projets de formation) pour atteindre une maturité niveau TRL 6/7 et ainsi augmenter la compétitivité du territoire.

L'objectif du projet est également d'apporter aux équipes de recherche une plus grande visibilité sur la scène nationale et internationale (objectif de 10 publications de rang A / an).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2016	Fin : 31/03/2020
PROG INITIALE :		
2016 : Sélection maîtrise d'oeuvre, avant projet + consultation des entreprises		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



2017 : phase travaux +

consultation marchés publics pour la matériel scientifique en fin d'année

2018 : phase travaux, réception du bâtiment fin 1er semestre + commandes équipements scientifiques et aménagement des locaux du démonstrateur au second semestre

REPROGRAMMATION # 1 :

2016-2017 : redimensionnement du projet et du plan de financement

2018 : consultation des entreprises + démarrage du chantier en milieu d'année

2019 : acquisition des équipements scientifiques, fin des travaux en novembre

2020 : réception des travaux et déménagement au cours du 1er trimestre

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	Partiellement HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (Partiellement HT)
Autres dépenses (à spécifier) TVA non récupérable / définitivement supportée par le bénéficiaire	Direct	Fonctionnement	385 853,09 €
Dépenses de communication de l'opération Inauguration	Direct	Fonctionnement	4 808,40 €
Dépenses de prestations externes de service Réhabilitation du bâtiment : prestations de MOE / DT / CT	Direct	Fonctionnement	134 874,42 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Equipements scientifiques et mobilier	Direct	Investissement	1 090 977,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Réhabilitation immobilière : ravalement de façade	Direct	Investissement	186 872,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Réhabilitation immobilière : travaux intérieurs	Direct	Investissement	867 515,50 €
Total :			2 670 900,41 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur		Auc / Aucun régime d'aide	4,50	120 210,00			
Autre partenaire récurrent	Métropole Aix Marseille Provence		Auc / Aucun régime d'aide	18,72	500 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	50,00	1 335 450,20			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur		Auc / Aucun régime d'aide	18,72	500 000,00			
Total co-financier				91,94	2 455 660,20	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				8,06	215 240,21			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	2 670 900,41	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

REPROGRAMMATION #1

Suite à la demande argumentée du bénéficiaire concernant le redimensionnement du projet et au retard pris dans sa mise en œuvre opérationnelle, les périodes de réalisation de l'opération sont modifiées comme suit :

- Réalisation physique : 01/01/2016 au 31/03/2020
- Éligibilité des dépenses : 01/01/2016 au 31/03/2021

Les dates de remontées de dépenses sont également modifiées de façon à prendre en compte le glissement du calendrier :

- 1ère remontée de dépenses décalée au 31/10/2018
- 2ème remontée de dépense : 30/09/2019
- 3ème remontée de dépenses : 30/09/2020
- Demande de solde : 30/06/2021

La proratisation des surfaces affectées à l'opération dans le cadre de la réhabilitation est désormais calculée de la façon suivante à partir du dernier tableau des surfaces transmis le 01/02/2018 :

- Surface utile totale du bâtiment H : 1.747 m²
- Surface utile totale de la phase 1 du projet MEDIASTIAM : 1.455 m²
- Surface utile dédiée au démonstrateur de recherche, objet de la demande de FEDER : 583 m², soit 40,07% des surfaces de la phase 1 MEDIASTIAM (règle 1) et 33,37% des surfaces du bâtiment H (règle 2)

Les postes de dépenses sont désormais calculés de la façon suivante :

- Achat d'équipement scientifique pris en compte à 100% (après exclusion des équipements cofinancés par la DRRT) puisqu'ils ne concernent que le démonstrateur technologique.
- Dépenses de réhabilitation intérieure, de prestations et de communication prises en compte selon la règle 1 puisque ces dépenses sont générées au niveau de la phase 1 du projet MEDIASTIAM.
- Dépenses de ravalement de façade prises en compte selon la règle 2 puisque le ravalement de façade concerne l'ensemble du bâtiment H et pas seulement le périmètre retenu pour la phase 1.

De plus, l'ENSAM étant désormais soumise à un régime de récupération partielle de la TVA, les postes de dépenses sont présentés en HT et un poste de dépense spécifique « TVA non récupérée » a été ajouté. Celui-ci est calculé sur le taux de non-récupération de TVA de l'année 2017, à savoir 16,886% (sur une base de TVA de 20%).

L'évolution des coûts des différents postes de dépenses de l'opération a été précisée au cours de l'instruction de reprogrammation, notamment en ce qui concerne les équipements scientifiques et les travaux de réhabilitation et de ravalement dans des documents actualisés transmis le 04/12/2017.

Ensuite, cette reprogrammation a été l'occasion de corriger l'annexe « indicateurs » dans laquelle avait été renseignée un indicateur de résultat alors même que celui-ci n'est pas mesurable directement à l'échelle de l'opération.

Enfin, le représentant légal a été modifié suite au décret du 23/02/2017 portant nomination de M. Laurent CHAMPANEY comme directeur général de l'ENSAM.

Suite aux éléments de l'instruction de reprogrammation,

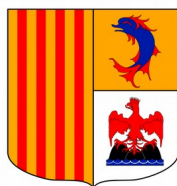
Avis favorable à la modification :

- du plan de financement de l'opération
- du calendrier d'exécution physique et financière de l'opération
- du calendrier prévisionnel des demandes d'acompte
- des indicateurs de réalisation de l'opération
- du représentant légal de l'ENSAM



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur





Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0004142
Bénéficiaire :	41472510100037 THALES ALENIA SPACE FRANCE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	41472510100037
Raison sociale :	THALES ALENIA SPACE FRANCE
Adresse :	31000 TOULOUSE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT01 - Objectif thématique : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation / PI01b - Priorité d'investissement : Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir les activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales / AP01-OT01-PI01b-OS1b - Objectif spécifique : Développer l'innovation, la création de valeur et l'emploi dans les domaines d'activités stratégiques (DAS) et par les technologies génériques clés (KETs)

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI1b - 2016 - STRATOBUS
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Cannes

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI1b : Développer l'innovation, la création de va./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Ce projet pour lequel une aide FEDER est sollicitée consiste à mener les études de recherche industrielle permettant de démontrer la faisabilité détaillée d'un concept de plateforme Stratobus TM ainsi que celle de ses sous-systèmes. L'objectif de

ce projet est de réaliser

un démonstrateur à échelle réduite (2500 m³ (250 kg d'emport)) pour lever les risques associés aux technologies à bas TRL et ainsi valider les solutions techniques les plus innovantes en conditions de vol stratosphérique (tests).

Stratobus est un projet ambitieux et révolutionnaire, d'envergure nationale, qui va permettre de :

- Créer une filière d'excellence française et régionale dans les dirigeables, complétant ainsi la compétence reconnue et l'activité importante générée dans l'aéronautique et le spatial
- Générer une activité nouvelle de l'ordre de 500 M€ par an
- Créer des centaines d'emplois dans les PME et ETI partenaires françaises à court terme
- Générer des avancées technologiques dans le domaine clé du développement durable.

TAS et ses partenaires sont convaincus de la pertinence et de la maturité du projet, de l'opportunité de développer un marché important et lucratif, et de compléter leur catalogue de compétence et d'équipements par un élément majeur du développement durable.

Pour mener à bien ce projet, Thales Alenia Space France travaille en collaboration avec deux PME, trois ETI et deux entreprises étrangères.

Objectifs recherchés :

Ce projet pour lequel une aide FEDER est sollicitée consiste à mener les études de recherche industrielle permettant de démontrer la faisabilité détaillée d'un concept de plateforme StratobusTM ainsi que celle de ses sous-systèmes. L'objectif de ce projet est de réaliser un démonstrateur à échelle réduite (2500 m³ (250 kg d'emport)) pour lever les risques associés aux technologies à bas TRL et ainsi valider les solutions techniques les plus innovantes en conditions de vol stratosphérique (tests).

Par la suite, il sera constitué :

- des matériaux d'enveloppe opaque et transparent (vieillesse, tenue mécanique, étanchéité, température)
- de 5 modules de cellules PV (vieillesse, rendement, température et gradient de température),
- d'un concentrateur solaire interne au ballon (efficacité, reproductibilité de déploiement, température),
- d'un moteur électrique (efficacité, consommation),
- d'un système de sauvegarde d'urgence avec son parafoil (finesse, nombre de g, vitesse et précision d'atterrissage),
- d'un dispositif de gestion de pression du gaz porteur à la montée avec les ballonnets de montée / descente (contrôle de la pression, déploiement et rétractation des ballonnets),
- d'une petite nacelle type ballons sonde du Cnes pour transmettre les mesures en vol avec un GPS,
- d'une charge utile (2 kg).

Le démonstrateur échelle réduite sera dérivant et d'une durée de vie de 3 à 6 mois.

Le StratobusTM vise principalement le marché de la surveillance, qui est un marché nouveau à la croisée de trois grands marchés à forte croissance :

- Le marché des drones à Haute et Moyenne Altitude et Longue endurance (HALE/MALE). Ce marché représente plus de 2.5 Md\$/an avec une croissance moyenne de 12% par an
- Le marché des ballons captifs de grande taille. Ce marché représente plus de 3 Md\$/an avec une croissance de 12% par an
- Le marché des satellites d'observation : Ce marché représente plus de 4.5 Md\$/an avec une croissance de 10% par an.

La conception du démonstrateur technologique du Stratobus qui fait l'objet des étapes de recherche industrielle valorisée dans cette présente demande de subvention vise l'Axe de Spécialisation Intelligente suivant « renforcer la compétitivité industrielle de l'aéronautique et du naval, par le développement de nouveaux véhicules de transport et de nouvelles activités (notamment dans le domaine des aéronefs du futur, des dirigeables et de l'hélicoptère du futur). Il s'agira de réaliser des expérimentations à échelle réduite, issues de la R&D pour améliorer la connaissance de ce produit inédit : une plateforme stratosphérique à mi-chemin entre le drone et le satellite, une machine unique au monde. Le démonstrateur permettra d'améliorer les technologies nécessaires à la permanence du Stratobus en l'air, en testant les verrous technologiques, et en analysant notamment ses usages.

Résultats escomptés (cible visée)

L'objectif est de réaliser un démonstrateur à échelle réduite du Stratobus une plateforme stratosphérique autonome pour lever les verrous technologiques. Le consortium a pour objectif d'avoir réalisé le démonstrateur à échelle réduite du Stratobus à la fin des 24 mois.

Lot 1 : Gestion du projet (Leader Thales Alenia Space)

Lot 2-1 : Architecture système / Elaboration d'une base réglementaire pour certification (Leader Thales Alenia Space)

Lot 2-2 : Fabrication du prototype 2500 m3 (Leader Thales Alenia Space)

Lot 3 : gestion d'énergie / Modules PVA (Leader Thales Alenia Space)

Lot 4 : Lois de navigation & contrôle / Architecture avionique/ Architecture contrôle commande (Leader Thales Alenia Space)

Les quatre lots pour lesquels Thales Alenia Space France est leader sont des lots dont la durée est de 24 mois.
Des livrables sont attendus dès la fin de la première année

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/03/2016	Fin : 31/10/2019
<p>I. Une Phase 1, de 24 mois de recherche et d'études de faisabilité du concept et de réalisation d'un démonstrateur de technologie à échelle réduite (2500 m3). Phase faisant l'objet de la présente demande d'aide communautaire (volet RI uniquement).</p> <p>La demande d'aide FEDER correspond à la phase 1 de ce projet global, c'est-à-dire la phase de recherche industrielle pour lever les verrous technologiques et concevoir un démonstrateur à échelle réduite.</p> <p>Le consortium a pour objectif d'avoir réalisé le démonstrateur à échelle réduite du Stratobus à la fin des 24 mois.</p> <p>Lot 1 : Gestion du projet (Leader Thales Alenia Space)</p> <p>Lot 2-1 : Architecture système / Elaboration d'une base réglementaire pour certification (Leader Thales Alenia Space)</p> <p>Lot 2-2 : Fabrication du prototype 2500 m3 (Leader Thales Alenia Space)</p> <p>Lot 3 : gestion d'énergie / Modules PVA (Leader Thales Alenia Space)</p> <p>Lot 4 : Lois de navigation & contrôle / Architecture avionique/ Architecture contrôle commande (Leader Thales Alenia Space)</p> <p>Les quatre lots pour lesquels Thales Alenia Space France est leader sont des lots dont la durée est de 24 mois. Des livrables sont attendus dès la fin de la première année.</p>		

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Echéancier du coût total

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Investissement	17 720,00 €
Maquette 1/66ème pour Salon			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Investissement	113 590,00 €
Frais de déplacements			
Dépenses de personnel	Direct	Investissement	10 539 789,00 €
Salaires principalement des ingénieurs et des chefs de projets			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	2 443 000,00 €
Etudes diverses pour lever les freins technologiques			
Total :			13 114 099,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	BPI France		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	40,00	5 245 638,25			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	25,00	3 278 526,10			
Total co-financier				65,00	8 524 164,35	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				35,00	4 589 934,65			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	13 114 099,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

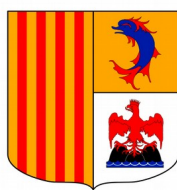
Motivation du service instructeur :

La reprogrammation consiste à augmenter la période d'exécution physique de l'opération de 8 mois pour mener à bien des étapes du projet qui ont pris du retard. Les éléments décrits dans l'argumentaire du bénéficiaire pour justifier du décalage des phases sont acceptables et ne remettent pas en cause l'objet ou la nature du projet. Les conditions de l'opération et le plan de financement sont identiques.

La reprogrammation consiste à modifier les dates d'exécution physique de l'opération comprise entre le 01/03/2016 et le 31/10/2019.

Lors du conventionnement, une nouvelle date de fin d'éligibilité des dépenses sera fixée au 31/10/2020 pour prendre en compte les dépenses de personnels (Prime 2020 rattachées à l'exercice 2019), ainsi que de nouvelles dates de remontées de dépenses pour les acomptes et le solde.

Avis favorable pour la modification de la date de fin d'exécution physique de l'opération au 31/10/2019 et tenir compte du retard de mise en œuvre sans pour autant que l'objet, la nature et le plan de financement de l'opération ne change.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0004162
Bénéficiaire :	18003604800015 INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	18003604800015
Raison sociale :	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM
Adresse :	CS 20172 13276 Marseille Cedex 09

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT01 - Objectif thématique : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation / PI01b - Priorité d'investissement : Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir les activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales / AP01-OT01-PI01b-OS1b - Objectif spécifique : Développer l'innovation, la création de valeur et l'emploi dans les domaines d'activités stratégiques (DAS) et par les technologies génériques clés (KETs)

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI1B - 29.02.2016 - MARSEILLE IMMUNOPOLE INVESTISSEMENTS
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	MARSEILLE - LUMINY
Adresse :	Plateforme MI-mAbs Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI1b : Développer l'innovation, la création de va./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 5 mai 2017	Décisionnel	Dématérialisé	05/05/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération

Contexte global du projet :

Marseille Immunopôle est un cluster à vocation mondiale, unique tant du point de vue de sa mission que de sa vocation.

Son objectif : accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies et d'outils de diagnostic associés, contre les cancers et les maladies inflammatoires et faire en sorte que les patients bénéficient au plus tôt de ces innovations.

Marseille Immunopôle s'appuie sur l'expertise de ses membres (académiques, cliniciens, industriels) dans les domaines de l'immunologie, de la cancérologie, de l'immuno-pharmacologie.

Le projet Marseille Immunopôle est partenarial et a été créé à l'initiative de :

- † deux centres de recherche mondialement reconnus (le Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy : CIML et le Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille : CRCM),
- † deux plateformes internationales (le CIPHE : Centre d'ImmunoPHEnomique et le TAGC : Technological advances for genomics and clinics),
- † deux infrastructures hospitalières de premier plan (l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille : AP-HM et l'Institut Paoli-Calmette : IPC),
- † un démonstrateur industriel unique au monde (MI-mAbs),
- † deux sociétés biotechnologiques (Innate Pharma et HalioDX) issues de la propriété intellectuelle des centres de recherche,
- † un Pôle de compétitivité, Eurobiomed, qui a inscrit le déploiement de Marseille Immunopôle dans sa feuille de route stratégique 2013-2018.

Marseille Immunopôle est par ailleurs identifié dans la stratégie Régionale d'Innovation du Conseil Régional PACA et est soutenu par l'ensemble des collectivités : Conseil Départemental des Bouches du Rhône, Marseille Provence Métropole, Ville de Marseille.

Fort de 40 ans de découvertes et d'innovations en immunologie, Marseille Immunopôle est de fait le premier cluster mondial dédié à l'immunologie. L'excellence des équipes marseillaises en immunologie est avérée par la découverte et la validation de nouveaux immunomodulateurs (anti KIR-IPH2102 et anti-NKG2A IPH2201) issus de la collaboration avec les différents acteurs de la recherche, qui sont maintenant en essai clinique de phase II dans différentes indications de cancer par la société Innate Pharma.

Marseille Immunopôle est positionné sur le segment le plus créateur de valeur : l'identification et la validation de cibles et de biomarqueurs, la génération de candidats médicaments et leur développement clinique exploratoire. Le montant de 1,2 milliards d'euros du dernier accord industriel d'Innate Pharma, passé avec la société AstraZeneca pour co-développer IPH2201 valide ce positionnement au point de vue économique. Il faut également noter qu'AstraZeneca reconnaît le savoir-faire d'Innate Pharma et plus généralement du cluster immunologique marseillais en donnant une structure de co-développement (et donc permettant de renforcer Innate Pharma et son réseau de collaborateurs marseillais) à cet accord, ce qui est très rare pour les entreprises pharmaceutiques mondiales avec des industries de biotechnologie.

Marseille Immunopôle a un effet structurant sur le territoire Aix-Marseille-Provence et au-delà sur le territoire national. Sa vocation est de fédérer tous les acteurs de l'immunologie, de la recherche à la clinique en passant par le développement industriel, afin de faire de Marseille un pôle d'excellence dans ce domaine et attractif au niveau international.

Marseille Immunopôle est déjà très significatif en termes d'emploi publics et industriels. Le CIML, le CRCM, le VRCM, TAGC, CIPHE, MI-mAbs, l'IPC et l'APHM regroupent environ 500 chercheurs, ingénieurs et techniciens directement impliqués dans la recherche en immunologie. En ne comptant que les industriels les plus en vue directement impliqués dans le développement des Immunodiagnostic et Immunothérapies (Innate Pharma, Immunotech, HalioDX), plus de 400 emplois à haute valeur ajoutée sont actuellement occupés et en forte augmentation au cours des cinq dernières années.

Enjeux du projet :

Les enjeux cliniques sont considérables du fait du succès d'une classe de médicaments : les anticorps monoclonaux, au cœur des essais d'immunothérapie, et de la manipulation du système immunitaire pour traiter les cancers et les maladies inflammatoires.

- Une première

révolution thérapeutique se fait jour notamment avec les résultats de l'anti-CTLA-4 et de l'anti-PD1, deux anticorps immunomodulateurs utilisés pour la prise en charge des patients en cancérologie. Ces approches n'attaquent pas directement les cellules cancéreuses, mais stimulent les capacités anticancéreuses du système immunitaire du patient. Le premier produit commercialisé en 2011 (Yervoy®, ipilimumab) par Bristol-Myers-Squibb (BMS) permet d'obtenir un contrôle de longue durée de la maladie chez une fraction importante des patients souffrant de mélanomes métastatiques.

Les premiers résultats cliniques présentés pour la deuxième génération d'anticorps candidats ciblant le récepteur PD1 (nivolumab de BMS, Lambrolizumab de Merck) sont encore plus spectaculaires pour le contrôle de la maladie et concernent des indications majeures de très mauvais pronostic comme le cancer du poumon. Compte tenu des signaux d'efficacité obtenus, les laboratoires, en accord avec les autorités réglementaires américaines, ont mis en œuvre pour les anticorps anti-PD1 des stratégies de développement accélérées qui permettent aujourd'hui de passer directement des phases exploratoires à des essais cliniques de Phase III à visée d'enregistrement et de délivrance aux patients.

A terme, on estime que la plupart des schémas thérapeutiques, dans les tumeurs solides comme en hématologie, devraient intégrer des produits d'immunothérapie. Marseille est au cœur de ces développements d'immunomodulateurs avec deux produits de cette classe en essai clinique et des accords industriels majeurs avec les leaders du secteur (BMS et AstraZeneca).

- Une deuxième révolution thérapeutique visée par Marseille Immunopôle, est celui de la prise en charge des patients atteints de maladies inflammatoires chroniques. Ces maladies ont une prévalence croissante, et regroupent aussi bien des pathologies fréquentes (maladie de Crohn, sclérose en plaque, lupus..) que des maladies orphelines parfois dévastatrices. Très peu de cibles pharmacologiques nouvelles ont été validées depuis la découverte des anti-cytokines, qui traitent la symptomatologie, mais ne permettent pas de restaurer l'équilibre du système immunitaire. L'identification de nouvelles cibles et le développement d'immunothérapie permettant de juguler les réponses immunitaires excessives ou indésirables apparaît comme un vivier d'innovations thérapeutiques à exploiter.

Calendrier global Marseille Immunopôle (2015 - 2018) :

Marseille Immunopôle a été officiellement lancé au 3ème trimestre 2013. La fin de l'année 2013 et l'année 2014 ont été consacrées à l'ingénierie du projet par Eurobiomed et les partenaires : demande de financement, formulation du projet, étude de positionnement et d'attractivité, identification des besoins et priorisations des actions, réponse aux appels à projets (34 Plans Industriels, CPER, FHU).

Les années 2015-2016 sont consacrées à :

- l'établissement de la gouvernance et de la structure juridique de Marseille Immunopôle
- la mise en place d'une stratégie de « fund raising »
- l'identification de projets de R&D (FUI, PIAVE, RHU)
- la finalisation du plan de financement des infrastructures retenues dans le cadre du CPER/FEDER 2014-2020
- l'installation des équipements pour l'enseignement et la R&D au sein des laboratoires du CIML, de TAGC, du VRCM, de l'AP-HM (demande CPER uniquement / hors FEDER)
- la spécification des besoins fonciers pour l'accueil des entreprises
- la définition d'une offre ressources humaines
- le déploiement d'un accélérateur d'entreprises
- la mise en place de l'observatoire Marseille Immunopôle (suivi des indicateurs)

Les années 2017-2018 sont consacrées :

- au déploiement du Coursus Master Ingénieur en immunologie (rentrée universitaire 2017)
- l'installation des équipements pour la R&D au sein des laboratoires du CIML, de TAGC, du VRCM, de l'AP-HM (livraison 2017-2018 – demande CPER - FEDER PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »)
- à la rénovation et l'extension, au sein de l'AP-HM, du Centre d'Essais Précoces en Cancérologie de Marseille (CEPCM), labélisé CLIP² (livraison 2017 – demande CPER FEDER PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »)
- à l'implantation de MI-mAbs au sein du BRGM rénové (livraison 2017)
- à la mise en place de nouveaux financements
- à l'installation de nouvelles entreprises
- à l'installation de l'unité de production au gramme dans MI-mAbs

Les axes globaux du projet Marseille Immunopôle et ses investissements prioritaires :

Les acteurs marseillais de l'immunologie, fédérés au sein de Marseille Immunopôle, ont identifié les axes suivants pour renforcer et implémenter l'excellence et l'attractivité marseillaise en immunologie et immunothérapie, qui se traduit par les besoins en investissement suivants :

I. L'enseignement. Le renforcement de la filière de formation dédiée à l'immunologie implique la création d'un master immunologie et immunotechnologie, et l'organisation d'une « plateforme » d'enseignement articulée entre les UFR Science, Médecine, Pharmacie et Polytech Marseille (Ecole d'Ingénieurs Universitaire). L'expertise reconnue depuis des décennies dans la formation en Immunologie à Marseille est un atout majeur pour cet axe enseignement. Un Cours Master Ingénieur en immunologie – immunotechnologie va être déployé dès la rentrée universitaire 2017. Pour assurer un bon niveau de formation, le besoin d'un laboratoire de travaux pratiques d'analyse cellulaire, ouvert aux différentes formations a été identifié : il nécessite la liste d'appareils suivants : cytomètre, microscope, trieur magnétique, et imageur de gel, et du petit matériel permettant l'établissement d'une unité d'analyse cellulaire accessible aux étudiants pour les travaux pratiques. (les dépenses en lien avec l'enseignement n'étant pas éligibles au FEDER, ces coûts seront fléchés sur les cofinanceurs de la demande CPER : Conseil Régional et Conseil Départemental des Bouches du Rhône).

II. La recherche. L'excellence scientifique et la capacité à traduire la recherche en thérapie pour les patients est un facteur clé de succès des clusters internationaux. Ceci passe notamment par l'acquisition d'équipements de dernière génération pour les équipes de recherche afin d'identifier et de caractériser de nouvelles cibles thérapeutiques et par l'amélioration de l'offre de biobanques au sein des centres hospitaliers pour tester ces candidats médicaments sur des échantillons de patients. Les équipements nécessaires sont : Cytomètre 18 couleurs, imageur multispectral en flux ImageStream, scanner de lames, matériels pour l'animalerie, matériels de séquençage de cellule unique, Cytomètre trieur haute performance, cytomètre cellules rares, plateforme multiplex, matériels d'isolement et de stockage d'échantillons pour les biobanques (demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »).

III. Les essais cliniques et le soin. La labélisation par A*MIDEX et AVIESAN d'une Fédération Hospitalo-Universitaire (MI-FHU) créée conjointement entre l'AMU, l'INSERM, l'AP-HM et l'IPC est un élément structurant fort qui permet de rapprocher chercheurs et cliniciens afin d'assurer une diffusion plus rapide des innovations. Un des objectifs est le recrutement de médecins spécialistes des essais cliniques en immunothérapie. La mise en place d'un département transversal d'essai clinique de phase I à l'AP-HM permettrait, à l'instar de l'expertise développée dans ce domaine à l'IPC, d'accélérer l'évaluation d'approches thérapeutiques innovantes et d'améliorer le taux de réussite des traitements et d'offrir aux patients de la métropole les innovations thérapeutiques au plus tôt. Au-delà des enjeux sociétaux, l'attractivité de Marseille pour les industriels du secteur, promoteur des essais cliniques, sera renforcée. Ceci nécessite : une rénovation du Centre d'Essais Précoces en Cancérologie de Marseille (CEPCM) de l'AP-HM, l'achat de dispositifs médicaux pour la collecte d'échantillon (demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »).

IV. L'industrie. L'enjeu principal de Marseille Immunopôle est d'industrialiser sur le territoire Métropolitain, les innovations en cours de maturation dans les laboratoires et services hospitaliers en faisant travailler ensemble laboratoires/entreprises et en utilisant des moyens de production mutualisés du site. Ceci passe notamment par :

1) le développement du territoire de Luminy et de ses aménagements grâce à l'implication de l'ensemble des collectivités territoriales (fonciers dédiés biotech, voiries, équipements...),

2) la spécification d'une offre de service permettant d'accélérer la croissance des entreprises, principale mission du Pôle Eurobiomed (la proposition conjointe Eurobiomed - Grand Luminy Technopole ayant été sélectionnée par l'AMI Accélérateur du CR PACA, elle sera vecteur de cette accélération),

3) la création d'un point d'ancrage attractif pour les entreprises biopharmaceutiques.

Les entreprises du domaine représentent déjà une source d'emploi significatif. On peut citer parmi les plus emblématiques Immunotech et HalioDX dans le domaine du diagnostic (respectivement 200 et 70 personnes), et Innate Pharma dans le domaine thérapeutique avec 110 personnes et une valorisation boursière > à 600 millions d'euros, faisant de cette société une des entreprises de biotechnologie les plus importantes en Europe.

Un des « outils » clés présents sur Marseille pour assurer cette attractivité et l'industrialisation plus rapide des innovations est le démonstrateur industriel MI-mAbs. Pour compléter l'offre de service mise à disposition des industriels, MI-mAbs nécessite notamment un soutien pour la création d'une unité de production et de purification d'anticorps monoclonaux au gramme et d'équipements d'expérimentation pour les études précliniques. Ceci nécessite : la rénovation de 300m² au sein de l'ancien bâtiment du BRGM, l'achat d'équipements (matériels de culture cellulaire, de 12 mini-bioréacteurs 3 litres, d'1 bioréacteur 50 litres, d'un analyseur de nutriments/métabolites, d'appareils de filtration tangentielle / diafiltration, d'appareils de purification et de contrôle de qualité, appareil d'imagerie du petit animal et système de tri de cellules Automacs Pro Separator) (demande PI1b « Marseille Immunopôle Investissements »), le recrutement de 2 personnes (hors demande FEDER : les salaires ne sont pas admissibles au régime d'encadrement des aides SA RDI).

La mise en association

des forces de l'éducation, de la recherche et de la clinique doit permettre d'accélérer l'identification et la validation de cibles et biomarqueurs dans les pathologies cancéreuses et inflammatoires grâce à la présente demande P11a « Marseille Immunopôle Recherche ».

Deux cibles identifiées par MI sont actuellement en passe d'être validées pour des essais cliniques. Plus de 70 cibles ont déjà été identifiées par les différentes équipes de MI, et requièrent des étapes de validation afin d'être accessible au plus vite au patient. Cet effort de recherche de nouvelles cibles et biomarqueurs par les différents laboratoires de recherche, en étroite collaboration avec les unités cliniques et les plateformes doit être continué et renforcé du fait du taux d'attrition important, les cibles validées qui peuvent être continuées en clinique représentant classiquement moins de 5% des cibles possibles. Pour permettre aux acteurs de MI de continuer et d'accélérer leur mission d'identification et de validation de cibles et biomarqueurs dans le traitement des cancers et maladies inflammatoires, divers équipements et actions ont été identifiés. De l'acquisition de nouvelle technologie, tels que des cytomètres de flux ultra performants, à la mise à niveau des animaleries de MI, en passant par le renforcement du Centre d'Essais Cliniques précoces en cancérologie de Marseille (APHM), via la rénovation du bâtiment et l'achat de nouveaux dispositifs médicaux pour la collecte d'échantillons ; les équipements décrits dans ce projet ont été soigneusement identifiés par les différents partenaires pour atteindre ce but.

En parallèle, le renforcement de la validation préindustrielle de cibles thérapeutiques via la plateforme MI-mAbs est nécessaire pour offrir aux industriels des possibilités accrues de développement de nouveaux médicaments et biomarqueurs sur le site marseillais (demande P11b « Marseille Immunopôle Investissements »).

Retombées économiques du projet Marseille Immunopôle :

Au-delà des enjeux cliniques, les retombées économiques sont considérables.

Selon les analystes sectoriels (Citi research 2013, Credit Suisse), l'immuno-oncologie pourrait représenter dès 2018 près de 60% du marché de l'oncologie (25 à 35 milliards de \$/an) et devenir à ce titre le premier marché en valeur du secteur de la biopharmacie. Aujourd'hui, le secteur est dominé par quatre « majors » (BMS, Merck, Roche, Astra-Zeneca) et fait l'objet de nombreux accords de licences et de partenariats (au premier rang desquels Innate Pharma et Novo Nordisk AS, Innate Pharma et BMS, le CRCM et GSK) mais aussi d'acquisitions (Medarex par BMS, Wyeth et Coley par Pfizer, Medimmune par Astra-Zeneca, Costim par Novartis et Innovio Pharmaceuticals par Roche) et dernièrement de co-développement et de commercialisation (Innate Pharma et Astra-Zeneca). Dans ce contexte, Innate Pharma est l'une des rares sociétés de biotechnologie présentes dans le domaine, et une des plus importantes en Europe.

En effet, sur les 3 immunomodulateurs en cancérologie, Marseille, au travers d'une collaboration entre Innate Pharma, le CIML pour la science, et l'IPC/CRCM pour les essais cliniques, a généré un des candidats en test clinique (anti-KIR, LIRILUMAB).

L'activité des biotechnologies et des industries pharmaceutiques induit une activité économique très importante en recherche en immunologie appliquée.

Marseille est donc idéalement placée maintenant dans ce domaine en émergence, qui doit néanmoins être renforcé pour drainer une partie de l'activité économique considérable que va générer ce champ thérapeutique.

Objectifs recherchés :

Les objectifs globaux du projet Marseille Immunopôle :

L'enjeu principal de Marseille Immunopôle est de faire de la métropole Aix Marseille Provence, la capitale Européenne de la R&D de thérapies immunologiques.

Les objectifs sont :

- Du point de vue médical, d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.
- Du point de vue socio-économique, d'assurer l'industrialisation des innovations issues des laboratoires sur le territoire marseillais, en faisant travailler ensemble laboratoires et entreprises, en s'appuyant sur les plateformes technologiques, les plateaux techniques et les moyens de production mutualisés du site, ainsi que sur le meilleur des entreprises de R&D et de services. La création d'emplois nouveaux est également un des objectifs du projet avec 250 emplois visés à court terme.

Pour cela, les partenaires de Marseille Immunopôle ont pour ambition de :

- Faire émerger des projets ambitieux et innovants en favorisant les interfaces entre scientifiques, cliniciens et industriels.
- Développer un label d'excellence pour attirer à Marseille les meilleurs experts, managers, scientifiques et étudiants de la discipline.
- Populariser l'immunologie et ses enjeux tant en terme de connaissances que d'applications pour susciter les vocations et favoriser les échanges avec les scientifiques issus d'autres disciplines.
- Développer un écosystème collaboratif unique pour l'innovation thérapeutique en immunologie, intégrant toutes les expertises clé depuis les études mécanistiques jusqu'au développement industriel en passant par les phases cliniques exploratoires.
- Créer un écosystème global, attractif pour l'implantation sur le territoire d'entreprises biopharmaceutiques.

A horizon 2020, le succès de Marseille Immunopôle pourra être évalué selon une série de critères :

- Mise en place d'un Cours Master Ingénieur en immunologie.
- Mise en place d'une offre RH
- Renforcement des biobanques
- Une augmentation des partenariats de recherche (+ de 200 en 2014, + de 300 en 2020) et des partenariats de R&D (4 en 2014, 10 en 2020).
- Au moins deux anticorps-candidat en Phase III et/ou commercialisés.
- Au moins 1 test compagnon commercialisé.
- Au moins deux anticorps immuno-modulateurs évalués pour la première fois chez l'homme dans des hôpitaux métropolitains.
- Plus de 10 nouvelles familles de brevet par an déposées par les partenaires MI.
- Les plateformes MI-mAbs et CIPHE autosuffisantes.
- La création de 250 emplois directs (entreprise donneur d'ordre) et 750 emplois indirects (sous-traitance et services).
- La création de 5 start-ups.
- Une capitalisation cumulée des entreprises MI (incluant Innate Pharma) > 1,2 milliard EUR
- Un CA cumulé annuel des entreprises de MI (direct ou royalties) > 200 Millions EUR, dont >100 Millions réalisé sur des ventes hors UE.

Les objectifs spécifiques de « Marseille Immunopôle Investissements »

L'objectif de la présente demande PI1b « Marseille Immunopôle Investissements » vise à :

- renforcer les équipements de MI-mAbs et implanter une unité de production d'anticorps au gramme,

Grâce à l'investissement permettant de renforcer les équipements de la plateforme industrielle MI-mAbs, l'enjeu de la présente demande « Marseille Immunopôle Investissements » PI 1b, est ici de structurer et d'apporter une valeur ajoutée à ce site, le rendant par conséquent plus attractif et plus lisible pour les acteurs de la recherche et les entreprises et industriels. L'objectif est de faire de l'offre de services fournie par la plateforme une offre d'excellence et une expertise en diagnostic en matière de recherche et développement pharmaceutique.

Ces investissements entraineront par la suite des retombées économiques importantes pour la Région :

- Le maillage entre le monde de la recherche et l'industrie sera renforcé entraînant une attractivité plus importante du territoire pour les industriels cherchant à développer de nouvelles immunothérapies,
- les entreprises et les start-up en cancérologie et immunologie seront accompagnées ce qui permettra d'accroître le nombre de partenariats et de contrats privés signés entre les industriels et MI-mAbs, participant par conséquent à l'activité économique du site, de la ville et de la Région.

La présente demande permettra d'augmenter l'attractivité du territoire pour les industriels cherchant à développer de nouvelles immunothérapies.

2 entreprises en partenariat (Innate Pharma et Sanofi)

4 entreprises sont déjà intéressées par l'utilisation de la plateforme durant le projet (Sanofi, Innate Pharma, HalioDx, Servier)

A l'issue du projet, un objectif de 20 entreprises utilisatrices de la plateforme est attendu.

À terme, le nombre de partenariats et de contrats privés signés entre les industriels et la plateforme MI-mAbs sera augmenté, participant à l'activité économique du site et à sa forte attractivité.

Résultats escomptés (cible visée)

Objectifs du PI1b « Marseille Immunopôle Investissements » : (à la fin du projet)

Retombées Plateforme MimAbs :

- └ Nombre de partenariats industriels MI-mAbs : 2
- └ Entreprises utilisatrices de la plateforme : 4
- └ Nombre de lots d'anticorps produit : 50
- └ Prévision du chiffre d'affaire à 3 ans après la fin du projet : 1 000 000€ par an
- └ Nombre d'emplois créés : 2 emplois créés pendant le projet, 10 emplois créés à l'issue du projet
- └ Autres objectifs : maintien de 30 emplois ; autosuffisance MI-mAbs

Selon les analystes sectoriels (Citi research 2013, Credit Suisse), l'immuno-oncologie pourrait représenter dès 2018 près de 60% du marché de l'oncologie (25 à 35 milliards de \$/an) et devenir à ce titre le premier marché en valeur du secteur de la biopharmacie. Aujourd'hui, le secteur est dominé par quatre « majors » (BMS, Merck, Roche, AstraZeneca) et fait l'objet de nombreux accords de licences et de partenariats (au premier rang desquels Innate Pharma et Novo Nordisk AS, Innate Pharma et BMS, le CRCM et GSK) mais aussi d'acquisitions (Medarex par BMS, Wyeth et Coley par Pfizer, Medimmune par AstraZeneca, Costim par Novartis et Innovio Pharmaceuticals par Roche) et dernièrement de co-développement et de commercialisation (Innate Pharma et AstraZeneca). Dans ce contexte, Innate Pharma est l'une des rares sociétés présentes dans le domaine, et la seule en Europe.

En effet, sur les 3 immunomodulateurs en cancérologie, Marseille, au travers d'une collaboration entre Innate Pharma, le CIML pour la science fondamentale, et l'IPC/CRCM pour les essais cliniques, a généré un des candidats en test clinique (anti-KIR, LIRILUMAB).

L'activité des biotechnologies et des industries pharmaceutiques induit une activité économique très importante en recherche en immunologie appliquée.

À plus long terme, l'objectif du projet « Marseille Immunopôle », est de contribuer à :

- la création de 5 start-ups.
- Une capitalisation cumulée des entreprises MI (incluant Innate Pharma) > 1,2 milliard EUR
- Un CA cumulé annuel des entreprises de MI (direct ou royalties) > 200 Millions EUR, dont >100 Millions réalisé sur des ventes hors UE.

A l'issue du projet l'objectif est d'atteindre 1 million d'€ / an et d'arriver à une autosuffisance.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/09/2015

Fin : 31/12/2019

Phasage et logique du phasage « Marseille Immunopôle Investissements » PI1b

Phasage de MI-mAbs :

Le phasage envisagé est en accord avec les demandes prioritaires des industriels (clients de la plateforme MI-mAbs) et la rénovation du bâtiment BRGM, lieu d'accueil de la plateforme MI-mAbs.

Renforcement des équipements du démonstrateur industriel MI-mAbs :

- Décembre 2015 : achat d'un appareil de luminométrie du petit animal : cet appareil est indispensable et est identifié comme un besoin urgent des industriels clients de MI-mAbs pour le suivi des tumeurs chez l'animal
- Quatrième trimestre 2016 : un appareil de tri cellulaire par billes magnétiques

Unité de production au gramme / laboratoire de bioproduction :

- 2016-2017 : mise en place d'un laboratoire de production en cellules de mammifères avec installation d'une série de 12 à 16 bioréacteurs de capacité de 3 litres et un bioréacteur de 50 litres
- 2016-2017 : mise en place d'un laboratoire classique de culture cellulaire avec un niveau de confinement biologique de type 2 (NSB2)
- 2016-2017 : mise en place d'une unité bioanalytique permettant le contrôle qualité et la caractérisation des anticorps purifiés
- Premier et deuxième trimestre 2017 : rénovation du bâtiment

Embauche de 2 personnes en 2017 au sein de l'unité de production au gramme :



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Premier trimestre 2017

- : recrutement d'un ingénieur spécialisé en bioproduction
- Troisième trimestre 2017 : recrutement d'un technicien supérieur en bioproduction

Etat d'avancement du projet Marseille Immunopôle à date :

Une organisation projet a été mise en place dès le démarrage du projet pour assurer le déploiement opérationnel de Marseille Immunopôle. Le portage du projet est assuré par le pôle de compétitivité Eurobiomed et PRIDES. Un comité exécutif (composé d'un représentant de chaque membre fondateur : CIML, CIPHE, CRCM/IPC, MI-mAbs, Innate Pharma, HalioDX et Eurobiomed), un comité de pilotage (composé des membres fondateurs ainsi que les principaux partenaires du projet : TAGC, Aix-Marseille-Université, AP-HM, ..., et un comité technique (regroupant l'ensemble des collectivités et partenaires institutionnels) ont été créés.

Concernant le volet industriel :

- Marseille Immunopôle a été retenu comme un projet lauréat aux 34 plans de la Nouvelle France Industrielle dans la filière thérapies innovantes.
- L'accord de consortium MI-mAbs a été signé avec Innate Pharma et Sanofi comme premiers partenaires industriels. La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la transformation d'une partie du Bâtiment du BRGM (1500 m²) pour l'accueil de la plateforme qui est déployée pour le moment au sein du CIML, de CIPHE et de l'IPC et d'Innate Pharma (19 personnes déjà recrutées – 2 contrats industriels en cours).
- Quatre sociétés sont en cours de création, dont 3 sociétés accompagnées par Eurobiomed.
- 38 entreprises du pôle Eurobiomed sont impliquées dans le projet.
- L'offre immobilière pour les entreprises est en cours de spécification.

DEPENSES ET

RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 239 370,00 €
Achat équipement, matériel			
Recettes nettes générées par l'opération	Indirect	Investissement	-247 874,00 €
Taux forfaitaire de recettes nettes de 20%			
Total :			991 496,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	43,93	435 519,75			
Autre partenaire récurrent	COMMUNAUTÉ URBAINE MARSEILLE PROVENCE MÉTROPOLE			18,57	184 165,25			
Total co-financier				62,50	619 685,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				37,50	371 811,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	991 496,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

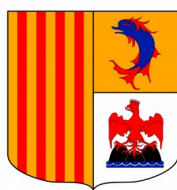
Motivation du service instructeur :

La reprogrammation consiste à augmenter la période d'exécution physique de l'opération de 16 mois pour mener à bien des étapes du projet qui ont pris du retard. Les éléments décrits dans l'argumentaire du bénéficiaire pour justifier du décalage des phases sont acceptables et ne remettent pas en cause l'objet ou la nature du projet. Les conditions de l'opération et le plan de financement sont identiques.

La reprogrammation consiste à modifier les dates d'exécution physique de l'opération comprise entre le 01/09/2015 et le 31/12/2019.

Lors du conventionnement, une nouvelle date de fin d'éligibilité des dépenses sera fixée au 31/12/2020, ainsi que de nouvelles dates de remontées de dépenses pour les acomptes et le solde.

Avis favorable pour la modification de la date de fin d'exécution physique de l'opération au 31/12/2019 et tenir compte du retard de mise en œuvre sans pour autant que l'objet, la nature et le plan de financement de l'opération ne change.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005261
Bénéficiaire :	18003604800015 INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Intermédiaire / Personne Morale	
N° SIRET :	18003604800015
Raison sociale :	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE - INSERM
Adresse :	CS 20172 13276 Marseille Cedex 09



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	26130008100013
Raison sociale :	Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille
Adresse :	13005 MARSEILLE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT01 - Objectif thématique : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation / PI01a - Priorité d'investissement : Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I, et en faisant la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen / AP01-OT01-PI01a-OS1a - Objectif spécifique : Accroître les activités de recherche sur les domaines prioritaires de la SRI-SI

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI 1a - 2016 - MARSEILLE IMMUNOPOLE RECHERCHE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Plusieurs sites sur le territoire de Marseille : Campus de Luminy, Faculté de Pharmacie de Marseille, Hôpital de la Conception, Hôpital de la Timone, Hôpital de la Timone
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Marseille

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI1a : Accroître les activités de recherche dans ./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 5 mai 2017	Décisionnel	Dématérialisé	05/05/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
Contexte global du projet :
Marseille Immunopôle est un cluster à vocation mondiale, unique tant du point de vue de sa mission que de sa vocation.
Son objectif : accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies et d'outils de diagnostic associés, contre les cancers et les maladies inflammatoires et faire en sorte que les patients bénéficient au plus tôt de ces innovations.

Marseille Immunopôle

s'appuie sur l'expertise de ses membres (académiques, cliniciens, industriels) dans les domaines de l'immunologie, de la cancérologie, de l'immuno-pharmacologie.

Le projet Marseille Immunopôle est partenarial et a été créé à l'initiative de :

- † deux centres de recherche mondialement reconnus (le Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy : CIML et le Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille : CRCM),
- † deux plateformes internationales (le CIPHE : Centre d'ImmunoPHEnomique et le TAGC : Technological advances for genomics and clinics),
- † deux infrastructures hospitalières de premier plan (l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille : AP-HM et l'Institut Paoli-Calmette : IPC),
- † un démonstrateur industriel unique au monde (MI-mAbs),
- † deux sociétés biotechnologiques (Innate Pharma et HalioDX) issues de la propriété intellectuelle des centres de recherche,
- † un Pôle de compétitivité, Eurobiomed, qui a inscrit le déploiement de Marseille Immunopôle dans sa feuille de route stratégique 2013-2018.

Marseille Immunopôle est par ailleurs identifié dans la stratégie Régionale d'Innovation du Conseil Régional PACA et est soutenu par l'ensemble des collectivités : Conseil Départemental des Bouches du Rhône, Marseille Provence Métropole, Ville de Marseille.

Fort de 40 ans de découvertes et d'innovations en immunologie, Marseille Immunopôle est de fait le premier cluster mondial dédié à l'immunologie. L'excellence des équipes marseillaises en immunologie est avérée par la découverte et la validation de nouveaux immunomodulateurs (anti-KIR IPH2102 et anti-NKG2A IPH2201) issus de la collaboration avec les différents acteurs de la recherche, qui sont maintenant en essai clinique de phase II dans différentes indications de cancer par la société Innate Pharma.

Marseille Immunopôle est positionné sur le segment le plus créateur de valeur : l'identification et la validation de cibles et de biomarqueurs, la génération de candidats médicaments et leur développement clinique exploratoire. Le montant de 1,2 milliards d'euros du dernier accord industriel d'Innate Pharma, passé avec la société AstraZeneca pour co-développer IPH2201 valide ce positionnement au point de vue économique. Il faut également noter qu'AstraZeneca reconnaît le savoir-faire d'Innate Pharma et plus généralement du cluster immunologique marseillais en donnant une structure de co-développement (et donc permettant de renforcer Innate Pharma et son réseau de collaborateurs marseillais) à cet accord, ce qui est très rare pour les entreprises pharmaceutiques mondiales avec des industries de biotechnologie.

Marseille Immunopôle a un effet structurant sur le territoire Aix-Marseille-Provence et au-delà sur le territoire national. Sa vocation est de fédérer tous les acteurs de l'immunologie, de la recherche à la clinique en passant par le développement industriel, afin de faire de Marseille un pôle d'excellence dans ce domaine et attractif au niveau international.

Marseille Immunopôle est déjà très significatif en termes d'emploi publics et industriels. Le CIML, le CRCM, le VRCM, TAGC, CIPHE, MI-mAbs, l'IPC et l'APHM regroupent environ 500 chercheurs, ingénieurs et techniciens directement impliqués dans la recherche en immunologie. En ne comptant que les industriels les plus en vue directement impliqués dans le développement des Immunodiagnostic et Immunothérapies (Innate Pharma, Immunotech, HalioDX), plus de 400 emplois à haute valeur ajoutée sont actuellement occupés et en forte augmentation au cours des cinq dernières années.

Enjeux du projet :

Les enjeux cliniques sont considérables du fait du succès d'une classe de médicaments : les anticorps monoclonaux, au cœur des essais d'immunothérapie, et de la manipulation du système immunitaire pour traiter les cancers et les maladies inflammatoires.

- Une première révolution thérapeutique fait jour notamment avec les résultats de l'anti-CTLA-4 et de l'anti-PD1, deux anticorps immunomodulateurs utilisés pour la prise en charge des patients en cancérologie. Ces approches n'attaquent pas directement les cellules cancéreuses, mais stimulent les capacités anticancéreuses du système immunitaire du patient. Le premier produit commercialisé en 2011 (Yervoy®, ipilimumab) par Bristol-Myers-Squibb (BMS) permet d'obtenir un contrôle de longue durée de la maladie chez une fraction importante des patients souffrant de mélanomes métastatiques.

Les premiers résultats cliniques présentés pour la deuxième génération d'anticorps candidats ciblant le récepteur PD1 (nivolumab de BMS, Lambrolizumab de Merck) sont encore plus spectaculaires pour le contrôle de la maladie et concernent

des indications majeures

de très mauvais pronostic comme le cancer du poumon. Compte tenu des signaux d'efficacité obtenus, les laboratoires, en accord avec les autorités réglementaires américaines, ont mis en œuvre pour les anticorps anti-PD1 des stratégies de développement accélérées qui permettent aujourd'hui de passer directement des phases exploratoires à des essais cliniques de Phase III à visée d'enregistrement et de délivrance aux patients.

A terme, on estime que la plupart des schémas thérapeutiques, dans les tumeurs solides comme en hématologie, devraient intégrer des produits d'immunothérapie. Marseille est au cœur de ces développements d'immunomodulateurs avec deux produits de cette classe en essai clinique et des accords industriels majeurs avec les leaders du secteur (BMS et AstraZeneca).

• Une deuxième révolution thérapeutique visée par Marseille Immunopôle, est celui de la prise en charge des patients atteints de maladies inflammatoires chroniques. Ces maladies ont une prévalence croissante, et regroupent aussi bien des pathologies fréquentes (maladie de Crohn, sclérose en plaque, lupus..) que des maladies orphelines parfois dévastatrices. Très peu de cibles pharmacologiques nouvelles ont été validées depuis la découverte des anti-cytokines, qui traitent la symptomatologie, mais ne permettent pas de restaurer l'équilibre du système immunitaire. L'identification de nouvelles cibles et le développement d'immunothérapie permettant de juguler les réponses immunitaires excessives ou indésirables apparaît comme un vivier d'innovations thérapeutiques à exploiter.

Calendrier global Marseille Immunopôle (2015 - 2018) :

Marseille Immunopôle a été officiellement lancé au 3ème trimestre 2013. La fin de l'année 2013 et l'année 2014 ont été consacrées à l'ingénierie du projet par Eurobiomed et les partenaires : demande de financement, formulation du projet, étude de positionnement et d'attractivité, identification des besoins et priorisations des actions, réponse aux appels à projets (34 Plans Industriels, CPER, FHU).

Les années 2015-2016 sont consacrées à :

- l'établissement de la gouvernance et de la structure juridique de Marseille Immunopôle
- la mise en place d'une stratégie de « fund raising »
- l'identification de projets de R&D (FUI, PIAVE, RHU)
- la finalisation du plan de financement des infrastructures retenues dans le cadre du CPER/FEDER 2014-2020
- l'installation des équipements pour l'enseignement et la R&D au sein des laboratoires du CIML, de TAGC, du VRCM, de l'AP-HM (demande CPER uniquement / hors cofinancement FEDER)
- la spécification des besoins fonciers pour l'accueil des entreprises
- la définition d'une offre ressources humaines
- le déploiement d'un accélérateur d'entreprises
- la mise en place de l'observatoire Marseille Immunopôle (suivi des indicateurs)

Les années 2017-2018 sont consacrées :

- au déploiement du Coursus Master Ingénieur en immunologie (rentrée universitaire 2017)
- l'installation des équipements pour la R&D au sein des laboratoires du CIML, de TAGC, du VRCM, de l'AP-HM (livraison 2017-2018 – demande CPER - FEDER PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »)
- à la rénovation et l'extension, au sein de l'AP-HM, du Centre d'Essais Précoces en Cancérologie de Marseille (CEPCM), labélisé CLIP² (livraison 2017-2018 – demande CPER FEDER PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »)
- à l'implantation de MI-mAbs au sein du BRGM rénové (livraison 2017)
- à la mise en place de nouveaux financements
- à l'installation de nouvelles entreprises
- à l'installation de l'unité de production au gramme dans MI-mAbs (livraison progressive 2017- 2018 – demande CPER FEDER PI1b « Marseille Immunopôle Investissements »)

Les axes globaux du projet Marseille Immunopôle et ses investissements prioritaires :

Les acteurs marseillais de l'immunologie, fédérés au sein de Marseille Immunopôle, ont identifiés les axes suivants pour renforcer et implémenter l'excellence et l'attractivité marseillaise en immunologie et immunothérapie, qui se traduit par les besoins en investissement suivants :

I. L'enseignement. Le renforcement de la filière de formation dédiée à l'immunologie implique la création d'un master immunologie et immunotechnologie, et l'organisation d'une « plateforme » d'enseignement articulée entre les UFR Science, Médecine, Pharmacie et Polytech Marseille (Ecole d'Ingénieurs Universitaire). L'expertise reconnue depuis des décennies dans

la formation en

Immunologie à Marseille est un atout majeur pour cet axe enseignement. Un Cours Mastère Ingénieur en immunologie – immunotechnologie va être déployé dès la rentrée universitaire 2017. Pour assurer un bon niveau de formation, le besoin d'un laboratoire de travaux pratiques d'analyse cellulaire, ouvert aux différentes formations a été identifié : il nécessite la liste d'appareils suivants : cytomètre, microscope, trieur magnétique, et imageur de gel, et du petit matériel permettant l'établissement d'une unité d'analyse cellulaire accessible aux étudiants pour les travaux pratiques. (les dépenses en lien avec l'enseignement n'étant pas éligibles au FEDER, ces coûts seront fléchés sur les cofinanceurs de la demande CPER : Conseil Régional et Conseil Départemental des Bouches du Rhône).

II. La recherche. L'excellence scientifique et la capacité à traduire la recherche en thérapie pour les patients est un facteur clé de succès des clusters internationaux. Ceci passe notamment par l'acquisition d'équipements de dernière génération pour les équipes de recherche afin d'identifier et de caractériser de nouvelles cibles thérapeutiques et par l'amélioration de l'offre de biobanques au sein des centres hospitaliers pour tester ces candidats médicaments sur des échantillons de patients. Les équipements nécessaires sont : Cytomètre 18 couleurs, imageur multispectral en flux ImageStream, scanner de lames, matériels pour l'animalerie, matériels de séquençage de cellule unique, Cytomètre trieur haute performance, cytomètre cellules rares, plateforme multiplex, matériels d'isolement et de stockage d'échantillons pour les biobanques (demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »).

III. Les essais cliniques et le soin. La labélisation par A*MIDEX et AVIESAN d'une Fédération Hospitalo-Universitaire (MI-FHU) créée conjointement entre l'AMU, l'INSERM, l'AP-HM et l'IPC est un élément structurant fort qui permet de rapprocher chercheurs et cliniciens afin d'assurer une diffusion plus rapide des innovations. Un des objectifs est le recrutement de médecins spécialistes des essais cliniques en immunothérapie. La mise en place d'un département transversal d'essai clinique de phase I à l'AP-HM permettrait, à l'instar de l'expertise développée dans ce domaine à l'IPC, d'accélérer l'évaluation d'approches thérapeutiques innovantes et d'améliorer le taux de réussite des traitements et d'offrir aux patients de la métropole les innovations thérapeutiques au plus tôt. Au-delà des enjeux sociétaux, l'attractivité de Marseille pour les industriels du secteur, promoteur des essais cliniques, sera renforcée. Ceci nécessite : une rénovation du Centre d'Essais Précoces en Cancérologie de Marseille (CEPCM) de l'AP-HM, l'achat de dispositifs médicaux pour la collecte d'échantillon (demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche »).

IV. L'industrie. L'enjeu principal de Marseille Immunopôle est d'industrialiser sur le territoire Métropolitain, les innovations en cours de maturation dans les laboratoires et services hospitaliers en faisant travailler ensemble laboratoires/entreprises et en utilisant des moyens de production mutualisés du site. Ceci passe notamment par :

- 1) le développement du territoire de Luminy et de ses aménagements grâce à l'implication de l'ensemble des collectivités territoriales (fonciers dédiés biotech, voiries, équipements...),
- 2) la spécification d'une offre de service permettant d'accélérer la croissance des entreprises, principale mission du Pôle Eurobiomed (la proposition conjointe Eurobiomed - Grand Luminy Technopole ayant été sélectionnée par l'AMI Accélérateur du CR PACA, elle sera vecteur de cette accélération),
- 3) la création d'un point d'ancrage attractif pour les entreprises biopharmaceutiques.

Les entreprises du domaine représentent déjà une source d'emploi significatif. On peut citer parmi les plus emblématiques Immunotech et HalioDX dans le domaine du diagnostic (respectivement 200 et 70 personnes), et Innate Pharma dans le domaine thérapeutique avec 110 personnes et une valorisation boursière > à 600 millions d'euros, faisant de cette société une des entreprises de biotechnologie les plus importantes en Europe.

Un des « outils » clés présents sur Marseille pour assurer cette attractivité et l'industrialisation plus rapide des innovations est le démonstrateur industriel MI-mAbs. Pour compléter l'offre de service mise à disposition des industriels, MI-mAbs nécessite notamment un soutien pour la création d'une unité de production et de purification d'anticorps monoclonaux au gramme et d'équipements d'expérimentation pour les études précliniques. Ceci nécessite : la rénovation de 300m² au sein de l'ancien bâtiment du BRGM, l'achat d'équipements (matériels de culture cellulaire, de 12 mini-bioréacteurs 3 litres, d'1 bioréacteur 50 litres, d'un analyseur de nutriments/métabolites, d'appareils de filtration tangentielle / diafiltration, d'appareils de purification et de contrôle de qualité, appareil d'imagerie du petit animal et système de tri de cellules Automacs Pro Separator) (demande PI1b « Marseille Immunopôle Investissements »), le recrutement de 2 personnes (hors demande FEDER).

La mise en association des forces de l'éducation, de la recherche et de la clinique doit permettre d'accélérer l'identification et la validation de cibles et biomarqueurs dans les pathologies cancéreuses et inflammatoires grâce à la présente demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche ».

Deux cibles identifiées par MI sont actuellement en passe d'être validées pour des essais cliniques. Plus de 70 cibles ont déjà été identifiées par les différentes équipes de MI, et requièrent des étapes de validation afin d'être accessible au plus vite au patient. Cet effort de recherche de nouvelles cibles et biomarqueurs par les différents laboratoires de recherche, en étroite collaboration avec les unités cliniques et les plateformes, doit être continué et renforcé du fait du taux d'attrition important : les cibles validées qui peuvent être continuées en clinique représentant classiquement moins de 5% des cibles possibles. Pour permettre aux acteurs de MI de continuer et d'accélérer leur mission d'identification et de validation de cibles et

biomarqueurs dans le traitement des cancers et maladies inflammatoires, divers équipements et actions ont été identifiés. De l'acquisition de nouvelle technologie, tels que des cytomètres de flux ultra performants, à la mise à niveau des animaleries de MI, en passant par le renforcement du Centre d'Essais Cliniques précoces en cancérologie de Marseille (APHM), via la rénovation du bâtiment et l'achat de nouveaux dispositifs médicaux pour la collecte d'échantillons ; les équipements décrits dans ce projet ont été soigneusement identifiés par les différents partenaires pour atteindre ce but.

En parallèle, le renforcement de la validation préindustrielle de cibles thérapeutiques via la plateforme MI-mAbs est nécessaire pour offrir aux industriels des possibilités accrues de développement de nouveaux médicaments et biomarqueurs sur le site marseillais (demande PI1b « Marseille Immunopôle Investissements »).

Retombées économiques du projet Marseille Immunopôle :

Au-delà des enjeux cliniques, les retombées économiques sont considérables.

Selon les analystes sectoriels (Citi research 2013, Credit Suisse), l'immuno-oncologie pourrait représenter dès 2018 près de 60% du marché de l'oncologie (25 à 35 milliards de \$/an) et devenir à ce titre le premier marché en valeur du secteur de la biopharmacie. Aujourd'hui, le secteur est dominé par quatre « majors » (BMS, Merck, Roche, Astra-Zeneca) et fait l'objet de nombreux accords de licences et de partenariats (au premier rang desquels Innate Pharma et Novo Nordisk AS, Innate Pharma et BMS, le CRCM et GSK) mais aussi d'acquisitions (Medarex par BMS, Wyeth et Coley par Pfizer, Medimmune par Astra-Zeneca, Costim par Novartis et Innovio Pharmaceuticals par Roche) et dernièrement de co-développement et de commercialisation (Innate Pharma et Astra-Zeneca). Dans ce contexte, Innate Pharma est l'une des rares sociétés de biotechnologie présentes dans le domaine, et une des plus importantes en Europe.

En effet, sur les 3 immunomodulateurs en cancérologie, Marseille, au travers d'une collaboration entre Innate Pharma, le CIML pour la science, et l'IPC/CRCM pour les essais cliniques, a généré un des candidats en test clinique (anti-KIR, LIRILUMAB).

L'activité des biotechnologies et des industries pharmaceutiques induit une activité économique très importante en recherche en immunologie appliquée.

Marseille est donc idéalement placée maintenant dans ce domaine en émergence, qui doit néanmoins être renforcé pour drainer une partie de l'activité économique considérable que va générer ce champ thérapeutique.

Objectifs recherchés :

Les objectifs globaux du projet Marseille Immunopôle :

L'enjeu principal de Marseille Immunopôle est de faire de la métropole Aix Marseille Provence, la capitale Européenne de la R&D de thérapies immunologiques.

Les objectifs sont :

- Du point de vue médical, d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.
- Du point de vue socio-économique, d'assurer l'industrialisation des innovations issues des laboratoires sur le territoire marseillais, en faisant travailler ensemble laboratoires et entreprises, en s'appuyant sur les plateformes technologiques, les plateaux techniques et les moyens de production mutualisés du site, ainsi que sur le meilleur des entreprises de R&D et de services. La création d'emplois nouveaux est également un des objectifs du projet avec 250 emplois visés à court terme.

Pour cela, les partenaires de Marseille Immunopôle ont pour ambition de :

- Faire émerger des projets ambitieux et innovants en favorisant les interfaces entre scientifiques, cliniciens et industriels.
- Développer un label d'excellence pour attirer à Marseille les meilleurs experts, managers, scientifiques et étudiants de la discipline.
- Populariser l'immunologie et ses enjeux tant en terme de connaissances que d'applications pour susciter les vocations et favoriser les échanges avec les scientifiques issus d'autres disciplines.
- Développer un écosystème collaboratif unique pour l'innovation thérapeutique en immunologie, intégrant toutes les expertises clé depuis les études mécanistiques jusqu'au développement industriel en passant par les phases cliniques exploratoires.
- Créer un écosystème global, attractif pour l'implantation sur le territoire d'entreprises biopharmaceutiques.

A horizon 2020, le succès de Marseille Immunopôle pourra être évalué selon une série de critères :

- Mise en place d'un Cours Master Ingénieur en immunologie
- Mise en place d'une offre RH
- Renforcement des biobanques
- Une augmentation des partenariats de recherche (+ de 200 en 2014, + de 300 en 2020) et des partenariats de R&D (4 en 2014, 10 en 2020).
- Au moins deux anticorps-candidat en Phase III et/ou commercialisés.
- Au moins 1 test compagnon commercialisé.
- Au moins deux anticorps immuno-modulateurs évalués pour la première fois chez l'homme dans des hôpitaux métropolitains.
- Plus de 10 nouvelles familles de brevet par an déposées par les partenaires MI.
- Les plateformes MI-mAbs et CIPHE autosuffisantes.
- La création de 250 emplois directs (entreprise donneur d'ordre) et 750 emplois indirects (sous-traitance et services).
- La création de 5 start-ups.
- Une capitalisation cumulée des entreprises MI (incluant Innate Pharma) > 1,2 milliard EUR
- Un CA cumulé annuel des entreprises de MI (direct ou royalties) > 200 Millions EUR, dont >100 Millions réalisé sur des ventes hors UE.

Les objectifs spécifiques de « Marseille Immunopôle Recherche » PI1a

L'objectif de la présente demande PI1a « Marseille Immunopôle Recherche » vise à :

- renforcer des infrastructures de recherche académique et clinique, en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les mécanismes biologiques à l'origine du développement de cancers et maladies inflammatoires, et ainsi d'identifier de nouvelles cibles thérapeutiques,
- homogénéiser la collecte d'échantillons au sein d'une biobanque accessible à tous les acteurs de MI,
- augmenter les capacités d'accueil au sein de l'AP-HM, du Centre d'Essais Précoces en Cancérologie de Marseille (CEPCM), labélisé CLIP², et améliorer l'inclusion et le suivi des patients lors des essais thérapeutiques

La présente demande permettra donc aux acteurs de MI de dresser un tableau physiologique du système immunitaire le plus complet possible, ce qui conduira, à terme, à une meilleure compréhension des pathologies et à l'identification de nouvelles cibles thérapeutiques et de nouveaux biomarqueurs.

Résultats escomptés (cible visée)

Objectifs du projet « Marseille Immunopôle Recherche » : (à la fin du projet)

Retombées Enseignement :

- └ Nb d'étudiants en Master Immunologie : 40/an (incluant M2 Immunologie et CMI)
- └ Nb d'étudiants en thèse d'Immunologie : 10/an
- └ Nb MD/PHD spécialisés dans l'immunothérapie (2/an)

Retombées Recherche Académique et Plateforme :

- └ Identifications de 20 cibles potentielles et biomarqueurs
- └ Nb de publications : 50/an (CIML), 25/an (VRCM), 4/an (TAGC)

Retombées Biobanque :

- └ Nb d'échantillons stockés : 30 000 prélèvements (correspondant à 3 000 patients)
 - └ Le surcroît d'activité nécessitera le recrutement de technicien qualifié de labo : +3 ETP
 - └ Il n'existe pas actuellement de politique de publication au sein du CRB, et il est très rarement cité l'origine de l'échantillon dans les publications. Au travers de ce projet, le CRB mettra en place une politique de publication afin de mieux tracer le nombre de publication (mention dans les remerciements de l'article, des échantillons fournis par le CRB).
- Le CRB a mis en place une démarche de certification. Ces équipements permettront de renforcer et d'optimiser les capacités de stockage et donc à terme la capacité à obtenir cette certification.

Retombées Essais cliniques :

- └ Augmentation de la capacité d'accueil : 500m² aujourd'hui – 1.031m² (compris couloirs, escaliers, ascenseurs) en 2018
- └ Augmentation du nombre d'étude en immunothérapie : 6 à 7/an aujourd'hui – 41 à 47/an en 2018
- └ Augmentation du nombre de patients inclus dans des essais en immunothérapie : 16 à 18/an aujourd'hui – 50 à 60 patients

en 2017 100 à 110 en

2018, puis 2019

Augmentation du nombre de lits : aujourd'hui : 5 lits + 2 fauteuils (7 places) – au cours du projet : on passerait à 10 lits + 7 fauteuils (17 places)

Augmentation du nombre de partenariat en immunothérapie : 6 à 7/an aujourd'hui – 41 à 47/an en 2018

Augmentation du Nb de publication en immunothérapie : 4 à 5/an aujourd'hui – contre une vingtaine pendant le projet.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/09/2015

Fin : 31/12/2019

Phasage et logique du phasage « Marseille Immunopole Recherche » PI1a

2015 :

Desengorgement des structures de recherche

- CIML : Cytomètre 18 couleurs et animalerie

- VRCM : Plateforme multiplex

Identification des cellules d'intérêt pour l'étude de cellules uniques

- Plateforme d'Immunomonitoring : Trieur

- VRCM : Cyto cellules rares

Augmentation capacité de collecte du CEPCM au sein de l'APHM (Le phasage envisagé est en accord avec l'activité et les besoins du centre CLIP² : augmentation des prélèvements – augmentation des capacités d'accueil)

- acquisition de 2 sondes : l'objectif est d'augmenter la capacité à prélever des tissus au niveau pulmonaire pour l'identification de cibles thérapeutiques.

2016 - 2017 :

Offre d'enseignement en Immunologie

- Equipement du laboratoire d'analyse cellulaire 2016

- Achat du cytomètre, du microscope, du gel imager de l'appareil de tri magnétique et du petit équipement. Début des enseignements sept 2016

Analyses pointues cellules uniques et cellules rares

- TAGC : séquençage sur cellule unique

- VRCM : Cytomètre/trieur

- CIML : Cytomètre d'imagerie, scanner de lame

Acquisition des équipements de la biobanques

- L'ensemble des équipements sera acheté dès fin 2016 – début 2017, pour permettre le plus rapidement possible d'entamer la constitution de ce catalogue et de pallier au manque de capacité de stockage.

AP-HM : achat des congélateurs -80°C et -150°C, PSM et incubateur CO₂, plateforme de purification d'ADN, récipients cryogéniques, cryoconservateurs et système d'archivage de blocs.

Augmentation de l'activité animalerie

- CIML : Autoclave pour l'animalerie

Augmentation de la capacité de collecte du CEPCM

- acquisition d'équipement pour multiplier les capacités de prélèvement de tissus biologiques, actuelles insuffisantes. Ces prélèvements permettent de prédire l'évolution de la maladie et le pronostic, d'évaluer l'efficacité des traitements, d'identifier des marqueurs de résistance aux traitements, d'identifier de nouvelles cibles (priorité de MI)

2017 - 2018 :

Restructuration du CEPCM au sein de l'APHM

- rénovation des locaux pour l'accueil du centre CLIP². Au-delà d'un meilleur accueil des patients, ce centre permettra de répondre à l'augmentation des demandes d'essais cliniques en immunothérapie estimé de 75 à 85% en 2017

Etat d'avancement du projet Marseille Immunopôle à date :

Une organisation projet a été mise en place dès le démarrage du projet pour assurer le déploiement opérationnel de Marseille Immunopôle. Le portage du projet est assuré par le pôle de compétitivité Eurobiomed et PRIDES. un comité exécutif (composé d'un représentant de chaque membre fondateur : CIML, CIPHE, CRCM/IPC, MI-mAbs, Innate Pharma, HalioDX et Eurobiomed), un comité de pilotage (composé des membres fondateurs ainsi que les principaux partenaires du projet : TAGC, Aix-Marseille-Université, AP-HM, ..., et un comité technique (regroupant l'ensemble des collectivités et partenaires institutionnels) ont été créés.

Concernant l'enseignement :

- L'ensemble des formations dispensant un module d'immunologie ont été recensées.
- Une offre de formation unique en immunologie au sein d'Aix-Marseille-Université a été spécifiée avec la création d'un Coursus Master Ingénieur en immunologie. Le programme a été validé par Aix-Marseille-Université.
- Un programme d'échange de doctorants en lien avec l'Institut Pasteur est en cours de réflexion.
- Le déploiement du plan campus permettra d'assurer un meilleur accueil des étudiants sur le site de Luminy.

Concernant la recherche et la clinique :

- Les partenaires académiques et industriels de Marseille Immunopôle ont déposé au 1er semestre 2015 : 10 projets ANR, 3 projets Européens et 1 projet FUI (20ème appel à projet). D'autres projets sont en cours.
- Le projet MI-FHU (Fédération Hospitalo-Universitaire) a été labélisé par A*MIDEX et AVIESAN (avril 2015). Grâce au rapprochement des équipes académiques et cliniques, MI-FHU permettra de dynamiser la recherche et d'améliorer la qualité des soins par une diffusion plus rapide des innovations. Une réponse à l'Appel à Projets RHU est en cours de rédaction
- Dans le cadre du plan cancer 2014-2019, l'IPC et l'AP-HM ont tous deux été retenus par l'INCa (Institut National du Cancer) dans le cadre des « Centres Labellisés INCa de Phase Précoce (CLIP²) » (seuls 16 centres en France ont été labélisés CLIP²). Les CLIP² ont pour vocation de proposer aux patients un accès précoce aux innovations thérapeutiques.

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	3 873 981,05 €
Equipement, machine, travaux de réhabilitation			
Total :			3 873 981,05 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			29,69	1 150 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	29,71	1 151 148,18			
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône			9,17	355 377,12			
ETAT	Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires		9,03	350 000,00			
Autre partenaire récurrent	COMMUNAUTÉ URBAINE MARSEILLE PROVENCE MÉTROPOLE			8,15	315 834,75			
Total co-financier				85,76	3 322 360,05	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				14,24	551 621,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	3 873 981,05	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

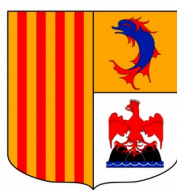
Motivation du service instructeur :

La reprogrammation consiste à augmenter la période d'exécution physique de l'opération de 16 mois pour mener à bien des étapes du projet qui ont pris du retard. Les éléments décrits dans l'argumentaire du bénéficiaire pour justifier du décalage des phases sont acceptables et ne remettent pas en cause l'objet ou la nature du projet. Les conditions de l'opération et le plan de financement sont identiques.

La reprogrammation consiste à modifier les dates d'exécution physique de l'opération comprise entre le 01/09/2015 et le 31/12/2019.

Lors du conventionnement, une nouvelle date de fin d'éligibilité des dépenses sera fixée au 31/12/2020, ainsi que de nouvelles dates de remontées de dépenses pour les acomptes et le solde.

Avis favorable pour la modification de la date de fin d'exécution physique de l'opération au 31/12/2019 et tenir compte du retard de mise en œuvre sans pour autant que l'objet, la nature et le plan de financement de l'opération ne change.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0006125
Bénéficiaire :	31196302900013 Société Anonyme Gardéenne d'Economie Mixte (SAGEM)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	3

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	31196302900013
Raison sociale :	Société Anonyme Gardéenne d'Economie Mixte (SAGEM)
Adresse :	83130 LA GARDE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-TPM - Sous action : Sous action rattachée à Toulon Provence Méditerranée

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Réhabilitation du RDC et du 1er étage du Florès
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/07/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI9a-TPM : Améliorer l'employabilité des habitant./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 13 juillet 2017	Décisionnel	Dématérialisé	13/07/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
La Garde, commune située dans le département du Var (Région PACA), occupe une situation centrale au sein de l'aire urbaine toulonnaise. La concentration sur son territoire de grands équipements structurants (comme la grande zone d'activités de

l'agglomération, le principal campus universitaire, un complexe commercial en fort développement ou encore une vaste zone de loisirs dans la plaine de l'Eygoutier) en fait un point de centralité majeure dans l'agglomération.

Par ailleurs, l'urbanisation communale s'est développée sur un espace géographique contraignant limitant le développement du territoire. Dans ce contexte, l'espace urbanisé de la commune reste contenu. C'est pourquoi, la commune conduit désormais à privilégier un projet axé sur la gestion et l'amélioration de l'urbanisation existante.

De plus, contrairement aux communes limitrophes de l'Est toulonnais, la Garde connaît une dynamique démographique positive, forte et continue depuis 1975. Elle compte aujourd'hui environ 26 000 habitants sur le territoire communal.

En parallèle à la progression démographique, l'accroissement du parc immobilier n'a cessé d'augmenter. Ainsi le territoire communal a été le support de programmes immobiliers de grande ampleur générateurs de transformations urbanistiques conséquentes.

Face à la raréfaction du foncier, le renchérissement de son prix et l'accroissement démographique, de grands projets d'habitat collectifs ont vu le jour depuis les années 70.

Deux grandes phases ont ainsi marqué le développement des logements sociaux au sein du territoire :

- Les années 70, avec la construction majeure de grands collectifs dans les quartiers Langevin et Romain Rolland
- Les années 80 et 90, avec la création de deux grandes ZAC (Planquette I et II) comprenant 1 800 logements collectifs à vocation sociale (90%), intégrant une part non négligeable de logements étudiants ou adaptés aux personnes à mobilité réduite et 200 logements individuels ou groupés destinés principalement à l'accession à la propriété. L'objectif au sein de ces deux nouveaux quartiers a été de faciliter autant que possible la mixité sociale.

Cependant, aujourd'hui, certains quartiers sont vieillissants. Des bâtiments collectifs doivent faire l'objet de travaux de réhabilitation avec une mise aux normes des logements et un traitement des extérieurs (façades, espaces publics et espaces verts).

Le quartier Romain Rolland est inscrit dans ces enjeux de renouvellement urbain. Il a, par ailleurs, été retenu dans le dispositif contrat de Ville de 2015-2020. Il fait partie des 1 300 quartiers prioritaires choisis à l'échelle nationale.

- Le quartier Romain Rolland :

Le quartier Romain Rolland, quartier urbanisé dans les années 70, concentre près de 1 200 habitants soit 4.63 % de la population communale.

Ce quartier s'est développé principalement sous la forme de grands collectifs atteignant les R+12. Son homogénéité sociale empêche la diversité du peuplement, entraînant ainsi la stigmatisation du quartier et de sa population.

Par ailleurs, le quartier, jouant un rôle de parc social, accueille, également, une population en grande précarité.

Au niveau économique, le quartier ne dispose pas de pôle de centralité où seraient regroupés certains équipements structurants (commerces, services publics...), facteurs potentiels d'animation et d'équilibre habitat/activités.

Afin de réduire les inégalités sociales et les disparités spatiales, la commune de La Garde s'est engagée depuis 2008 à transformer l'image du quartier, notamment avec la création d'une nouvelle aire de jeux au sein du quartier, l'agrandissement de la maternelle Elsa Triolet et la résidence pour jeunes « Le Flores ». Le quartier poursuit sa mutation vers la modernité, la fonctionnalité, et vers un confort de vie amélioré.

Cependant, le processus est loin d'être achevé et des réaménagements structurants sont encore à lancer.

- L'immeuble Le FLORES :

Le projet présenté dans le cadre de cette demande concerne le réaménagement d'une partie d'un bâtiment collectif « LE FLORES » construit dans les années 70. Dégradé et vieillissant, il a fait l'objet en 2007 d'une première réhabilitation par la SAGEM afin de ramener du confort dans le bâtiment et participer au changement d'image du quartier. En effet, l'ensemble des logements de type foyers-logements accueillant des personnes âgées a été transformé en résidence étudiante. Ce projet a notamment fait l'objet de financement FEDER (programmée en 2011-dossier N°1040C0341)

Le RDC et le R+1 du bâtiment des Flores restent à réhabiliter : c'est pourquoi la SAGEM souhaite poursuivre son action dans la transformation du collectif et de son image par l'installation d'un établissement GRETA.

De plus, les espaces extérieurs sont eux aussi à traiter. Vieillissants, ils participent à la stigmatisation du quartier. C'est pourquoi, des travaux d'aménagements extérieurs sont prévus avec notamment la création de stationnement, de trottoirs, d'espaces verts publics.

L'objectif étant de redonner de l'attractivité et de la qualité urbaine à ce quartier

Objectifs recherchés :

Les objectifs de ce projet sont de renforcer le dynamisme économique et social au sein de ce quartier classé prioritaire dans le contrat de ville (volonté forte affichée par la municipalité).

Un dynamisme économique, par la création d'emplois (le chantier, le centre de formation à l'issue des enseignements délivrés) ; par la création d'un équipement structurant attirant des populations de tout horizon, par l'installation d'un restaurant.

L'insertion professionnelle lutter contre le décrochage scolaire des jeunes, le centre de formation pourra accueillir les habitants du quartier et à leur proposer une formation professionnalisante, avec à la clef un emploi valorisant.

La mixité sociale et fonctionnelle au sein du quartier permettra de tendre vers le changement d'image progressive du quartier, en suscitant curiosité et intérêt, notamment grâce au restaurant ouvert à tout public.

L'amélioration du cadre de vie par le réaménagement des espaces publics pour une réappropriation du quartier par ses habitants et attirer de nouvelles population.

Résumé du projet :

Le projet concerne la réhabilitation du rez-de-chaussée et du 1er étage du bâtiment le Florès à LA GARDE, pour l'implantation d'un centre de formation spécialisé dans la restauration et l'hôtellerie, avec une cuisine pédagogique, une boulangerie, une pâtisserie, une salle de restaurant, des salles de cours et des bureaux administratives, soit 730 m². Par ailleurs, les espaces extérieurs de quartier Romain Rolland pour l'amélioration du cadre de vie.

Les travaux suivants seront menés :

- Le remplacement des menuiseries extérieures sauf celles en alu existantes
- La mise à nu des niveaux
- Les travaux complets des installations électriques
- La création d'un escalier extérieur
- L'installation d'un système de chauffage (la pose de radiateurs)
- L'installation de sanitaires, l'extraction de cuisine, l'adaptation d'une VMC sanitaire
- La création d'un accès PMR
- La modification des cloisonnements
- Le revêtement des sols et des murs : peinture, faux plafonds
- Les aménagements extérieurs : réalisation de places de stationnement supplémentaires

En ce qui concerne la phase de réalisation de l'opération, merci de se reporter au calendrier détaillé du projet (ci-après)

Résultats escomptés (cible visée)

- L'amélioration de l'attractivité économique du quartier par la mise à disposition de locaux adaptés à une nouvelle activité économique sur le secteur et donc une alternative complémentaire aux habitants du quartier en recherche d'emploi.
- Favoriser l'insertion professionnelle des habitants du secteur qui pourront trouver avec ce centre de formation une offre de formation permettant d'acquérir un savoir-faire reconnu sur le marché du travail.
- L'amélioration de l'image que véhicule le quartier auprès des habitants de la ville de la Garde et du reste de l'agglomération avec la création d'un restaurant au sein du GRETA. Ce dernier devrait permettre de faire découvrir sur un angle nouveau, toutes les potentialités qu'offrent le quartier et ses habitants auprès d'un public qui n'a pas l'habitude de s'y rendre.
- L'amélioration du cadre de vie des habitants du quartier avec d'une part la création d'un restaurant et d'autre part l'amélioration des espaces verts autour du centre.
- Une meilleure fonctionnalité du bâtiment, mis aux normes (PMR notamment) et devant permettre de répondre aux attentes aussi bien du personnel du GRETA, de leurs stagiaires et des futurs clients.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2015	Fin : 31/12/2018
1/LOCAUX GRETA		
CONCEPTION Du 26/01/15 au 22/06/15		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Diagnostic Du 26/01/15

au 09/02/15

APS-APD Du 11/04/15 au 11/05/15

PRO DCE Du 18/05/15 au 15/06/15

AO TRAVAUX Du 22/06/15 au 08/08/15

TRAVAUX Du 10/08/15 au 31/09/2016

RECEPTION Prévue en septembre 2016

2/AMENAGEMENT EXTERIEURS (calendrier modifié suite à la reprogrammation)

TRAVAUX : 2017/2018

RECEPTION : Prévue au plus tard en juin 2017

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Autres dépenses (à spécifier) TVA non récupérable / définitivement supportée par le bénéficiaire	Direct	Fonctionnement	148 948,00 €
Dépenses de prestations externes de service Aménagements extérieurs : Etudes, Frais de conseil, Expertise technique, juridique, comptable, financier	Direct	Investissement	7 395,20 €
Dépenses de prestations externes de service Réhabilitation complète du RDC et du 1er étage : Etudes, Frais de conseil, Expertise technique, juridique, comptable financier	Direct	Investissement	45 372,99 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Aménagements extérieurs : Travaux et équipements	Direct	Investissement	219 718,23 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Réhabilitation complète du RDC et du 1er étage : Travaux et équipements	Direct	Investissement	11 918,50 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Réhabilitation spécifique des locaux dédiés au GRETA : Travaux et équipements	Direct	Investissement	460 335,08 €
Total :			893 688,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur





Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	446 844,00			
Autre partenaire ponctuel	Commune de La Garde		Auc / Aucun régime d'aide	16,78	150 000,00			
Autre partenaire récurrent	CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS			17,14	153 216,75			
Total co-financier				83,93	750 060,75	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				16,07	143 627,25			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	893 688,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

REPROGRAMMATION #2

Comme indiqué dans la note de la DAG datée du 22/02/2018, il est désormais considéré que le financement FEDER n'est pas constitutif d'une aide d'État dans la mesure où les activités menées revêtent un caractère purement local dans la mesure où l'opération portée par la SAGEM cible une clientèle régionale et qu'aucun élément n'indiquait la présence d'investissements ni d'établissements transfrontières pour le type de service proposés par le GRETA.

Ceci a un impact sur le plan de financement de l'opération, dans la mesure où, l'opération ne relevant plus de l'application d'un régime d'aide d'État, elle n'est plus concernée par les dérogations de l'article 61.8 du règlement UE n°1303/2013 du 17/12/2013 relative à la prise en compte des recettes nettes générées après leur achèvement. Le porteur de projet a donc transmis au cours de l'instruction de reprogrammation un tableau de calcul des recettes nettes actualisées sur 11 ans (10 ans du bail passé avec le GRETA + 1ère année de réalisation de l'opération), conforme à l'annexe 1 du règlement 480/2014, secteur « autres secteurs », qui a permis de définir un taux de déficit de financement de 62,47%.

En parallèle, suite au travail de concertation avec les habitants, le porteur de projet a transmis le 28/02/2018 un zonage détaillé du projet d'aménagement extérieurs et un état prévisionnel des dépenses revu à la hausse de la façon suivante pour les aménagements extérieurs éligibles à l'opération FEDER :

- Prestation d'études : 11.838€ HT (20.320€ au total proratisés sur la base des surfaces des aménagements extérieurs éligibles à l'opération : $2.825 \text{ m}^2 / 5.622 \text{ m}^2 = 50,25\%$ du total).
- Aménagements extérieurs : 351.718€ HT (100% des aménagements des zones 3, 4, 5 et 6 du projet global des aménagements extérieurs, à l'exception des frais d'installation de chantier)
- Total : 363.556€ HT

Le total des dépenses prévisionnelles est désormais actualisé à 1.430.587,49,81€ TTC auquel est appliqué le taux de déficit de financement de 62,47%, soit une assiette éligible de 893.688,00€ TTC.

Le volet ressources du plan de financement a également été modifié. La convention de financement de la mairie de La Garde datée du 08/03/2017 étant désormais calée sur le même périmètre opérationnel que le FEDER, la subvention de 150.000€ n'a pas à être proratisée.

Les périodes de réalisation sont également prolongées de 6 mois, de façon à prendre en compte la réalité de mise en œuvre de l'opération :

- Réalisation physique du 01/01/2015 au 31/12/2018
- Réalisation financière du 01/01/2015 au 30/06/2019

Les dates de remontées de dépenses sont également modifiées de façon à prendre en compte le glissement du calendrier :

- Suppression de la deuxième demande d'acompte
- Demande de solde décalée au plus tard au 30/09/2019

Enfin, l'indicateur de réalisation C037 est corrigé de la façon suivante :

- Programmation initiale : 0
- Reprogrammation : 1.491 habitants (source INSEE, recensement de la population 2013) de façon à valoriser la population du quartier directement impacté par l'opération et à tenir compte de la déprogrammation parallèle du dossier porté par le GRETA.

Suite aux éléments de l'instruction de reprogrammation,

Avis favorable à la modification :

- du plan de financement de l'opération
- du calendrier d'exécution physique et financière de l'opération
- du calendrier prévisionnel des demandes d'acompte



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- des indicateurs de
réalisation de l'opération



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0008401
Bénéficiaire :	52187291100016 Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	3

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	52187291100016
Raison sociale :	Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT
Adresse :	13481 MARSEILLE CEDEX 20

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03d - Priorité d'investissement : Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation / AP01-OT03-PI03d-OS3d - Objectif spécifique : Développer les entreprises, notamment à l'international

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PACA INVESTISSEMENT 2 PI3d
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région Provence Alpes Côte d'Azur
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	
Référence de l'appel à projet	N° :

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 13 juillet 2017	Décisionnel	Dématérialisé	13/07/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
La SAS PACA INVESTISSEMENT est un fonds de co-investissement créée par la Région Provence Alpes Côte d'Azur (PACA) pour soutenir la croissance de PME innovantes installées sur le territoire sur la base de 3 volets d'actions : financement en capital amorçage et capital démarrage (volet1), investissement en capital expansion pour les PME en développement ou ayant un projet d'internationalisation (volet 2) et investissement en capital expansion pour les PME industrielles innovantes ou non innovantes en développement (volet 3).

Objectifs recherchés :

La demande de subvention FEDER PI3d concerne les volets 2 et 3.

La stratégie prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 2 – « capital-développement innovant et international » comme objectif un montant total d'investissement de 12,5 M€ pour 25 entreprises (bénéficiaires finaux) sur 5 ans. La stratégie prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 3 – « capital-développement industriel et non innovant » comme objectif un montant total d'investissement de 15 M€ pour 20 entreprises (bénéficiaires finaux) sur 5 ans. L'effet levier escompté est estimé par le porteur à 2 chaque année pour chaque volet, la part des co-investissements privés est au minimum de 50%. Cet investissement permet aux entreprises de répondre aux normes bancaires afin d'obtenir des crédits d'investissement amortissables à moyen/long terme, favorisant ainsi un effet levier économique supplémentaire.

Résultats escomptés (cible visée)

La demande de subvention FEDER PI3d concerne les volets 2 et 3

La stratégie prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 2 – « capital-développement innovant et international » les objectifs suivants :

Année 1 : montant annuel d'investissement = 2 M € pour 4 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 2 : montant annuel d'investissement = 2,5 M € pour 4 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 3 : montant annuel d'investissement = 2,5 M € pour 5 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 4 : montant annuel d'investissement = 2,5 M € pour 6 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 5 : montant annuel d'investissement = 3 M € pour 6 entreprises (bénéficiaires finaux)

Total : montant total d'investissement = 12,5 M€ pour 25 entreprises (bénéficiaires finaux)

La stratégie prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 3 – « capital-développement industriel et non innovant » les objectifs suivants :

Année 1 : montant annuel d'investissement = 2 M € pour 2 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 2 : montant annuel d'investissement = 2,5 M € pour 3 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 3 : montant annuel d'investissement = 3 M € pour 4 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 4 : montant annuel d'investissement = 3,5 M € pour 5 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 5 : montant annuel d'investissement = 4 M € pour 6 entreprises (bénéficiaires finaux)

Total : montant total d'investissement = 15 M€ pour 20 entreprises (bénéficiaires finaux)

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 15/10/2016

Fin : 31/12/2023

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Echéancier du coût total

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Investissement	27 500 000,00 €
Augmentation de capital			
Dépenses de communication de l'opération	Indirect	Fonctionnement	27 275,00 €
Refonte du site internet, banniers, plaquettes			
Dépenses de communication de l'opération	Indirect	Fonctionnement	46 600,00 €
Road-trips, déplacement, manifestation			
Dépenses de personnel	Indirect	Fonctionnement	303 063,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Indirect	Fonctionnement	2 258 260,00 €
Frais de gestion (Prestation Turenne Capital)			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	153 840,00 €
Frais et autres dépenses juridiques, expertise			
Total :			30 289 038,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	15 144 519,00		3 786 129,75	
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	15 144 519,00		0,00	
Total co-financier				100,00	30 289 038,00	0,00	3 786 129,75	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	30 289 038,00	0,00	3 786 129,75	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Une évaluation ex-ante sur le financement des PME, achevée en juin 2017, a permis de compléter l'étude ex-ante réalisée en 2014, d'identifier les défaillances et carences du marché et de proposer à la Région une stratégie d'investissement répondant à ces besoins de financement non couverts.

L'évaluation ex ante préconise de compléter l'offre existante soit à travers l'élargissement du périmètre d'action d'un ou plusieurs instruments existants, soit via la création d'un nouvel instrument financier. Les tickets d'investissement pourraient ainsi se situer dans une fourchette plus large (entre 200.000 € et 2.000.000 €) pour couvrir les insuffisances de l'offre de financement et les défaillances de marché observées (en particulier pour les PME innovantes ou en trajectoire de forte croissance).

Le 15 décembre 2017, l'assemblée délibérante de la Région PACA a approuvé la nouvelle feuille de route stratégique du Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER) ainsi que la nouvelle stratégie de la SAS PACA Investissement.

La SAS PACA investissement, dans le cadre des investissements en fonds propres, peut désormais intervenir pour des financements compris entre 200.000 euros et 2.000.000 euros. Ces montants sont applicables aux 3 volets d'intervention : Volet 1 - Capital risque, Volet 2 - capital-développement innovant et international et Volet 3 - capital-développement industriel et de services.

Par courrier du 8 février 2018 et conformément à l'accord de financement, le Bénéficiaire a notifié à l'Autorité de Gestion une demande de modification de l'accord de financement visant à l'élargissement des cibles du Volet 1 - Capital risque, du Volet 2 - capital-développement innovant et international et du Volet 3 - capital-développement industriel et de services de la stratégie d'investissement.

La nouvelle stratégie de la SAS PACA INVESTISSEMENT nécessite la reprogrammation de PACA Investissement 2 PI3d et PACA Investissement 2 PI3a. Un avenant unique à l'accord de financement prendra en compte l'évolution de la stratégie sur les 2 programmations ainsi que quelques erreurs matérielles de rédaction relevées lors du Contrôle Qualité Certification de juin 2017.

Les modifications apportées à la rédaction des Volets 2 et 3 sont conformes à l'évaluation ex-ante de juin 2017 et ne dénaturent pas le projet tel qu'il est programmé.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0008402
Bénéficiaire :	52187291100016 Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	52187291100016
Raison sociale :	Provence-Alpes-Côte d'Azur INVESTISSEMENT
Adresse :	13481 MARSEILLE CEDEX 20

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03a - Priorité d'investissement : Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises / AP01-OT03-PI03a-OS3a - Objectif spécifique : Renforcer la création d'entreprise, prioritairement dans les domaines d'activités stratégiques

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PACA INVESTISSEMENT 2 PI 3a
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région Provence Alpes Côte d'Azur
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	
Référence de l'appel à projet	N° :

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	

Description de l'opération
La SAS PACA INVESTISSEMENT est un fonds de co-investissement créée par la Région Provence Alpes Côte d'Azur (PACA) pour soutenir la croissance de PME innovantes installées sur le territoire sur la base de 3 volets d'actions : financement en capital amorçage et capital démarrage (volet1), investissement en capital expansion pour les PME en développement ou ayant un projet d'internationalisation (volet 2) et investissement en capital expansion pour les PME industrielles innovantes ou non innovantes en développement (volet 3).

Objectifs recherchés :
La demande de subvention FEDER PI3a concerne le volet 1.

La stratégie

prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 1 – « capital risque » comme objectif un montant total d'investissement de 21 M€ pour 50 entreprises (bénéficiaires finaux) sur 5 ans. L'effet levier escompté est estimé par le porteur à 1,7 chaque année. Sur le Volet 1 – Capital risque, la part des co-investissements privés est au minimum de 30%. Cet investissement permet aux entreprises de répondre aux normes bancaires afin d'obtenir des crédits d'investissement amortissables à moyen/long terme, favorisant ainsi un effet levier économique supplémentaire.

Résultats escomptés (cible visée)

La demande de subvention FEDER PI3a concerne le volet 1.

La stratégie prévisionnelle d'investissement dans les PME (hors frais de gestion) envisage pour le volet 1 – « capital risque » les objectifs suivants :

Année 1 : montant annuel d'investissement = 3,5 M € pour 8 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 2 : montant annuel d'investissement = 4 M € pour 10 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 3 : montant annuel d'investissement = 4,5 M € pour 10 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 4 : montant annuel d'investissement = 4,5 M € pour 11 entreprises (bénéficiaires finaux)

Année 5 : montant annuel d'investissement = 4,5 M € pour 11 entreprises (bénéficiaires finaux)

Total : montant total d'investissement = 21 M€ pour 50 entreprises (bénéficiaires finaux)

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/10/2016	Fin : 31/12/2023
------------------------------------	--------------------	------------------

RESSOURCES

DEPENSES ET

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Echéancier du coût total

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Autres dépenses (à spécifier)	Direct	Investissement	21 000 000,00 €
Augmentation de capital			
Dépenses de communication de l'opération	Indirect	Fonctionnement	53 400,00 €
Road-trips, déplacement, manifestation			
Dépenses de communication de l'opération	Indirect	Fonctionnement	35 225,00 €
Site internet, banniers, plaquettes			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	347 287,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Indirect	Fonctionnement	2 427 740,00 €
Frais de gestion (Prestation Turenne Capital)			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	104 640,00 €
Frais et autres dépenses juridiques, expertise			
Total :			23 968 292,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	11 984 146, 00		0,00	
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	11 984 146, 00		2 996 036,50	
Total co- financier				100,00	23 968 292, 00	0,00	2 996 036,50	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	23 968 292, 00	0,00	2 996 036,50	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Une évaluation ex-ante sur le financement des PME, achevée en juin 2017, a permis de compléter l'étude ex-ante réalisée en 2014, d'identifier les défaillances et carences du marché et de proposer à la Région une stratégie d'investissement répondant à ces besoins de financement non couverts.

L'évaluation ex ante préconise de compléter l'offre existante soit à travers l'élargissement du périmètre d'action d'un ou plusieurs instruments existants, soit via la création d'un nouvel instrument financier. Les tickets d'investissement pourraient ainsi se situer dans une fourchette plus large (entre 200.000 € et 2.000.000 €) pour couvrir les insuffisances de l'offre de financement et les défaillances de marché observées (en particulier pour les PME innovantes ou en trajectoire de forte croissance).

Le 15 décembre 2017, l'assemblée délibérante de la Région PACA a approuvé la nouvelle feuille de route stratégique du Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER) ainsi que la nouvelle stratégie de la SAS PACA Investissement.

La SAS PACA investissement, dans le cadre des investissements en fonds propres, peut désormais intervenir pour des financements compris entre 200.000 euros et 2.000.000 euros. Ces montants sont applicables aux 3 volets d'intervention : Volet 1 - Capital risque, Volet 2 - capital-développement innovant et international et Volet 3 - capital-développement industriel et de services.

Par courrier du 8 février 2018 et conformément à l'accord de financement, le Bénéficiaire a notifié à l'Autorité de Gestion une demande de modification de l'accord de financement visant à l'élargissement des cibles du Volet 1 - Capital risque, du Volet 2 - capital-développement innovant et international et du Volet 3 - capital-développement industriel et de services de la stratégie d'investissement.

La nouvelle stratégie de la SAS PACA INVESTISSEMENT nécessite la reprogrammation de PACA Investissement 2 PI3d et PACA Investissement 2 PI3a. Un avenant unique à l'accord de financement prendra en compte l'évolution de la stratégie sur les 2 programmations ainsi que quelques erreurs matérielles de rédaction relevées lors du Contrôle Qualité Certification de juin 2017.

Les modifications apportées à la rédaction du volet 1 sont conformes à l'évaluation ex-ante de juin 2017 et ne dénaturent pas le projet tel qu'il est programmé.